



ARMES EN ÉCHANGE DE DÉVELOPPEMENT



**L'EXPÉRIENCE DU PROGRAMME SOUS-RÉGIONAL
ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE (PSR-ALPC)
Sénégal, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau
Octobre 2007**



WANEP



ABC-DÉVELOPPEMENT



Photos :

Couverture avant : Enregistrement d'armes remises volontairement par le comité local de Koumbia, Guinée. Crédit photo : ABC-Développement
Cérémonie de destruction d'armes en Guinée-Bissau. Crédit photo : Vladimir Monteiro, UNOGBIS
Teinturières de Kōina, Gambie. Crédit photo : Équipe du PSR-ALPC

Couverture arrière : Boîte à image du Sénégal : Cérémonie de destruction d'armes. Crédit photo : CECI

Le PSR-ALPC a été mis en œuvre grâce à un financement du Fonds Canadien pour l'Afrique de l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international (www.acdi-cida.gc.ca)

LISTE DES ACRONYMES

ABC-Développement	Association pour le Bien-être Communautaire et le Développement
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ACSAS	Association Culturelle Sportive et Artistique de Samine
AEC	Affaires Étrangères Canada
AFSTRAG	African Strategic and Peace Research Group
AJED	Associação Juvenil Para a Educação e Desenvolvimento
ALTERNAG	Associação Guineense de Estudos e Alternativas
CAAMI	Centro de Acção Anti Minas
CECI	Centre d'Étude et de Coopération Internationale
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CN	Commission Nationale
CRD	Communauté Rurale de Développement
ECOSAP	Ecowas Small Arms Programme
GED	Genre et Développement
IPS	Initiative Canada – Afrique de l'Ouest sur la Paix et la Sécurité
MALAO	Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest
MFDC	Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCB	Organisation Communautaire de Base
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OGB	Oxfam Grande-Bretagne
PAIGC	Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde
PCASED	Programme de Coordination et d'Assistance pour la Sécurité et le Développement
PMO	Plan de Mise en Œuvre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSR-ALPC	Programme Sous-Régional Armes Légères et de Petit Calibre
UNREC	Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique
RASALAO	Réseau d'Action sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest
WAANSA	West Africa Action Network on Small Arms
WANEP	West Africa Network for Peacebuilding
WIPNET	Women in Peace building Network

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1. LE CONTEXTE	4
2. LA CONCEPTION DU PROGRAMME	9
3. LE DISPOSITIF DE MISE EN OEUVRE ET DE SUIVI DU PROGRAMME.....	10
3.1 Le consortium CECI-OXFAM-GB	10
3.2 L'équipe du programme	10
3.3 Les Points Focaux.....	11
3.4 Les ONG locales et les dispositifs d'animation dans la zone du programme.....	11
3.5 Les mécanismes de prise en charge.....	12
3.6 Le bilan-programmation	15
3.7 Les leçons apprises.....	16
4. LA CONNAISSANCE DE LA PROBLÉMATIQUE	17
4.1 La recherche-action	17
4.2 L'étude comparative des législations.....	18
5. LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....	20
5.1 Formation en gestion axée sur les résultats	21
5.2 Formation genre et ALPC.....	21
5.3 Formation en planification et développement communautaire.....	23
5.4 Visite d'échange au Mali	23
6. LA SENSIBILISATION.....	24
6.1 La stratégie	24
L'élaboration d'un programme	24
Les actrices et acteurs.....	26
Les groupes cibles.....	26
Les activités.....	27
6.2 Les résultats	31
6.3 Les facteurs de succès et difficultés.....	34
6.4 Les leçons apprises	37
7. LA COLLECTE, L'ENREGISTREMENT, LE STOCKAGE ET LA DESTRUCTION D'ARMES, MUNITIONS ET EXPLOSIFS	38
7.1 La stratégie	38
7.2 Les résultats	44
7.3 Les facteurs de succès et difficultés.....	46
7.4 Les leçons apprises	48
8. LES MICROPROJETS DE DÉVELOPPEMENT.....	48
8.1 La stratégie	48
8.2 Les résultats	50
8.3 Les facteurs de succès et difficultés.....	54
8.4 Les leçons apprises	55
9. L'IMPACT DU PROGRAMME.....	56
9.1 L'amélioration de la sécurité.....	57
9.2 L'amélioration des opportunités de développement socio-économiques	58
9.3 L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes	61
CONCLUSION	63

ANNEXE

Tableau synthèse des micro projets

INTRODUCTION

Les civils possèdent environ 650 millions d'armes à feu dans le monde, soit à peu près 75% du total connu¹

Le PSR-ALPC : une contribution à la lutte contre la prolifération des armes légères en Afrique de l'Ouest

Un programme régional qui porte une double préoccupation : la sécurité et le développement

La prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) fait peser une menace sérieuse sur la sécurité humaine et le développement. Les armes légères contribuent à elles seules à la mort de 350 000 personnes par année, soit près de 1 000 par jour. Des millions d'autres sont victimes de l'impact indirect des armes légères sur le développement durable. En effet, l'omniprésence des armes légères alimente les conflits armés, en Afrique surtout, contribue aux crimes violents et nuit sérieusement aux efforts de consolidation de la paix et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

C'est ainsi que le Canada, à l'instar d'autres pays développés, s'est engagé à participer à la lutte contre la prolifération des armes légères. Suite au Plan d'action du G8 pour l'Afrique et au NEPAD, l'Initiative Canada-Afrique de l'Ouest sur la Paix et la Sécurité (IPS), du **Fonds canadien pour l'Afrique** a été créée, sous la responsabilité du Ministère des Affaires Étrangères du Canada (AEC) et de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). Le Programme Sous Régional Armes Légères et de Petit Calibre (PSR-ALPC) a été financé dans ce cadre et s'inscrit dans les orientations de la CEDEAO en la matière. Le CECI et Oxfam GB ont été retenus pour en assurer la mise en œuvre.

L'objectif du PSR-ALPC est de contribuer à la lutte contre la prolifération des ALPC. Les résultats attendus à la fin du programme sont une amélioration de la sécurité dans les communautés ciblées, notamment pour les femmes, et de meilleures opportunités de développement. La durée d'exécution est de 2 ans et demi (avril 05 à décembre 07), faisant suite à une phase de conception de 6 mois.

Le PSR-ALPC est mis en œuvre dans quatre pays - **Sénégal, Gambie, Guinée et Guinée-Bissau** - qui connaissent des situations sécuritaires différentes. Pourtant, la récurrence des situations de tension ou de conflit dans certains de ces pays, la grande circulation des personnes et des biens entre les pays ainsi que la porosité de leurs frontières les rendent tous sensibles et inter reliés face à la problématique.

En effet, la Guinée-Bissau a connu une longue guerre de libération, au terme de laquelle aucune opération de collecte d'armes n'a été réalisée, ce qui fait qu'il y a toujours beaucoup d'armes en circulation dans le pays, sans oublier la présence de mines et d'explosifs. Certaines zones frontalières du Sénégal, comme Samine, ou de Guinée, comme Koumbia, font partie des anciennes bases arrières des combattants de la Guinée-Bissau, avec comme conséquence une présence importante d'armes légères dans ces zones.

Le Sénégal a aussi connu dans sa partie sud un conflit armé entre les forces gouvernementales et la rébellion indépendantiste casamançaise dirigée par le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) qui a duré plus de 20 ans. Certaines zones en Guinée-Bissau ont servi de bases clandestines aux rebelles et ont été le théâtre de violents combats. Des accords de paix ont été signés mais la sécurité demeure fragile. Et bien que la Gambie n'ait jamais connu de conflits, on peut penser que sa frontière avec la Casamance influence la disponibilité d'armes chez elle.

¹ d'après l'édition 2007 du Small Arms Survey

Le PSR-ALPC se justifie donc à plusieurs égards : d'abord par l'existence d'un potentiel d'armes illicites en circulation dans ces pays et la conviction que les populations les rendraient si on les sensibilisait à cet effet; puis par la nécessité d'accompagner les efforts des États à lutter contre ce fléau et d'appuyer les décisions prises au niveau de la CEDEAO, de l'Union africaine et des Nations Unies en matière de lutte contre la circulation des ALPC, notamment en ce qui concerne la définition et l'exécution de programmes volontaires de remise et de destruction de ces armes; par la nécessité, enfin, de sécuriser les personnes et les biens et d'offrir des opportunités supplémentaires pour le développement des zones concernées.

Des actions menées en zones frontalières

Le PSR-ALPC s'est déroulé dans une zone frontalière de chacun des pays : la communauté rurale de Samine, au Sénégal, située dans le département de Sédhiou en Casamance et frontalière à la Guinée-Bissau; la zone de Koïna dans la Upper River, division située à l'est de la Gambie et frontalière du département de Kolda en Casamance; la ville de Bigene, en Guinée-Bissau, située à quelque 800 mètres de la frontière du Sénégal, plus précisément de Samine et la ville de Koumbia en Guinée à la frontière de la Guinée-Bissau.

Une stratégie basée sur des principes qui favorisent la prise en charge par les acteurs et actrices concernés

La stratégie du PSR-ALPC s'appuie sur les principes directeurs suivants : partenariat, inclusion, participation, intégration de la dimension genre, dialogue, transparence, synergie, adaptabilité et solidarité.

Elle s'articule autour de quatre composantes : i) Renforcement des capacités ; ii) Sensibilisation ; iii) Armes en échange de projets de développement et iv) Recherche pratique. Les acteurs concernés, du niveau sous-régional au niveau local, ont défini les orientations et réalisé les actions du programme.

Au niveau sous-régional

Un comité directeur était responsable d'approuver le Plan de travail et le Budget annuels. Il était composé d'un-e représentant-e de l'ACDI, du MAE du Canada, de la CEDEAO, de WAANSA / RASALAO, du CECI et d'OXFAM GB. L'équipe du programme et les partenaires nationaux participaient à titre d'observateurs.

Au niveau national

Dans chaque pays, une organisation de la société civile servait de Point Focal (PF) du programme et était responsable de la mise en œuvre des activités. Un comité de pilotage composé, en plus du PF, de représentant-e-s de la Commission Nationale sur les armes légères (CN), du comité local, de l'équipe de terrain et de quelques acteurs stratégiques, assumait la responsabilité de veiller aux orientations du programme.

Ces Points Focaux étaient : MALAO (Sénégal), ALTERNAG (Guinée-Bissau), ABC DEVELOPPEMENT (Guinée) et WANEP (Gambie).

Au niveau local

Un comité local composé de représentant-e-s des diverses composantes de la communauté a été mis en place pour participer aux activités qui étaient réalisées par une ONG locale et/ou une équipe d'animation.

CECI – Oxfam GB

Une équipe régionale légère a été mise sur pied par CECI - Oxfam GB afin de gérer le programme et d'accompagner les partenaires dans la mise en œuvre des actions et dans la réflexion sur les stratégies, leçons, etc.

Une expérience novatrice ...

Le PSR-ALPC est une expérience novatrice à plus d'un titre : i) dimension régionale et transfrontalière ; ii) mise en œuvre dans des pays qui ne sont pas en sortie immédiate de crise (sauf Casamance) iii) prise en charge par la société civile ; iv) partenariat rapproché société civile – État. Il convient donc de capitaliser cette expérience pilote pour questionner l'approche et sa plus-value en matière de sécurité et de développement, au niveau des communautés en particulier et de la sous-région en général.

à partager comme source d'inspiration

Le présent rapport de capitalisation a été élaboré collectivement par le consortium, l'équipe du programme et les partenaires, dans le but de partager l'expérience du PSR-ALPC avec des acteurs et actrices intervenant dans le domaine ou tout simplement avec tous ceux et celles qui s'intéressent à la problématique de la prolifération des armes légères ou plus généralement à celle de la sécurité et du développement.

Dans un premier temps le rapport situe le contexte de réalisation du programme et décrit brièvement la phase de conception. Puis il présente le dispositif de mise en œuvre et de suivi du programme. Il décrit ensuite la stratégie de mise en œuvre de chaque composante, présente les résultats obtenus, analyse les facteurs de succès et les difficultés rencontrées, puis dégage les leçons apprises.

Pour plus d'information :

Contacts

CECI

suzanned@ceci.ca

www.ceci.ca

Oxfam GB

mocoulibaly@oxfam.org.uk

www.oxfam.org.uk

MALAO

malao_senegal@yahoo.fr

www.malao.org

ALTERNAG

alternag@hotmail.com

ABC Développement

abcinguinea@yahoo.co.uk

WANEP

wanepgambia@yahoo.co.uk

1. LE CONTEXTE

Le PSR-ALPC s'est inscrit dans un environnement géopolitique et sécuritaire mondial, au sein duquel s'affirmait une volonté politique de plus en plus grande de lutter de manière collective et coordonnée, contre le fléau transnational et transfrontalier de la prolifération des armes légères.

Le présent chapitre donne quelques repères sur les plans politique, sécuritaire et socio-économique qui ont caractérisé les contextes international, sous-régional et national dans lesquels a évolué le PSR-ALPC et qui ont parfois influencé son déroulement. Le projet a été mis en œuvre d'avril 2005 à décembre 2007.

Le contexte au niveau international

Une campagne internationale de la société civile en faveur de l'adoption d'un traité sur le commerce des armes avec comme slogan « contrôlons les armes »

Le Programme d'Action des Nations Unies (UNPoA) s'appuie sur plusieurs engagements des États à prendre les mesures nécessaires pour pallier l'impact humanitaire de la prolifération et de l'abus des armes légères, à savoir : réprimer la production et le trafic illicites des armes légères; contrôler efficacement les transferts; collecter et éliminer les armes excédentaires; gérer les stocks et contrôler les armes légères au lendemain des conflits.

Le Programme d'Action indique aussi dans son deuxième chapitre que les États s'engagent à : « Créer ou désigner, selon qu'il convient, un point de contact au niveau national qui sera chargé de la liaison avec les autres États pour les questions liées à la mise en œuvre du Programme d'Action ».

Du 26 juin au 7 juillet 2006, une conférence d'examen du Programme d'Action s'est tenue à New York. Cette conférence a fait l'objet d'une mobilisation exceptionnelle aussi bien de la part des États que de la société civile. Malheureusement, il n'y a pas eu de consensus sur certains sujets comme la référence aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, l'adoption des principes généraux relatifs aux transferts d'armes ou le lien entre armes légères et développement. L'équipe et les partenaires du PSR-ALPC qui ont participé à la conférence ont rencontré certaines délégations et noué des contacts.

Il est bon de souligner que depuis 2003, la société civile s'est mobilisée partout dans le monde à travers une vaste campagne intitulée *Control Arms*, en vue de l'adoption d'un traité sur le commerce des armes (TCA). Cette campagne, organisée sous l'égide d'Oxfam, du Réseau International d'Action sur les Armes Légères (RIAIAL/IANSA) et d'Amnesty international, a pu compter sur la participation de partenaires et de certains Points Focaux du PSR-ALPC. La campagne a connu un grand succès lorsque 153 États se sont prononcés en faveur du traité en décembre 2006. À cet effet, le Secrétaire Général des Nations Unies a appelé les gouvernements à lui soumettre leurs vues sur la faisabilité, l'étendue et le contenu d'un traité sur le commerce des armes.

Le contexte au niveau de la CEDEAO

Une volonté de lutter contre la prolifération des armes légères, concrétisée par la mise en place d'outils, dont le plus récent est la « Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes »

La CEDEAO est une organisation sous régionale qui regroupe quinze États de l'Afrique de l'Ouest. Créée en 1975, elle s'est fixé comme objectif principal « la promotion de la coopération et l'intégration en vue de la création d'une union économique et monétaire visant la croissance économique et le développement ». À l'époque, la situation qui prévalait en Afrique était tributaire de la guerre froide. Les menaces sur la stabilité des États étaient persistantes. Très vite, la paix et la sécurité se sont présentées comme des défis majeurs que la CEDEAO devait relever, pour envisager la promotion du développement économique de la sous-région.

Les conflits internes qui se sont multipliés ces dernières années dans nombre de pays de la CEDEAO de même que la circulation illicite et le trafic des armes légères ont poussé la CEDEAO à prendre plusieurs initiatives pour asseoir une politique de défense, de paix et de sécurité : le Protocole d'assistance en matière de défense en 1981; le Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères de 1998, suivi un an plus tard d'un Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits institué en 1999 à Lomé.

L'année 2006 a vu la transformation du Moratoire de la CEDEAO en une « Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes » adoptée le 14 juin à Abuja, par les chefs d'État et de Gouvernement des États membres. Cette convention, unique en son genre en Afrique, montre la volonté politique et la détermination des États à réaliser les objectifs contenus dans la Déclaration du Moratoire et dans le Code de conduite pour la mise en œuvre du Moratoire (Lomé, 10 décembre 1999). L'Afrique de l'Ouest s'est ainsi dotée d'un instrument juridique plus contraignant pour prévenir, combattre et éradiquer la prolifération des ALPC.

La société civile ouest africaine, une actrice engagée

À l'heure actuelle, seul le Niger a procédé à la ratification de cette Convention et a déposé les instruments de ratification auprès de la CEDEAO. Par ailleurs, certains pays l'ont ratifié, sans pour autant déposer les instruments de ratification auprès de la CEDEAO. Or, il en faut neuf pour qu'elle entre en vigueur dans tout l'espace CEDEAO. Mais la société civile ouest africaine, à travers le Réseau d'Action sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (RASALAO/WAANSA) basé au Ghana (dont sont membres les ONG Point Focaux du PSR-ALPC) et ses partenaires, continue à se mobiliser et à faire du plaidoyer pour la ratification de la convention et son entrée en vigueur.

Le démarrage récent d'un Programme sur les armes légères de la CEDEAO

Au même moment, l'inauguration du Programme sur les Armes Légères de la CEDEAO (ECOSAP) à Bamako donnait suite au Programme de Coordination et d'Assistance pour la Sécurité et le Développement (PCASED). Ce programme a pour objectif de contribuer au renforcement des compétences des États de la CEDEAO pour développer une approche globale et une capacité de réaction devant les armes légères et de petit calibre, dans un contexte de prévention de conflits, de développement et de bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest.

Cela montre la forte motivation de l'organisation régionale ouest africaine à rejoindre la dynamique jusque là portée par les acteurs locaux et quelques ONG pour une coopération frontalière en faveur du développement économique, de la mobilité, du renforcement de la sécurité et des liens entre les populations.

La zone CEDEAO a connu des opérations de DDR² (Désarmement-Démobilisation-Réinsertion) post-conflit dont les exemples les plus récents sont la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Libéria. Auparavant le Mali avait mené un programme de remise volontaire d'armes en échange de projets de développement dans lequel des armes ont été détruites lors de cérémonies publiques connues sous le nom "Flamme de la paix". Plus récemment le Niger a fait de même.

Le contexte au niveau des pays

En Afrique de l'Ouest, les populations frontalières sont parmi les plus exposées à la pauvreté et à l'insécurité. Loin des centres de décision, leurs préoccupations sont moins prises en compte dans les programmes nationaux. La porosité des frontières les expose à l'insécurité, aux vols de bétail, à la guérilla des bandes armées et facilite la circulation des armes légères.

Les quatre pays concernés par le PSR-ALPC présentent une situation plus au moins semblable en ce qui concerne le niveau de développement. En 2005, selon le classement annuel du développement humain élaboré par le PNUD, la Gambie occupait le 155^{ème} rang, la Guinée le 156^{ème}, le Sénégal le 157^{ème} et la Guinée-Bissau le 172^{ème} sur 177 pays. Une place qui traduit l'extrême pauvreté des populations des zones rurales.

Au Sénégal

Samane, zone du programme, a souvent été la cible des combattants du conflit armé en Casamance. Elle constitue également l'une des zones favorites des voleurs de bétail. Ce phénomène est source de tension et d'armement des communautés. Les éleveurs, très nombreux, développent des stratégies d'auto-défense en s'armant pour lutter contre les voleurs.

Plusieurs événements, parfois douloureux, ont marqué le processus de paix initié par le Gouvernement et les rebelles du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC). En effet, ce processus a été perturbé par les combats entre l'armée bissau-guinéenne et les combattants du MFDC. La dynamique de paix, qui avait favorisé l'accalmie et la sécurisation des communautés, subissait ainsi un coup d'arrêt. L'armée sénégalaise était en alerte sur toute la bande frontalière avec la Guinée-Bissau, y compris Samane. Cette situation de tension a fini par affecter les activités du PSR-ALPC (par exemple, annulation d'une rencontre intercommunautaire avec Bigene en Guinée-Bissau en mars 2006).

Aussi, le démantèlement des bases rebelles à Bignona (Casamance) par l'armée sénégalaise a provoqué la dispersion des rebelles dans la région et même vers la Gambie, favorisant ainsi une certaine recrudescence des braquages sur la route.

La question du leadership du MFDC, avec le décès de son chef historique en janvier 2007 (l'Abbé Diamacoune Senghor), est venue diviser les factions du mouvement indépendantiste, compromettant le processus de paix en cours. En conséquence, plusieurs vagues de violence ont été notées avec, par exemple, l'assassinat du Président du Conseil Régional de Ziguinchor le 30 décembre 2006.

L'année 2007 a été marquée par de l'agitation politique inscrite dans le cadre des élections présidentielles et législatives, avec quelques bavures judiciaires et des menaces de grève des partis de l'opposition et des syndicats. L'élection présidentielle du 25 février 2007 s'est toutefois déroulée sans incidents majeurs. Le candidat sortant a remporté la victoire dès le premier tour. L'opposition a crié à la fraude massive et

² Depuis 1992, l'ONU s'est engagée dans les opérations de DDR dont 16 sont actuellement en cours en Afrique. C'est un mécanisme de consolidation de la paix dans les pays en situation de post conflit. Dans l'espace CEDEAO, la Guinée-Bissau, le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire en ont bénéficié.

contesté la victoire du président élu. Les élections législatives du 3 juin 2007 ont vu la grande majorité des sièges remportée par le parti au pouvoir (celui du Président de la République), avec cependant un fort taux d'abstention.

Le Sénégal présente un bilan économique contrasté, avec une croissance accélérée qui a atteint les 6%. Ces chiffres sont bien accueillis, même s'ils ne se traduisent pas, pour l'instant du moins, par une amélioration sensible du niveau de vie du citoyen moyen et moins encore pour les populations des zones rurales. Les grands chantiers, la flambée de l'immobilier et la forte progression des secteurs des télécommunications et du commerce illustrent la partie visible de la croissance accélérée.

En Gambie

La Gambie est une enclave indépendante à l'intérieur du Sénégal. Située au nord de la Casamance, elle est caractérisée par une situation de paix relative et une certaine stabilité sociale. Contrairement à son voisin sénégalais, la Gambie n'a jamais connu de conflit armé et la problématique de la circulation des armes légères et de la sécurité communautaire n'est donc pas perçue comme une priorité par les populations et les autorités gambiennes.

Les relations parfois difficiles entre le Sénégal et la Gambie ont failli perturber la bonne marche du programme. En fait, suite à l'augmentation par la Gambie, en 2006, du tarif de la traversée du ferry - moyen de transport important pour le commerce -, la tension est vite montée, entraînant le blocus au niveau de la frontière, pénalisant ainsi toutes les activités commerciales. Heureusement, on a trouvé une solution politique à la crise avec l'aide du Président du Nigeria.

L'autre fait marquant aura été la tentative de coup d'État avortée de mars 2006 qui impliquait le « Chief of Defense ». Comme ce dernier était membre de la Commission Nationale et partenaire stratégique du programme, la crainte d'une remise en cause du partenariat entre WANEP (Point Focal) et l'État gambien a quelque peu secoué l'équipe du Programme. Mais fort heureusement, les principes de collaboration et de continuité du service public ont prévalu.

Sur le plan politique, la Gambie a vécu deux autres moments forts marqués par la tenue d'élections présidentielles (septembre 2006) et législatives (janvier 2007) qui se sont déroulées sans aucun incident majeur ni violence. Le Président Yahya Jammeh a été réélu et son parti a obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale.

Sur le plan macroéconomique, les données sont plutôt encourageantes : depuis trois ans, la Gambie affiche un taux de croissance de son PIB autour de 8%. Et, au prix d'une forte dévaluation de sa monnaie nationale, le dalasi, le pays parvient à maîtriser plutôt bien son inflation.

Toutefois, il y a eu de fréquentes interruptions du programme du fait de la mobilisation populaire et de la participation active de WANEP/Gambie dans les processus électoraux. Il faut aussi signaler que dans la zone d'intervention du PSR-ALPC, à Koïna, un membre du comité local du programme a été élu député, suite aux élections législatives de janvier 2007.

En Guinée Conakry

Sur le plan politique, la Guinée fut régulièrement en situation d'instabilité, voire de crise pendant la durée du projet. Du 27 février au 3 mars 2006, le pays a été paralysé par une grève générale décrétée par les deux principales centrales syndicales guinéennes, contre l'inflation, la cherté de la vie et l'interruption de la distribution d'eau et d'électricité.

En 2007, le pays a traversé une forte crise, suite au mécontentement populaire manifesté dans tout le pays. Une sorte d'explosion sociale a suscité une grève générale illimitée décrétée par les syndicats des travailleurs le 10 janvier 2007. Ce mouvement de grève, largement suivi par les travailleurs et la population, a été violemment réprimé. Les affrontements, qui opposaient manifestants et forces de l'ordre, ont causé la mort de plus d'une centaine de personnes. Le Président de la République a instauré l'état de siège et le pays fut paralysé pendant presque deux mois (janvier et février 2007). La situation économique et sociale s'est par la suite légèrement améliorée avec la mise en place d'un gouvernement de consensus et de mesures macroéconomiques telle la réévaluation du franc guinéen, la monnaie nationale.

La crise de 2007 n'a pas épargné Koumbia avec des scènes de pillage et d'actes de vandalisme au niveau des infrastructures publiques et privées. Ainsi, il y a eu deux morts (1 garçon et 1 fille) et 16 blessés en plus de dégâts matériels importants. Les locaux de la CRD où étaient stockées les premières armes collectées (112) dans le cadre du PSR-ALPC ont été incendiés et les armes ont disparu. Ces actes incendiaires ont touché également des structures administratives comme la Sous-Préfecture, les résidences du Sous-Préfet et de son adjoint ainsi que la Caisse de Crédit Rural.

Ces événements douloureux ont vraiment choqué les habitants de Koumbia, qui se sont rendu compte qu'un malheur est vite arrivé et que la paix n'a pas de prix. Les activités du programme ont repris avec une stratégie adaptée au contexte, ce qui exigeait de re-crée la confiance entre les forces armées et de sécurité et les populations.

En Guinée-Bissau

La situation nationale a été marquée par deux grands événements : les élections présidentielles et les attaques contre les camps rebelles de la Casamance.

Les élections présidentielles ont consacré le retour de l'ancien président Nino Vieira qu'une insurrection armée dirigée par le Général Ansumane Mané (aujourd'hui décédé) avait chassé du pouvoir. Quelques mois après sa prise de pouvoir, l'armée bissau-guinéenne a déclaré la guerre aux rebelles du MFDC situés le long de sa frontière avec le Sénégal. Pendant cette période, on a dû annuler des activités du PSR-ALPC dans la zone. La situation était source d'inquiétude pour la sécurité des communautés mais confortait les acteurs sur la nécessité de continuer à lutter contre la prolifération des armes légères dans la zone.

La crise institutionnelle qui a secoué le pays surtout pendant la période 2005-2006, et même jusqu'en début 2007, soulignait la fragilité politique. En effet, le Gouvernement qui a été installé après les élections

présidentielles a fait l'objet de contestations de la part du PAIGC, parti vainqueur des législatives de mars 2005 et majoritaire au Parlement. En 2007, la situation s'est sensiblement améliorée avec la nomination d'un Premier Ministre issu du PAIGC et d'un Gouvernement de coalition, mais l'équilibre politique demeure assez précaire.

Sur le plan économique et social, le pays reste dans l'attente d'une stabilité politique pour relancer et moderniser l'économie dont les principaux revenus proviennent de la pêche et de la production de la noix de cajou.

Par ailleurs, le décret portant création de la Commission Nationale de lutte contre la prolifération des ALPC a été promulgué le 17 juillet 2006 par le Chef de l'État et publié au Journal officiel. Plusieurs acteurs étatiques et deux organisations de la société civile dont ALTERNAG, le Point Focal du PSR-ALPC, sont représentés dans cette Commission présidée par le Premier Ministre.

2. LA CONCEPTION DU PROGRAMME

Le PSR-ALPC a été conçu sur une période de six mois, d'octobre 2004 à mars 2005, par une équipe composée de ressources du CECI et d'Oxfam-GB ainsi que de consultant-e-s combinant des expertises en planification de projet, lutte contre la prolifération des ALPC, genre et développement et facilitation. Le processus s'est fait en trois étapes.

Le lancement du processus

L'atelier régional de lancement :

Amorcer le réseautage entre les acteurs nationaux et régionaux de la société civile et de l'État

Le consortium CECI-Oxfam GB a établi un plan de travail, mis en place l'équipe de conception et élaboré les outils méthodologiques. L'équipe a ensuite préparé et animé un 1^{er} atelier régional en décembre 2004. Cet atelier s'est tenu à Dakar avec la participation d'un-e représentant-e de la Commission Nationale de lutte contre la prolifération des ALPC et de la société civile de chacun des quatre pays concernés, de structures régionales³ comme Interpol et de réseaux ouest africains de la société civile, en l'occurrence WAANSA/RASALAO et WIPNET. Il s'agissait d'informer les participant-e-s de l'existence du nouveau programme; d'identifier la zone cible de chaque pays; de préparer une mission de collecte d'information dans les pays et d'obtenir l'adhésion et la collaboration des participant-e-s pour la mission dans leur pays.

La collecte d'information dans les pays

Les missions dans les pays :

Comprendre la problématique à partir de divers points de vue

Deux équipes de deux consultant-e-s (expertise combinée : ALPC et facilitation) ont effectué une collecte des données concernant la problématique des ALPC au niveau des quatre pays : l'une s'est rendue en Gambie et Guinée, l'autre en Guinée-Bissau et au Sénégal. Cette étape a permis de mener des *focus groups* dans les zones prédéfinies, avec diverses composantes des populations – dont les femmes – et avec les forces de sécurité. Ensuite, un atelier national regroupant des représentant-e-s des autorités concernées, des forces de sécurité et de la société civile, a permis de les informer sur le projet et d'analyser la problématique des armes légères afin de dégager des éléments de stratégie. Au cours de leurs missions, les consultant-e-s ont aussi mené des entrevues avec les différentes autorités et services compétents et des représentant-e-s de la société civile.

³ La CEDEAO s'est excusée de ne pouvoir participer à cet atelier eu égard à son agenda très chargé

L'atelier régional de validation :

Bâtir le consensus sur les orientations et consolider le réseautage entre société civile et État et entre pays

L'élaboration des stratégies

La dernière étape de la conception (février-mars 2005) a quant à elle permis d'analyser l'information recueillie, de la valider et de l'enrichir au cours d'un atelier régional regroupant les mêmes participant-e-s que lors de l'atelier régional de lancement, avec cette fois la participation active de la CEDEAO, de l'agent chargé de la transition du PCASED vers l'ECOSAP, de représentants de l'ACDI et des AEC ainsi que du Centre Pearson avec lequel une synergie était envisagée. L'atelier de validation a permis de jeter les bases du programme, avec comme principes directeurs : le partenariat, la participation, l'inclusion, le dialogue, la transparence, la dimension genre, la synergie, l'adaptabilité et la solidarité.

Ce processus de conception, qui a conduit à l'élaboration du Plan de Mise en Œuvre (PMO) du PSR-ALPC, a permis d'asseoir les bases de l'approche participative et de collaboration voulue et animée par le consortium CECI et OXFAM GB.

3. LE DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DU PROGRAMME

Le dispositif de mise en œuvre du PSR-ALPC a été conçu de manière à intégrer les niveaux régional, national et local et les diverses catégories d'acteurs.

3.1 Le consortium CECI-OXFAM-GB

Le partenariat entre deux organisations internationales qui conjuguent leurs expertises

La maîtrise d'œuvre du PSR-ALPC est assurée par le Consortium CECI - Oxfam GB, qui ont mis ensemble leurs expertises pour assurer conjointement et solidairement toutes les responsabilités et obligations liées à la mise en œuvre et au suivi du programme. Les deux organisations ont un bureau régional basé à Dakar et œuvrent dans la sous-région depuis plusieurs années.

Le consortium a ainsi produit le Plan de Mise en Œuvre (PMO) et le budget sur la base des orientations définies pendant la phase de conception. Il a mis en place une équipe et élaboré les outils de gestion et de contrôle du programme. Il supervise les réalisations, les ressources humaines, l'atteinte des résultats escomptés et gère le budget, conformément à l'entente avec l'ACDI. Enfin, il produit les rapports narratifs et financiers et représente le programme auprès des organisations régionales (CEDEAO) et internationales (Nations Unies).

3.2 L'équipe du programme

Une équipe régionale de coordination du programme et d'accompagnement des partenaires

L'équipe du programme est basée à Dakar, au Sénégal. Au départ, l'équipe était composée de deux personnes : le directeur du programme et un conseiller technique. Mais devant la charge de travail, une conseillère technique a été recrutée, portant l'équipe à trois personnes assistée d'un support administratif.

Le Directeur du programme est chargé d'assurer la gestion et l'administration du programme. Il coordonne le développement et la mise en œuvre des activités et, à cet effet, accompagne et supervise le travail des Points Focaux par des missions dans les pays où il garde un contact régulier avec

la Commission Nationale et les autorités compétentes. Il produit les plans de travail et mises à jour du budget, les rapports narratifs et autres. Il coordonne la réalisation de l'exercice semestriel de bilan- programmation et assure le suivi budgétaire et la gestion des ressources humaines.

Le conseiller et la conseillère techniques sont chargés quant à eux d'accompagner et de suivre les partenaires dans le développement et la réalisation des programmes de sensibilisation et des approches de développement communautaire visant la réalisation de projets de développement en échange de la remise volontaire d'armes. Ils réalisent régulièrement des missions dans les pays, tant au niveau national que local, pour appuyer et conseiller les Points Focaux, l'ONG locale et le dispositif d'animation (voir plus bas), en les outillant et en les accompagnant dans l'exécution de leurs tâches. L'équipe participe également aux activités de communication du programme, notamment à travers le bulletin électronique.

3.3 Les Points Focaux

La responsabilité d'exécution confiée à une organisation de la société civile dans chaque pays :

- **MALAO**
Sénégal
- **ALTERNAG**
Guinée-Bissau
- **WANEP**
Gambie
- **ABC-Développement**
Guinée

Dans chaque pays, une organisation de la société civile agit comme Point Focal, i.e. relais de l'équipe au niveau national. Ces organisations ont participé à la conception du PSR-ALPC et un accord de partenariat a été signé par le Consortium avec chacune d'elle.

Sous la responsabilité du directeur du programme, les Points Focaux gèrent l'exécution des activités et des fonds destinés au programme dans leur pays. Ils servent d'intermédiaires entre l'équipe du programme et les ONG locales ou le dispositif d'animation sur le terrain. Ils veillent aussi à assurer la visibilité du programme dans leurs pays respectifs.

La participation des Points Focaux au PSR-ALPC a contribué au renforcement de leurs capacités en matière de gestion et de planification et favorisé, pour certains, leur ouverture vers l'extérieur, au plan régional et international, leur permettant de se faire connaître. En effet, ceux-ci participent dorénavant aux réunions sur la thématique des armes légères, ce qui n'était pas le cas pour tous, notamment WANEP de la Gambie.

Un forfait pour frais de fonctionnement leur est alloué et leurs frais d'opération comme les déplacements dans la zone du projet sont pris en charge par le programme.

3.4 Les ONG locales et les dispositifs d'animation dans la zone du programme

Comme les zones d'intervention du programme sont éloignées des capitales, le principe de travailler avec une ONG présente dans la zone ciblée a été retenu dès la phase de conception. Les critères suivants devaient en guider la sélection. Cette ONG devait déjà mener des activités en appui aux communautés et avoir une expérience dans l'un des domaines suivants : lutte contre la prolifération des ALPC, prévention des conflits/consolidation de la paix, développement communautaire, promotion féminine, approche genre.

Dans le cadre du PSR-ALPC, ces ONG locales sont chargées de réaliser les activités de terrain. Mais, le manque d'efficacité de l'ONG locale de la Gambie et de la Guinée a amené les Points Focaux à mettre fin à leur collaboration avec elles. C'est ainsi que l'ACSAS à Samine au Sénégal et

l'AJED à Bigene en Guinée-Bissau, ont depuis agi comme ONG locales. Par ailleurs, vu l'intensité du travail de terrain même là où il y avait une ONG locale, des *dispositifs d'animation* ont été mis en place. Ils sont constitués de personnes recrutées à cette fin ou issues du Point Focal ou de l'ONG locale et ont pour mandat de réaliser le travail de terrain.

Au Sénégal, le dispositif d'animation est composé du chargé de programme du Point Focal et du président de l'ONG locale. **En Gambie**, il est constitué d'une ressource ayant une expérience de travail avec les organisations communautaires de base et d'un jeune habitant la zone du projet. **En Guinée Conakry**, le dispositif inclut un jeune sortant de l'université et une infirmière. **En Guinée-Bissau**, les 3 animateurs de terrain, dont une femme, sont tous membres de l'ONG locale. Les dispositifs d'animation ont été dotés de motos.

L'ONG locale et le dispositif d'animation ont comme responsabilité d'assurer la réalisation des activités au niveau des communautés et de travailler directement avec les populations au niveau de la sensibilisation, formation, identification et mise en œuvre des projets de développement, suivi de la collecte, du stockage et de la destruction des armes. Ils assurent également la gestion des fonds pour les activités du programme au niveau local et en rendent compte au comité local et au comité de pilotage (voir plus bas). Ils informent régulièrement le Point Focal et les autorités locales de l'évolution du programme et des difficultés rencontrées sur le terrain. Ils sont le relais entre le niveau local et national.

Ces ONG locales, de par leur connaissance du milieu et leur expérience de travail avec les communautés, ont été d'un grand apport pour le programme. Par ailleurs, leur participation au programme a contribué à les rendre plus dynamiques. Grâce aux formations et aux outils fournis par le programme, elles ont étendu leurs capacités en planification et gestion, de même qu'au niveau des activités de sensibilisation, etc. Toutes ont développé des compétences en matière de lutte contre la prolifération des armes légères.

Un forfait pour frais de fonctionnement est alloué à l'ONG locale et les frais de déplacements sont pris en charge.

3.5 Les mécanismes de prise en charge

Le comité de pilotage

Une approche de mise en œuvre basée sur le partenariat entre la société civile et l'État

Le PSR-ALPC a pris l'option de confier l'exécution du programme à une organisation de la société civile, Point Focal, dans chaque pays. Toutefois les Commissions Nationales de lutte contre les armes légères sont des partenaires incontournables. Leur participation, qui s'inscrit dans les orientations des pays en matière de lutte contre la prolifération des ALPC, a contribué à l'efficacité du programme et lui a apporté une caution. La collaboration avec les autorités locales, nationales et administratives en a été facilitée et le programme s'est fait connaître sur le plan national.

La collaboration société civile - État s'est concrétisée par la mise en place d'un comité de pilotage qui vise la concertation et la coordination des activités du programme au niveau de chaque pays. Il est constitué de représentant-e-s de la Commission Nationale, du Point Focal, de l'ONG locale, du comité local (voir plus bas) et de personnes ressources venant d'autres organisations ou structures.

Le rôle du comité de pilotage est d'orienter les stratégies du programme. Il se réunit au moins une fois par trimestre et à chaque fois que c'est nécessaire. Avant de prendre toute action, celle-ci est discutée entre les membres et les décisions sont prises de façon collégiale. Ses responsabilités sont :

- d'approuver, sur proposition du PF, le plan d'action, le calendrier d'exécution des activités, ainsi que le budget trimestriel ;
- d'harmoniser les points de vue sur l'orientation du programme au niveau national ;
- d'analyser l'état d'avancement des activités, les résultats obtenus ainsi que les risques ;
- d'informer les autorités et organisations de la société civile sur l'état d'avancement du projet.

Grâce à ce mécanisme, les membres du comité de pilotage ont participé activement et conjointement à la réalisation des activités et ont facilité, au niveau des communautés ciblées, la collaboration avec les forces armées et de sécurité, au plan local et national, dans le cadre de la collecte, du stockage, de l'enregistrement et de la destruction des armes remises volontairement.

Un mécanisme qui a contribué au renforcement des capacités et changé la perception des acteurs les uns vis-à-vis des autres

La collaboration entre la société civile, les forces de sécurité et les communautés dans le cadre du comité de pilotage et du comité local, a favorablement pesé dans le changement de perception de part et d'autre. Chacune des parties a compris l'intérêt à travailler ensemble. Les membres du comité de pilotage ont ainsi fait l'apprentissage du dialogue et de la concertation. Ces acquis sont là pour rester.

Du côté des populations, leur présence à ce comité (à travers le comité local) leur a permis de renforcer leur engagement dans le programme et de se sentir valorisées. Du côté du Point Focal, il y a eu de meilleures opportunités de contacts et d'ouverture, notamment au niveau des autorités politiques.

On peut aussi dire que le PSR-ALPC a contribué au renforcement des capacités et à la dynamisation des Commissions Nationales engagées dans le programme, grâce à l'acquisition d'une meilleure connaissance et compréhension des réalités terrain de la problématique des armes légères ainsi que du travail et du rôle de la société civile dans ce domaine. En outre, le plaidoyer entrepris par les membres du Consortium et le Directeur du programme en vue de la formalisation de la Commission Nationale de la Guinée-Bissau a contribué à ce que cet objectif devienne réalité.

Aujourd'hui, il est intéressant de noter que deux des Points Focaux sont membres des Commissions Nationales : ALTERNAG en Guinée-Bissau et WANEP en Gambie.

Par ailleurs, lors d'une réunion de la CEDEAO, la Commission Nationale de la Gambie a pu contribuer aux débats grâce au rapport produit par le WANEP qui l'accompagnait à cette occasion. Alors qu'avant cette organisation n'était pas invitée dans ce genre de réunion, aujourd'hui on s'adresse au WANEP dès qu'on parle d'armes légères en Gambie.

L'élargissement des comités de pilotage à des organisations et structures autres que celles engagées dans l'action du programme a aussi diversifié l'expertise et permis de générer plus de connaissances, d'affiner les stratégies et d'influer dans certains cas sur les politiques nationales. Cela a ainsi favorisé une meilleure connaissance de la problématique des ALPC de la part de ces acteurs. L'expérience a montré qu'il est important de bien définir leurs rôles pour maximiser leurs contributions.

On peut tout de même souligner certaines faiblesses : l'irrégularité des rencontres, les changements des représentant-e-s de la Commission Nationale au sein du comité, les tensions entre certains membres et enfin l'insuffisance de débats sur les orientations, les stratégies et le budget sont autant de facteurs qui ont quelque peu amoindri le rôle du comité de pilotage en tant qu'instance de décision.

Par exemple, les Commissions Nationales auraient pu jouer un rôle plus actif dans la vulgarisation des législations nationales en matière d'ALPC, ce qui n'a été fait qu'en Gambie où la Commission Nationale a réussi à diffuser la législation sur les armes dans les localités du projet, permettant ainsi à plusieurs personnes d'aller régulariser la détention de leurs armes.

Le comité local

Un comité local a été mis en place au niveau des communautés ciblées. La création de ces comités a pris en compte les spécificités des pays ainsi que les principes d'inclusion et de participation des diverses composantes de la communauté, dont les femmes. Leur composition, d'une vingtaine de membres, est sensiblement la même : leaders communautaires, hommes et femmes, chefs religieux et traditionnels, autorités administratives ou forces de sécurité dans certains cas, responsables d'associations de femmes et de jeunes, responsables d'associations et groupes professionnels particulièrement touchés par la prolifération des ALPC comme les éleveurs et les artisans fabricants d'armes locales.

Le rôle de ces comités est de représenter les intérêts des populations et leurs responsabilités sont de :

- participer à la sensibilisation ;
- participer aux activités de collecte et destruction des armes dans les localités ;
- définir, de concert avec les populations, les microprojets de développement en tenant compte des intérêts des divers groupes et en assurer le suivi.

Dans les quatre pays, la mise en place des comités locaux s'est effectuée de manière participative avec le concours des populations qui ont désigné leurs représentant-e-s. Ces comités sont le reflet de leur propre société avec les différents corps de métiers existant et surtout avec un quorum de femmes. En général, on a choisi des personnes qui ont une influence dans la communauté.

Les comités locaux ont été institués vers le mois d'août-septembre 2005, au cours de missions conjointes des Points Focaux et des représentant-e-s des Commissions Nationales sur le terrain. Ces missions avaient pour but de faire connaître le programme aux populations et de recueillir leur adhésion.

Il faut noter qu'en Guinée-Bissau, à la suite de la visite d'échange effectuée au Mali (voir plus loin), on a décidé d'implanter deux autres comités locaux après celui de Bigene centre, l'un à Sambuia et l'autre à Barro, car le programme intervient également dans ces zones qui font partie de la communauté de Bigene.

Cependant, il convient de souligner que le programme n'avait pas anticipé le rôle des comités locaux à leur juste mesure. Plus de temps et de formation leur auraient permis de mieux remplir leur mission.

3.6 Le bilan-programmation

Un temps d'arrêt pour analyser ensemble les processus et résultats et dégager les leçons apprises pour ajuster les stratégies

Le consortium CECI-Oxfam GB a mis en place un mécanisme participatif de suivi impliquant tous les partenaires. Ce mécanisme de bilan-programmation semestriel se déroule aux niveaux local, national et régional. Il permet au consortium, à l'équipe et aux partenaires de :

- analyser l'évolution du contexte (local, national et international) au cours de la période, son influence sur le déroulement du programme et vice-versa ;
- faire le point sur l'état d'exécution des activités dans les quatre pays et pour toutes les composantes du programme : sensibilisation, microprojets, collecte/destruction d'armes, études, gestion ;
- analyser l'efficacité des stratégies retenues ;
- apprécier le niveau d'atteinte des résultats ;
- dégager les leçons apprises et définir les mesures correctives ou les ajustements pour la suite ;
- planifier les activités et établir le budget de la période suivante.

Le bilan-programmation au niveau pays se déroule d'abord dans la zone du programme, où l'équipe et les partenaires (du local au national) font le point avec les communautés, notamment les personnes impliquées dans les actions. Il se poursuit au niveau national et regroupe l'équipe, le consortium et le comité de pilotage élargi, incluant les représentant-e-s du terrain (ONG locale et comité local) et les partenaires stratégiques.

Au niveau régional, les analyses de chaque pays sont mises en commun. Le consortium, l'équipe du programme et un-e représentant-e du Point Focal et de la Commission Nationale de chaque pays y participent. Le pays organisateur invite en général des personnes ressources, organisations ou institutions pouvant contribuer à la réflexion ou à la mise en application des conclusions de la réunion, ou encore profiter des échanges. L'ACDI et AEC ont participé à l'une de ces rencontres. En fait, c'est une occasion pour le pays hôte de donner de la visibilité à la problématique, aux actions et aux acteurs, en conviant les médias.

Cet exercice collectif, qui vise à dégager les principaux acquis, à identifier les contraintes, faiblesses et facteurs de succès et à décider des ajustements à apporter, vient renforcer l'appropriation du programme. Il contribue aussi à développer la solidarité entre les acteurs engagés dans le programme au sein des pays et entre les pays. Cette solidarité s'est manifestée par exemple lors des cérémonies symboliques de destruction d'armes auxquelles des représentant-e-s des quatre pays participaient. Par ailleurs, les interactions entre les Points Focaux influencent les stratégies des uns et des autres par un « emprunt des bonnes idées ». C'est le cas du Point Focal de la Guinée-Bissau qui a emprunté à son vis-à-vis du Sénégal l'idée d'organiser des « petits déjeuner de presse » afin de mieux faire connaître le programme aux journalistes.



3.7 Les leçons apprises

- Le partenariat société civile- État*** Dans la lutte contre la prolifération des ALPC, le partenariat entre la société civile et l'État contribue aux résultats de façon importante. Ce partenariat gagne à être soutenu à travers un mécanisme comme le comité pilotage. La signature d'un accord de partenariat doit préciser les rôles de chacun. Le comité de pilotage devrait alors jouer un rôle important en matière d'orientation et en tant qu'instance de décision.
- Le partenariat avec la CEDEAO*** Pour favoriser le partenariat actif entre la CEDEAO et les programmes de lutte contre la prolifération des ALPC, il est souhaitable de signer un accord de partenariat qui précise les rôles, responsabilités et niveaux de collaboration.
- Le diagnostic organisationnel*** Avant le démarrage d'un programme qui confie à des ONG des responsabilités d'exécution et de coordination d'activités, il est important de réaliser un diagnostic organisationnel, pour établir un programme de renforcement des capacités basé sur les forces et faiblesses des organisations.
- Les moyens*** Les partenaires doivent disposer de moyens adéquats aussi bien au plan matériel que professionnel et humain, pour réaliser les activités. En ce sens, il est essentiel d'avoir une personne compétente, dédiée et responsabilisée par rapport au projet au sein du Point Focal et cette personne doit être rémunérée par le projet.
- Les échanges d'expérience*** Dans un programme régional, il est aussi utile que les partenaires se rendent visite, pour développer des synergies, apprendre les uns des autres et nourrir leurs stratégies.
- Il est aussi souhaitable d'avoir des sessions de travail conjointes sur des activités clés ou sur la gestion; cela contribue à l'efficacité des stratégies.
- L'équipe de programme*** Compte tenu de l'importance du rôle d'accompagnement de l'équipe du programme auprès des partenaires locaux et nationaux, celle-ci doit disposer de suffisamment de ressources (humaines, matérielles et financières) pour assurer un accompagnement conséquent.
- Les modalités de gestion*** Il est souhaitable d'établir les modalités de gestion avec les partenaires dès le début du projet, en respectant les exigences des bailleurs et des responsables de la maîtrise d'œuvre et de produire un manuel de gestion. Le budget doit également être élaboré ensemble et, à ce niveau, il faut s'assurer des capacités en gestion comptable des Points Focaux ou les renforcer à ce niveau le cas échéant. Vu la charge que représente cette activité, une ressource comptable rémunérée par le projet est souhaitable.
- Les outils de suivi*** L'élaboration des outils de suivi - évaluation doit se faire avec les partenaires concernés, un certain temps après la formation en gestion axée sur les résultats et le démarrage des activités. Un suivi-accompagnement de l'utilisation des outils permettra ensuite de les ajuster en fonction des réalités. Vu le caractère régional du présent programme, l'élaboration de ces outils devrait être conjointe (entre pays).
- Les rôles de chaque intervenant*** La multiplicité des intermédiaires alourdit la gestion et amène une confusion des rôles (Point Focal, comité de pilotage, ONG locale, comité local). Il faut adopter le dispositif le plus approprié considérant le contexte et sur la base de critères et de termes de référence prédéfinis et respectés. Ceux-ci doivent être bien discutés et compris au sein des communautés.
- La communication interne*** Une communication interne fluide entre tous les membres du dispositif de mise en œuvre est nécessaire, afin d'éviter tout malentendu dans l'exécution du programme.

Une stratégie de communication

Il est nécessaire, en début de programme, de définir une véritable stratégie de communication dont les activités sont partagées entre les différents acteurs du programme et d'établir un budget spécifique en conséquence. En effet, nous vivons dans un monde où la communication occupe une place très importante et ce n'est qu'en communiquant qu'on pourra assurer la visibilité des actions, créer un environnement favorable et toucher les décideurs.

4. LA CONNAISSANCE DE LA PROBLÉMATIQUE

Le PSR-ALPC est un programme pilote source d'apprentissage et de connaissance de la problématique des ALPC, aussi bien pour les partenaires que pour les communautés qui n'intégraient pas nécessairement le phénomène de la circulation des ALPC dans l'analyse des risques de leur localité.

Pendant la phase de conception, des *focus groups* et entretiens avec les populations et les forces de sécurité au niveau des zones ciblées ont permis d'avoir une certaine connaissance de la problématique. Il s'avérait toutefois nécessaire d'approfondir cette connaissance à travers une étude de milieu et des législations nationales.

4.1 La recherche-action

Dans les premiers mois du programme, une recherche-action a été réalisée. L'objectif général était d'approfondir la connaissance du milieu et de la problématique des ALPC en y intégrant sa dimension genre. Les données devaient servir à i) alimenter l'élaboration du programme de sensibilisation ; ii) et établir une situation de référence pour mesurer les changements au niveau de la perception des populations quant à leur sécurité et à l'influence de la circulation des ALPC à ce niveau.

Cette activité a été réalisée par des équipes mises en place par le comité de pilotage ou le Point Focal. Les membres de ces équipes étaient pour l'essentiel fournis par l'ONG locale, le comité local ou le Point Focal.

La recherche-action s'est penchée sur :

- les impacts de la prolifération des ALPC sur les femmes, les hommes, les jeunes ainsi que d'autres catégories sociales ;
- les perceptions relatives à la sécurité et leur définition de la sécurité ;
- le rôle des traditions et de la notion de masculinité dans la prolifération des ALPC ;
- les opportunités et risques des mécanismes traditionnels de justice ;
- les vecteurs d'opinion au sein de la communauté ;
- les rôles spécifiques des femmes et des hommes dans la prolifération et la réduction des ALPC et la promotion de la paix.

La recherche-action s'est déroulée comme suit, avec des variables suivant les pays :

- une assemblée générale d'information sur le sens et les objectifs de la recherche-action : cette rencontre a été l'occasion de recueillir les premières informations sur le sujet, de présenter le processus de l'étude, la répartition des tâches, d'identifier les groupes cibles et d'arrêter les rendez vous ;

- des réunions en focus group avec des questions ouvertes qui ont permis un débat et des échanges de fond sur les sujets abordés ;
- des entretiens individuels avec : les personnes qui sont la mémoire du village ou détiennent des informations clés, les autorités administratives, militaires notamment sur les statistiques disponibles ou l'état de la législation, etc ;
- la mise en commun et l'analyse des données recueillies ;
- la restitution : les résultats ont été restitués en assemblée générale pour validation par les communautés. Cette étape leur a permis d'avoir une première vue sur la situation sécuritaire liée aux ALPC dans leurs communautés ;
- La production de rapport et soumission au comité de pilotage et à l'équipe du projet.

Il faut admettre qu'il y a eu certaines limites dans l'exécution de la recherche-action ou encore dans la production du rapport. Cela vient du fait de ne pas avoir retenu les services de personnes spécialisées en recherche-action pour accompagner l'équipe recrutée à cette fin. En effet, une équipe mixte, composée d'une ressource spécialisée et de personnes qui connaissent le milieu et savent comment l'approcher, aurait été l'idéal.

Le contact de proximité lors de la recherche-action a amorcé le processus de sensibilisation

Néanmoins, la recherche-action aura permis d'alimenter la réflexion et le contenu du programme de sensibilisation. Les équipes d'enquête qui se sont déployées dans les villages pour les besoins de la recherche-action, ont été de véritables vecteurs de sensibilisation. Les focus group et les entretiens individuels leur ont permis de vulgariser le programme et de bien percevoir le point de vue des communautés. Ce contact de proximité a été perçu comme la première étape du processus de sensibilisation.

4.2 L'étude comparative des législations

Un peu d'histoire pour comprendre le contexte

Pendant la période pré - indépendance marquée par les luttes politiques et la contestation de l'autorité coloniale sur les États africains, le pouvoir colonial a souvent pris des mesures législatives ou réglementaires pour la détention ou l'usage des armes à feu, notamment dans les réunions publiques ou pendant les attroupements. L'ordre public colonial devait être protégé à tout prix contre les menaces et violences, que faisaient peser les contestataires, sur la tranquillité des populations.

La plupart des États africains ont donc systématiquement repris ces lois et règlements en accédant à l'indépendance, pour continuer à garantir la sécurité et la quiétude des citoyens ainsi que l'ordre public. Cela explique que la quasi totalité des législations africaines sur les armes est d'inspiration coloniale. Certains États ont adopté une législation spécifique sur les armes, d'autres ont pris des mesures disparates pour traiter la question. Toutes ces législations sont souvent confuses et diffuses à travers une multitude de textes législatifs et réglementaires. Ceci entraîne une perte d'efficacité et une difficulté à bien cerner l'état des législations dans les différents pays.

En Afrique de l'Ouest, malgré les efforts notables de la CEDEAO, il n'existe pas encore une législation régionale pour le contrôle des ALPC. Les États tardent à adapter leur législation au nouveau contexte sécuritaire. Les législations post-coloniales sont encore en vigueur dans certains pays, d'où la nécessité d'adopter une législation régionale harmonisée.

C'est dans ce cadre qu'une étude comparative a été entreprise par une stagiaire avec l'appui de l'équipe du programme, en guise de contribution, pour appréhender les dynamiques législatives dans les pays de la CEDEAO couverts par le PSR-ALPC. Pour ce faire, il a été choisi d'analyser les législations nationales de quatre pays, soit la Gambie, la Guinée Conakry, le Sénégal et le Mali. La Guinée-Bissau n'a pas fourni les éléments de la législation existante pour le besoin de l'étude.

Des lacunes dans les législations nuisent au travail de lutte contre la prolifération des ALPC

Ainsi, l'étude a permis de mettre en exergue l'existence de nombreuses lacunes dans les législations nationales. Leur diversité et archaïsme entraînent un certain laxisme au niveau du contrôle de la circulation des ALPC. De plus, les lois restent silencieuses au sujet de deux éléments très importants relatifs à la problématique des ALPC, il s'agit :

Du courtage : Les courtiers sont des intermédiaires qui organisent ou facilitent les transferts d'armes entre les fournisseurs et les utilisateurs, sans qu'ils ne deviennent nécessairement propriétaires de celles-ci. Généralement, ils établissent des réseaux avec des transporteurs, des bailleurs de fonds ou des représentants de l'État. Lorsque les activités d'un courtier sont interdites dans son propre pays, il peut les exercer quelque part où elles ne contreviennent pas à la loi en vigueur. De plus, les activités de courtage ne tombent généralement pas sous la législation relative aux importations et aux exportations d'armes, car le matériel n'entre jamais sur le territoire où le courtier réalise ses opérations.

Les législations nationales de la Gambie, de la Guinée Conakry, du Sénégal et du Mali, même dans leur projet de refonte, ne traitent aucunement, ou alors de manière très sommaire, du courtage. Il devient donc nécessaire d'encourager les initiatives régionales, telles la Convention de la CEDEAO et le Protocole de Nairobi, et de plaider en faveur d'un instrument juridique contraignant au niveau international, qui prendrait véritablement en compte ce phénomène.

Du rôle des Commissions nationales : Selon les recommandations du Moratoire et du Code de conduite de la CEDEAO, des Commissions Nationales ont été mises en place dans différents pays membres de la CEDEAO et ont pour mandat de constituer un point focal au niveau national, pour la mise en œuvre de la politique de lutte contre la prolifération des ALPC.

Leurs missions ont été reprises dans les arrêtés ministériels créant la Commission Nationale dans chacun des pays, mais dans certains pays, elles n'ont pas encore acquis un statut permanent. Ces Commissions jouent néanmoins un rôle essentiel pour la lutte contre la prolifération des ALPC, en permettant d'établir un réel dialogue civilo-militaire entre les membres de la société civile et l'État; ce qui est nécessaire vu la nature de la problématique.

Cependant, dans la plupart des pays, les Commissions Nationales sont peu opérationnelles, faute de budget et de moyens adéquats. Les États, avec l'appui de la CEDEAO, devraient les doter d'un budget de fonctionnement autonome et leur permettre de mener leur plan d'action aussi bien au niveau national qu'international. Elles devraient également être impliquées directement dans les programmes de DDR.

Par ailleurs, si certains pays se sont dotés très tôt d'une législation sur les armes, bien des pays n'en ont pas une, ou s'ils en ont, elle reste diffuse et écartelée entre plusieurs textes.

Cette étude a fait ressortir certaines faiblesses des législations nationales qui pourraient être utilisées comme éléments de plaidoyer. Ainsi, afin d'imposer un contrôle strict sur la circulation des ALPC, il serait nécessaire de :

***Une base de travail
pour la CEDEAO
dans son souci
d'harmoniser les
législations***

- encourager tous les pays à se doter d'une législation nationale harmonisée au niveau sous-régional, qui traite du régime général des armes et des munitions ;
- harmoniser les différents textes qui régissent le régime des armes et adopter un texte unique intégrant tous les aspects liés au port d'arme, au permis, etc. ;
- instituer un mécanisme de délégation de pouvoir aux préfets et/ou sous-préfets afin de favoriser une meilleure connaissance des lois et d'éviter les goulots d'étranglement ;
- se pencher sérieusement sur la question des armes blanches, afin de savoir si elles peuvent être considérées comme des armes légères et de quelle manière elles pourraient être soumises à des normes internationales ;
- soumettre la fabrication locale d'armes artisanales et traditionnelles à des règles adaptées et applicables qui tiennent compte des réalités locales ;
- renforcer le plaidoyer pour la ratification et la mise en application de la Convention Ouest africaine sur l'importation, l'exportation et le transfert d'armes ;
- soutenir la lutte de la société civile pour la mise en œuvre au niveau international d'un traité sur le commerce des armes pour ainsi soumettre les producteurs, les vendeurs et les acquéreurs à des normes contraignantes dans le processus d'acquisition des armes ;
- porter l'attention des États sur certains points faibles qui facilitent le transfert illicite, tels que la production sous licence à l'étranger (PLE) ;
- assurer une application intégrale et stricte des dispositions légales relatives aux armes ;
- renforcer les normes en matière de marquage des armes et mettre en place un système d'échange d'informations sur les systèmes de marquage nationaux (comprenant les marques d'identification des pays d'origine) ;
- renforcer les sanctions afin de criminaliser certains actes qui violent les législations en vigueur ;
- traiter du phénomène de courtage dans les législations nationales et renforcer son contrôle au niveau international ;
- renforcer le rôle des Commissions Nationales afin qu'elles acquièrent un statut permanent.

5. LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le renforcement des capacités des différents acteurs intervenant dans le Programme s'est fait dans l'optique que les compétences acquises soient mises au service direct du Programme et permettent une meilleure participation à sa mise en œuvre. La courte durée et les ressources du programme n'ont pas permis de réaliser un diagnostic organisationnel et de renforcer les capacités de manière plus globale et ciblée, notamment au niveau organisationnel et de la gestion. Il y a eu trois formations : Genre et ALPC ; Gestion axée sur les résultats ; Planification et développement communautaire ainsi qu'une visite d'échange au Mali.

La participation au processus du programme a toutefois renforcé les capacités de tous les acteurs à d'autres niveaux, par l'apprentissage dans l'action.

5.1 Formation en gestion axée sur les résultats

Le PSR-ALPC a adopté l'approche de la gestion axée sur les résultats, qui est un outil de gestion et de suivi permettant de se centrer sur les « changements » à opérer et d'ajuster les stratégies en fonction des leçons apprises. Comme par ailleurs le PSR-ALPC avait pour principe directeur le partenariat et la participation, il allait de soi que l'approche de gestion soit appropriée par les partenaires et utilisée conjointement, notamment lors des exercices de bilan-programmation.

Cette formation a été réalisée dans les quatre pays par un même cabinet de consultants, assisté par le directeur du projet et était destinée aux membres du Comité de pilotage. Elle a porté sur la pertinence de la gestion axée sur les résultats, la définition des termes et concepts, l'analyse de la chaîne des résultats, des indicateurs, la notion de risques, la mesure du rendement, etc. Au total vingt **25 personnes ont été formées dont six femmes**. L'approche était participative et le contenu collait à la thématique des ALPC (grâce à la co-facilitation par le directeur du projet).

Cette formation a permis aux participants de mieux comprendre la logique et le contenu du programme et de mieux appréhender l'importance du suivi - évaluation dans ce genre de projet, de même que l'importance de l'analyse des risques.

La durée de la formation a été jugée trop courte (2 jours). Nous retenons que ce type de formation doit être envisagé comme un processus et se réaliser par étapes, incluant l'élaboration des outils de suivi.

5.2 Formation genre et ALPC

Permettre aux acteurs et actrices du programme d'avoir une même compréhension de la problématique et de sa dimension genre

Cette formation inédite portait essentiellement sur les concepts d'armes légères et de petit calibre et ceux de l'analyse selon le genre, sur les interactions entre genre - ALPC - violence, ainsi que sur les mécanismes de réduction de la circulation illicite des armes légères. Elle visait à familiariser les partenaires à la problématique et à sa dimension genre, mais également à développer une compréhension et un langage commun et à poser les jalons du programme de sensibilisation. Pour plusieurs personnes, la question des ALPC était nouvelle ; pour d'autres c'était la question du genre qui l'était. Cette formation était donc un préalable au démarrage effectif des activités du programme.

La formation a été conçue grâce à la contribution volontaire d'une ressource spécialisée en ALPC de l'UNREC et de spécialistes en genre du CECI et d'OXFAM GB, avec l'appui d'une consultante locale en genre.

La formation de formatrices au sein des organisations partenaires : une façon d'internaliser l'expertise

Le PSR-ALPC a choisi de former des formatrices qui à leur tour ont co-animé les formations avec le conseiller technique du programme. Cette approche visait à créer une expertise dans chaque pays. Les personnes retenues devaient répondre à des critères pré-définis et étaient membres du Point Focal (Sénégal, Gambie), de l'ONG locale (Guinée) ou d'une organisation collaboratrice (Guinée-Bissau). La formation s'est donc déroulée en deux phases : la formation des formatrices et la formation des partenaires.

La formation des formatrices, d'une durée de cinq jours, a été assurée par une consultante en genre et le conseiller technique du programme. Un Manuel de formation et un Guide de facilitation ont été remis aux formatrices pour les aider à préparer et à conduire la formation des partenaires.

Par la suite, dans chaque pays, la formation s'est adressée aux membres du Point Focal, de la Commission Nationale, de l'ONG locale et du comité local. **Au total 72 personnes dont 44 femmes ont été formées.** Les sessions se sont déroulées sur la base d'échanges entre les participant-e-s. En Gambie le représentant de la Commission nationale a agi comme personne ressource.

Au Sénégal, des femmes de la région de Ziguinchor, déjà engagées pour la recherche de la paix en Casamance, ont participé à la formation, ce qui a créé une synergie et ouvert des pistes de collaboration.

La formation comprenait quatre modules.

Module 1 :
Introduction au genre et aux ALPC

L'introduction aux ALPC était destinée à avoir une compréhension globale de la problématique. Elle mettait en relief l'évolution du concept de sécurité internationale, qui touche les individus et permet à différents acteurs autres que l'État, de s'engager dans la lutte contre la prolifération des ALPC, qui constitue l'une des menaces à la sécurité humaine.

L'introduction au genre visait à faire prendre conscience des inégalités entre les hommes et les femmes et de leur impact sur le développement, particulièrement la réduction de la pauvreté. Le thème a fait ressortir que les femmes occupent une place réelle dans la lutte pour la paix et la sécurité.

Module 2 :
Genre et violence armée

Le module 2 faisait le lien entre le concept de masculinité et la circulation des ALPC et traitait des motivations à détenir des armes en temps de paix. En effet, même en temps de paix, il existe une violence armée qui est celle exercée sur des personnes dans les foyers, dans la rue, par des bandes armées. Ce type de violence est facilité par la détention d'armes légères.

Module 3 :
Genre et contrôle des ALPC au sein des populations

Ce module avait pour but de faire connaître ce qui se fait au quotidien pour promouvoir le désarmement des populations civiles, lutter contre la prolifération des ALPC et prendre en compte la dimension genre en ce qui a trait à la prévention des conflits, à la sécurité et aux violences, etc. Ce module analysait les politiques, instruments internationaux et programmes relatifs aux ALPC et relatifs au genre / droits des femmes, ainsi que les programmes de remise volontaire d'armes.

Le module 4 :
Genre et le désarmement post conflit

Ce module présentait deux formes de lutte contre la prolifération des armes : les programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) en période de post conflit, ainsi que les programmes de remise volontaire d'armes par les civils, en mettant un accent sur le rôle des femmes dans les processus de paix.

Les résultats

Cette formation a permis aux membres des comités de pilotage et autres acteurs locaux de mieux comprendre la problématique des ALPC et sa dimension genre. Les perceptions des uns et des autres ont changé en ce qui concerne le rôle et la place des femmes dans la problématique des ALPC. On peut même dire que la formation a provoqué un déclic à ce niveau. Au niveau des comités, elle a eu le même effet et a été perçue comme l'étape qui a permis aux populations de comprendre le rôle qu'elles avaient à jouer dans la réalisation du programme. La formation a aussi permis d'avoir des arguments pour présenter les dangers des ALPC sur les communautés.

Enfin, cette formation a rendu les femmes plus confiantes. Alors qu'elles ne se voyaient pas actrices sur une problématique perçue comme étant une question d'hommes, la formation a fait tomber les craintes de certaines qui sont devenues les portes voix du programme dans leurs communautés et ont sensibilisé les populations.

5.3 Formation en planification et développement communautaire

Cette formation, destinée aux acteurs locaux (Comité local, ONG locale et agents de sensibilisation), a été réalisée à Samine au Sénégal et à Koumbia, en Guinée. Elle visait à outiller les actrices et acteurs locaux dans le processus d'identification des besoins des communautés, d'élaboration et de mise en œuvre des microprojets de développement, cela avec une approche participative et inclusive.

L'ONG locale et/ou le dispositif d'animation ont formé les acteurs et actrices de terrain à travers leur accompagnement. Il aurait toutefois été souhaitable que ce type de formation soit réalisé dans tous les pays et ce dans un processus qui aborde le sujet en plusieurs rencontres, suivant le rythme des actions.

5.4 Visite d'échange au Mali

Une visite d'échange pour apprendre de l'expérience malienne en termes de stratégie d'organisation, d'approche de sensibilisation et d'initiatives armes en échange de développement.

Une délégation des partenaires a effectué une visite au Mali du 14 au 23 février 2006 afin de s'inspirer du modèle malien, car ce pays a été l'un des rares à avoir expérimenté un programme *armes en échanges de développement*. Cette mission était composée de 17 personnes dont quatre femmes et était conduite par le conseiller technique du programme. Chaque délégation pays comprenait quatre personnes, à savoir : un-e représentant-e du Point Focal, de la Commission Nationale, de l'ONG locale et du comité local.

La mission s'est rendue à Tombouctou pour étudier le « Projet d'appui aux commissions locales de récupération des armes légères » mis en place suite à la rébellion touareg. Au cours des ateliers d'échanges et des concertations publiques, la délégation du PSR-ALPC s'est fait une idée de ce qu'on appelle réellement un programme *armes en échange de développement*. L'expérience malienne a été pleine d'enseignements et a favorisé le changement de perception sur le rôle des divers acteurs en matière de sécurité, qui était jusque là considérée comme l'affaire exclusive de l'État.

La sécurité est l'affaire de chacun et chacune

La réussite malienne a démontré que la problématique doit être appréhendée à un double niveau. D'une part, au niveau de l'État qui avec ses forces de sécurité assure sa mission régaliennne de garant de la paix et de la sécurité et, d'autre part, au niveau de la société civile qui considère le manque de sécurité comme un frein au développement et qui a les capacités de mobiliser les populations pour leur sécurité.

Cette activité a été un moment fort et a eu des répercussions immédiates au niveau des stratégies. Elle a par ailleurs renforcé les liens entre les partenaires d'un même pays et entre les quatre pays et a ouvert la collaboration avec le Mali dont un responsable de la Commission Nationale a participé au bilan annuel du PSR-ALPC.

Les membres de la délégation ont fortement apprécié la visite d'échanges qui les a motivé à relever le pari du PSR-ALPC, somme toute réalisable. Le contexte et les réalités socioculturelles du Mali étant à peu près similaires à ceux des pays du PSR-ALPC, il était possible de reproduire les bonnes pratiques.

Les leçons retenues de la visite au Mali comme inspiration pour le PSR-ALPC

Les principales leçons tirées de cette visite et qui ont influencé le PSR-ALPC sont les suivantes :

- **La volonté politique** renforce la motivation et l'engagement des communautés dans la lutte contre les armes.
- **L'engagement des leaders** communautaires est déterminant dans la récupération des armes détenues par les populations civiles.
- Le recours aux **mécanismes et valeurs traditionnels** dans l'approche de sensibilisation peut créer la confiance et la crédibilité du programme. En fait, pour convaincre les détenteurs d'armes que la voie à suivre est celle qui mène à la paix et à la sécurité, les acteurs de sensibilisation à Tombouctou, ont fait appel aux valeurs que sont : le respect des anciens, le dialogue, la concertation, la parenté à plaisanterie, le symbolisme, ainsi qu'à l'islam (religion partagée par tous).
- **Les pratiques culturelles**, qui font que la question des armes est considérée comme une question d'hommes, peuvent réduire la participation des femmes dans le programme.
- **Le choix des acteurs de sensibilisation** est aussi très important. En effet, la sensibilité du thème suppose que les personnes qui l'abordent aient certaines qualités : bonne moralité, légitimité, expérience et sincérité.
- Ce type de projet est avant tout un projet **communautaire**. En effet, la Commission Nationale du Mali, qui avait la charge de gérer le projet, a laissé beaucoup d'initiative aux commissions locales dans l'exécution du projet au niveau local. Elle s'est juste appuyée sur la dynamique qui était déjà amorcée par les leaders communautaires tout en se basant sur une approche participative.
- **La souplesse** dans la mise en œuvre du projet est un atout. Au Mali, les financements étaient fonction de la demande. De même, le cloisonnement entre projets communautaires et individuels a été contourné grâce au pragmatisme des commissions locales qui ont travaillé en fonction des réalités locales.
- La **fonctionnalité de la Commission Nationale** permet une exécution plus efficace du projet. Au Mali, la Commission Nationale est logée à la Présidence de la République et fonctionne grâce au budget alloué par l'État, ce qui lui permet de gérer des projets importants et de fonctionner à plein temps. Cela est sans commune mesure avec ce qui se passe dans les pays du PSR-ALPC, où les Commissions Nationales ne sont malheureusement pas très opérationnelles. Elles n'ont pas de budget de l'État et ne sont parfois visibles que grâce à la société civile qui les implique dans la réalisation de ses projets.

6. LA SENSIBILISATION

6.1 La stratégie

L'élaboration d'un programme

Ces programmes ont été de véritables programmes d'éveil des populations sur l'impact négatif des

Sur la base des données collectées au cours de la recherche action, chaque Point Focal a bâti un programme de sensibilisation avec des membres de l'ONG locale et du comité de pilotage, ainsi que des ressources externes dans certains cas. L'équipe du PSR-ALPC a proposé un canevas de présentation du programme de sensibilisation qui devait lui être soumis

ALPC sur la sécurité humaine et le développement.

pour approbation. Au Sénégal par exemple, le programme a été élaboré avec l'appui du président de l'ONG locale, d'un journaliste, d'un chercheur, d'un spécialiste en communication et d'un enseignant. L'option de financer un « programme » vs des « activités » visait à susciter le développement d'une diversité d'actions sur une période de plus d'une année et de renforcer les capacités de planification à ce niveau.

Il s'agissait d'amener les gens à changer de comportement et à s'engager dans l'instauration de la sécurité, d'une paix durable et du développement dans leur communauté.

Le choix de slogans

Les messages intègrent les dangers des ALPC, les concepts de sécurité, de paix et de développement

Le contenu du programme de sensibilisation c'est d'abord une signature, « *Vivons sans armes* » par exemple et un message directeur « *La Sécurité et le Développement offrent une paix durable* », qui se sont déclinés en divers slogans et messages inscrits sur les supports tels les autocollants, t-shirts, casquettes, banderoles, posters et calendriers.

Ainsi, chaque pays a adopté un certain nombre de messages forts.

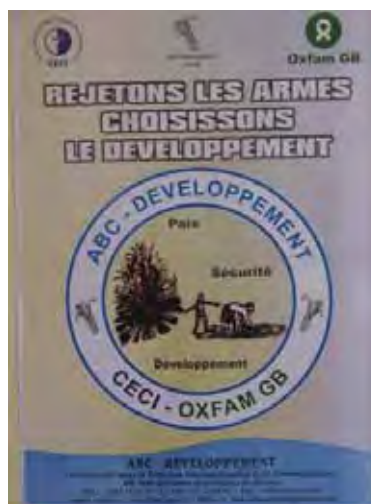
Au Sénégal

- *Ma force est dans la paix*
- *Paix, Sécurité, Développement*
- *Un seul but, la Paix*



En Guinée Conakry

- *Rejetons les armes, choisissons le développement*
- *Non aux armes, oui au développement*



- En Guinée-Bissau**
- *L'arme n'est pas bonne, elle tue !*
 - *Pensons le développement sans armes*



- En Gambie**
- *Travaillons ensemble pour la sécurité et le développement*
 - *Je préfère le développement aux armes*
 - *Sécurisons notre communauté pour le futur de nos enfants*



Les actrices et acteurs

Les actrices et acteurs de sensibilisation ont été choisis au sein de l'ONG locale et du comité local dans chaque pays. Des femmes sont impliquées partout et elles jouent un rôle très actif. Ces personnes ont été dotées de vélos. Le dispositif d'animation coordonne les activités de sensibilisation et y participe.

Au Sénégal, comme la communauté rurale de Samine est très étendue, on a identifié des acteurs et actrices de sensibilisation habitant les différents villages et parlant les langues locales. C'est ainsi que 20 relais, femmes et hommes issus des communautés, ont fait de la sensibilisation dans leurs villages respectifs.

Dans certains cas, si le contexte le permettait, les forces de sécurité jouaient le rôle de personnes ressources lors des séances de sensibilisation.

En Guinée, élus locaux, leaders d'opinion (hommes et femmes), leaders religieux, jeunes et griots, font aussi partie des acteurs de sensibilisation.

Les groupes cibles

Si la sensibilisation visait la communauté dans son ensemble, certaines franges de la population ont été particulièrement visées. Les jeunes ont été ciblés à travers des activités spécifiques, car ils sont les plus tentés par les activités illicites menées avec des armes (agressions, vols armés, braquages, viols, etc.). Les

femmes ont été touchées à travers la plupart des activités en raison de l'influence qu'elles ont au sein de la famille, notamment pour convaincre leurs maris et fils de se défaire des armes ; à cause du fait qu'elles sont les plus vulnérables lors de violences armées et dans certains cas comme au Sénégal, à cause des rôles qu'elles ont joué dans la circulation des armes en périodes de conflit.

Les fabricants locaux d'armes, les chasseurs, les éleveurs, les agriculteurs, les commerçants, les autorités administratives, religieuses et coutumières ainsi que les forces de sécurité, ont aussi été ciblés. Certains sont détenteurs présumés d'armes, d'autres peuvent avoir une influence sur le comportement de leurs concitoyens.

Les activités

La diversité des activités a permis de toucher un public varié et nombreux, pendant plusieurs mois, sans lasser les gens. Le programme s'est beaucoup appuyé sur des activités ou événements existants dans le milieu pour y intégrer la sensibilisation. Certaines activités visaient les populations en général, d'autres des groupes spécifiques ; certaines avaient une large audience, d'autres étaient plus discrètes.

Le porte à porte

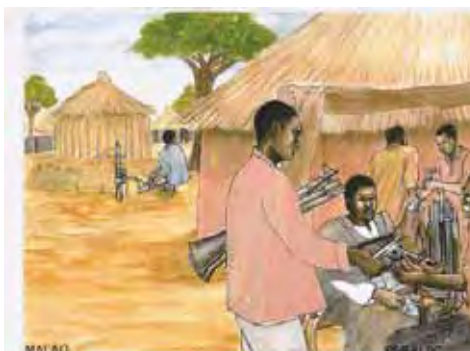
Cette activité permet un contact de proximité. On rencontre les gens dans leurs maisons ou sur leur lieu de travail afin de les informer sur le programme et de solliciter leur soutien. Les cibles sont surtout les autorités administratives et politiques, les autorités coutumières et religieuses et les forces de sécurité ; en fait tous ceux qui ont une certaine influence au sein de ces communautés.

Les Focus groups et les supports visuels

Ce sont en général des discussions sur la thématique des ALPC et, selon les groupes cibles, forgerons, chasseurs, éleveurs ou autre, il y a un thème choisi : le *vol de bétail et les ALPC*, par exemple ou encore *les femmes et la violence armée*. Les Focus groups réunissent en général une vingtaine de personnes ou plus. Les actrices et acteurs de sensibilisation exposent un thème et les participant-e-s réagissent en posant des questions ou en faisant des témoignages.

Au Sénégal, le principal outil utilisé lors de ces focus group, est la **boîte à images**. Cet outil a été très apprécié. En effet, le fort taux d'analphabétisme exigeait de privilégier l'oral et les images pour marquer les consciences.

Le logo de la boîte à image est un dessin symbolisé par des armes détruites contre unealebasse remplie de mil et de bananes, entourée du message : Paix - Développement – Sécurité. Au fil des pages, des dessins illustrent les dangers des armes et la nécessité de lutter contre leur prolifération, pour de meilleures opportunités de développement. L'équipe de sensibilisation les commente. Pour la conception de cet outil, le Point Focal a eu recours à un spécialiste en dessin avec qui il a eu plusieurs séances de travail en compagnie de l'ONG locale afin de s'assurer de bien refléter les réalités du milieu.



La Gambie elle aussi, a choisi de privilégier l'image. Un **film sur le Rwanda**, montrant les conséquences désastreuses des conflits sur les populations, est diffusé au cours de ces rencontres. On voulait faire prendre conscience aux gens que ce qui s'est passé au Rwanda peut aussi se passer chez eux et qu'ils ne sont pas à l'abri de drames avec la prolifération des armes. C'est ainsi que 14 focus groups ont été organisés avec les chauffeurs, les travailleuses du sexe, les conducteurs de bateau, les femmes, les jeunes, les éleveurs.

En Guinée-Bissau, c'est une **bande dessinée**, élaborée dans le cadre du programme, qui sert de principal support de sensibilisation. Deux séries ont été conçues : la première sur les méfaits des armes et la deuxième sur la remise volontaire d'armes. 4 000 bandes dessinées ont été ainsi distribuées. Cet outil a été privilégié parce qu'il est connu et apprécié des populations.



Il faut souligner que les termes comme poursuite judiciaire, prison, amende, dénonciation ou tout autre terme qui transgresse les valeurs sociales ou qui crée la méfiance ou la peur, ont été bannis du vocabulaire des actrices et acteurs de sensibilisation.

Les rencontres communautaires, intercommunautaires ou transfrontalières

Ces rencontres ont été des moments forts de sensibilisation de masse : Les **rencontres communautaires** ont permis de toucher 200 à 300 personnes par rencontre. Les gens se réunissent sur la place du village, des banderoles affichant les messages sont attachées aux arbres. Les acteurs et actrices de sensibilisation donnent des informations sur le programme et son intérêt pour les communautés. Pour retenir l'attention du public, il y a des **sketchs, des chants et danses**, ainsi les gens peuvent capter plus facilement les messages.

S'agissant des **rencontres transfrontalières**, elles ont surtout été organisées entre Bigene et Samine. Comme on le sait, le Sénégal et la Guinée-Bissau ont connu des périodes d'instabilité dans les zones du programme et l'axe frontalier était très insécurisé, d'où le déploiement des forces de l'ordre tout au long de la frontière. Sensibiliser les gens de part et d'autre de la frontière était donc nécessaire, vu la porosité des frontières et les conflits issus par exemple du vol de bétail entre les deux pays. La Gambie a également organisé ce type de rencontres entre Koina Ward et Kolda du Sénégal.

Les activités à caractère culturel

Ces activités à la fois ludiques et éducatives ont été organisées un peu partout. Elles permettent d'impliquer dans le programme des personnes très importantes au sein des communautés villageoises, à savoir les *griots*, communicateurs traditionnels. Chaque pays a puisé dans sa culture concernant les activités culturelles.

En Guinée Conakry, les hirdé⁴ ont mobilisé beaucoup de monde : les gens déguisés chantent et dansent au rythme du tam tam et de la musique moderne. Les messages sur les dangers des armes ou encore la remise volontaire des armes, tels « *non aux armes, oui à la paix* » sont diffusés au fur et à mesure par le griot, qui devient acteur de sensibilisation. Les membres du comité local et les animateurs sont habillés de Tshirts du projet où sont inscrits les messages du genre « *Tous contre les armes légères* ». Les affiches et les banderoles constituent à cet effet des supports de sensibilisation.

En Guinée-Bissau, on a opté pour les **carnavals** qui font partie de la tradition culturelle bissau-guinéenne. Ainsi les populations costumées, chantant et dansant, ont défilé à travers les rues de Bigene, avec un micro central diffusant les messages de paix.

En Gambie, en milieu traditionnel Sarakolé⁵, des séances de **chants traditionnels** avec les griots ainsi que des **manifestations théâtrales** se sont déroulées à plusieurs reprises, pour sensibiliser les populations sur le thème de ALPC. On a noté une forte présence des femmes et des jeunes au cours de ces manifestations



Au Sénégal, cinq prestations théâtrales et un sketch ont ciblé 26 villages. Ont été abordées des thèmes comme : la remise volontaire des armes, le trafic des armes, la fabrication artisanale d'armes, la commercialisation des armes, la circulation illicite des ALPC, la collecte/stockage et destruction.

Les causeries religieuses

Dans un autre registre, les causeries religieuses ont été des activités de sensibilisation appréciées des populations. Aujourd'hui à Samine au **Sénégal**, dans les *gamous*⁶ ou à l'église, les autorités religieuses dans leurs sermons, parlent du programme. Il en est de même en **Gambie**, où 21 *Imams*⁷ de Koina Ward ont participé au programme, en sensibilisant les gens sur le danger des armes. En effet, il était important de faire de ces autorités religieuses, qui sont des porte-voix, des alliés du programme, quand on sait la place que la religion occupe dans ces zones.

Les activités sportives

Diverses activités sportives font partie des actions de sensibilisation dans les quatre pays. Le but est d'amener les jeunes à s'intéresser au programme et de cultiver une éducation à la paix, à la sécurité et au développement.

⁴ Hirdé : Cérémonie traditionnelle de chants et danses en milieu peulh

⁵ Sarakolé : Ethnie

⁶ Gamou : Cérémonie religieuse musulmane

⁷ Imam : Autorité religieuse musulmane

Au Sénégal, une **randonnée cycliste** avec un défilé des élèves habillés de T-shirt du PSR-ALPC lors de la fête de l'indépendance, a permis non seulement de toucher toutes les écoles de la communauté rurale de Samine, mais aussi de mieux faire connaître le programme aux élèves, aux parents et aux enseignants.

Des **tournois de football** ont été organisés dans les **quatre pays**. En général, les autorités sont conviées et au début du match, il y a un discours sur le programme, des banderoles sont attachées aux arbres et à la tribune ; à la mi-temps, les slogans sont diffusés à travers un haut parleur. Les jeunes participant au tournoi de football sont équipés de maillots avec des messages du PSR-ALPC inscrits au dos et les gagnants reçoivent des lots et une coupe. Ce type d'activité très populaire en milieu rural, permet de toucher beaucoup de personnes (700-800 personnes au cours d'un match) et de sensibiliser les jeunes qui peuvent être tentés de mener des activités délictueuses, surtout s'ils ne travaillent pas.

Il faut dire que le football constitue le domaine de prédilection des jeunes dans ces zones souvent enclavées où ils n'ont pas beaucoup d'espace de loisirs. Il n'y a souvent ni téléphone, ni infrastructures culturelles (centre culturel, centre d'écoute et de communication pour les jeunes, cinéma), ni aires de jeux convenables, pour favoriser l'épanouissement physique et mental des jeunes. Les rencontres sportives constituent donc des occasions privilégiées pour faire passer les messages à cette frange de la population; c'est pourquoi ils ont largement adhéré au programme.

La sensibilisation dans les loumas⁸

La sensibilisation dans les marchés a été très utile, car les armes artisanales sont généralement vendues dans les *loumas* qui attirent beaucoup de monde. Lorsqu'un *louma* se tient quelque part, les gens viennent de partout, même des villages environnants. C'est ainsi qu'en **Gambie**, les acteurs de sensibilisation ont visité neuf *loumas* sur une période de neuf mois. Lorsqu'ils vont sur les marchés, les animateurs prennent tout le matériel de sensibilisation nécessaire : banderoles, affiches, vidéo/DVD, radio cassette, générateur et adaptateur. Arrivés sur les lieux, ils installent leur propre stand, attachent les banderoles aux arbres et collent les posters sur les arbres et autres poteaux ; la cassette vidéo sur le conflit au Rwanda est alors diffusée afin d'attirer les gens et le mégaphone utilisé pour scander les messages.

La sensibilisation dans les écoles

Il s'agissait de toucher les élèves, les instituteurs et professeurs et les parents d'élèves. En **Gambie** par exemple, un concours d'affiches, de poésie et d'essais a été organisé entre huit écoles et au **Sénégal**, il y a eu un concours d'expression écrite.

L'utilisation de la radio

La radio est le medium le plus populaire dans ces zones, c'est pourquoi elle a été choisie pour informer, sensibiliser les gens et favoriser une large diffusion des messages du programme. Elle a constitué une activité phare dans trois pays.

Les questions souvent posées :

Comment enregistrer une arme dont j'ai héritée ?

Le principe de ces émissions est de constituer un panel composé d'actrices et acteurs de sensibilisation et de spécialistes de la question à discuter, par exemple les forces de sécurité. Au cours de chaque émission, un thème est discuté entre les invités : *Femmes et violence armée ; Jeunes et conflit ; Lois sur la détention des armes, etc.* **L'antenne est ouverte aux auditeurs et auditrices** pour leur permettre de réagir et de poser des questions.

⁸ Louma : marché hebdomadaire

- **Serai-je poursuivi si je rends mon arme ?**
- **Combien d'armes peut-on posséder ?**
- **Aurai-je une compensation, si je rends mon arme ?**

En **Gambie**, 54 programmes radio dont 42 à la radio de Bassé et 12 à la radio Kolda ont été réalisées. Au **Sénégal**, 12 émissions ont été diffusées à la radio privée Dunya FM, ayant une large couverture (quasiment toute la région naturelle de Casamance) et d'autres émissions à la radio de Sédhiou. Et, en **Guinée-Bissau**, des émissions mensuelles ont été faites à la radio Bombolom FM et à la radio communautaire de Ingoré (commune proche de la zone du programme) pendant toute la durée du programme.

Cela n'a malheureusement pas été possible en Guinée Conakry où il est très difficile d'accéder aux fréquences, même celles de la radio nationale (Radio Télévision Guinéenne / RTG) et à celles de la radio rurale de Boké, située à 150 km de Koumbia.

6.2 Les résultats

La sensibilisation a touché un grand nombre de personnes

Au **Sénégal**, les émissions radiophoniques ont touché à peu près 30 000 personnes. Les causeries avec les femmes regroupées au sein de 17 groupements ont atteint près de 370 femmes. Les parrainages de tournois organisés dans 68 villages ont vu la participation de 3 486 personnes, toutes catégories confondues. La sensibilisation dans les lieux de culte a quant à elle atteint près de 10 000 personnes.

Aux dires d'une habitante de Samine : « De toutes les activités du programme, c'est la sensibilisation qui a eu plus d'impact »

En **Guinée-Bissau**, les matchs de football ont réuni à chaque fois plus de 700 personnes et grâce aux activités de porte à porte, 538 personnes ont été directement et individuellement touchées.

En **Guinée Conakry**, les *hirdés* regroupent à chaque fois près de 200 à 300 personnes toutes catégories confondues.

En **Gambie**, les sensibilisations réalisées lors de neuf *louma* ont touché plus d'un millier de personnes à chaque fois.

La portée des activités de sensibilisation a amené deux types de résultats : d'abord une **prise de conscience** des menaces que représente la disponibilité des armes, qui se traduit par une ouverture à parler de la question et des changements d'attitudes ; ensuite une **prise en charge de leur sécurité** par les communautés. Nous allons donc illustrer ces deux types de résultats.

Les populations, dont les femmes et les jeunes, ont pris conscience des menaces que représente la disponibilité des ALPC pour leur sécurité et développement

Pour mieux comprendre l'évolution des opinions, on peut se référer aux opinions exprimées avant la mise en oeuvre du programme, lors des Focus groups organisés pendant la conception ou au moment de la recherche action.

Le tabou concernant les armes est brisé

Au moment de la conception du projet, les populations de Koina en **Gambie** et de Koumbia en **Guinée Conakry**, niaient l'existence d'armes dans leurs communautés, sauf pour des fusils de chasse. Il y avait une forte réticence à parler de la question, même à Samine au **Sénégal** et à Bigene en **Guinée-Bissau**, qui avaient pourtant connu les affres de la violence armée.

Ensuite, quand les populations ont admis qu'il y avait des armes, elles prenaient le soin de souligner que ces armes venaient des pays voisins. Puis les gens ont commencé à parler petit à petit et à dire qu'il y avait effectivement des vols et braquages et qu'ils n'étaient pas vraiment en sécurité. Aujourd'hui le tabou est brisé, **les populations parlent librement de la question des ALPC**. Alors que les équipes de sensibilisation étaient accueillies avec froideur et méfiance au début, aujourd'hui les séances sont interactives et les gens n'hésitent plus à poser des questions, sur le port d'armes par exemple.

En Guinée, les populations ont commencé à parler de l'insécurité qui est la résultante d'événements historiques survenus dans la zone de Koumbia, notamment ceux liés aux luttes de libération des pays limitrophes, à la milice populaire issue de la première République et autres actes de vandalismes organisés par des individus et factions des populations pour des raisons lucratives ou des règlements de compte. Ainsi, au fil des années, les uns et les autres ont cherché des moyens de se protéger face à cette insécurité, ce qui a introduit les armes légères dans de nombreuses familles. Les femmes, ont aussi déclaré qu'il y avait auparavant des attaques à mains armées dans les transports en commun.

**Un changement
d'attitude chez les
femmes à l'égard de
la question**

On disait au départ que « *les femmes ne doivent pas parler d'armes* » et elles mêmes estimaient qu'elles n'avaient aucun rôle à jouer dans cette question. **Aujourd'hui, les femmes reconnaissent qu'elles sont les premières victimes quand il y a un conflit armé et qu'il était nécessaire qu'elles s'organisent et prennent en main leur sécurité et celle de leurs enfants.**

Le plus grand défi était de faire participer ces femmes au programme et le pari a été réussi dans la plupart des cas. En effet, **les femmes osent à présent prendre la parole et s'exprimer en public** et leur engagement dans la sensibilisation a été d'un très grand apport dans le succès du programme.

Au Sénégal, le Chef de village de Fassane racontait que ce sont les femmes qui ont été les premières à sensibiliser leurs maris sur les dangers des armes et leur ont demandé de rendre celles qu'ils détenaient. « Un jour, elles nous ont convoqué sur la place du village, elles sont arrivées en chantant, chacune d'entre elles avait une branche d'arbre sur elle. Elles ont dansé et chanté avant de déposer symboliquement les branches d'arbres à nos pieds en disant : faites comme nous, déposez vos armes » a-t-il expliqué.

En Guinée Conakry, un forgeron fabriquant d'armes de Koumbia, témoigne que sa mère lui a demandé d'arrêter de fabriquer des armes et de fabriquer d'autres produits plus utiles à la communauté ; ce qu'il a fait en plus de sensibiliser d'autres forgerons. Il est impliqué avec d'autres forgerons dans un microprojet de reconversion en fabriquant du matériel agricole. Par ailleurs, quand une personne vient faire réparer son arme, il en profite pour faire de la sensibilisation et expliquer pourquoi lui ne répare plus d'armes.

**Le raffermissement
des liens de fraternité
et de collaboration
entre les
communautés**

La situation a sensiblement changé entre les populations de part et d'autre de la frontière entre le **Sénégal** et la **Guinée-Bissau**. On note des relations de bon voisinage, car la suspicion et la méfiance ont quasiment disparu. D'après certaines personnes, la violence était due en partie au fait que les habitants des deux côtés de la frontière ne se connaissaient pas, mais « *quand les conditions de dialogue ont été créées, les gens se sont parlés et se sont pardonnés* ».

La radio communautaire de Samine, par exemple, émet quotidiennement des messages d'amitié et de solidarité à l'intention de la population de Bigene.

**L'amélioration des
relations entre civils
et militaires**

Avant le programme, dans certaines communautés, il y avait une sorte de rancœur envers les forces de sécurité, qui avaient par le passé fait du mal aux populations. Un climat de méfiance s'était alors installé, et les gens n'avaient aucune confiance envers ces représentants de l'ordre public. C'était le cas en Guinée-Bissau par exemple, où les hommes en uniforme

étaient mal vus. En Guinée Conakry, ce sentiment s'est accentué en début 2007 avec les événements douloureux opposant les forces de sécurité et les populations suite à la grève générale. Dans d'autres cas, c'était plutôt la peur du militaire (qui est là pour réprimer), qui habitait les populations. Avec le programme, les uns et les autres ont appris à se côtoyer, à travailler ensemble et à se faire confiance.

Les autorités militaires ont qualifié leurs relations avec les populations d'excellentes en insistant sur les valeurs sociales qu'elles partagent avec les communautés locales ; valeurs qui sont la courtoisie, la disponibilité, l'entraide, etc.

Un habitant de Samine, **Sénégal**, dit : « *Nous n'avons plus peur des militaires, au contraire nous les respectons et allons vers eux à chaque fois que nous avons besoin d'un appui en personne ressource. Nous savons qu'ils sont ici pour nous protéger et c'est à nous de les aider pour qu'ils accomplissent cette mission dans de bonnes conditions* ».

Les communautés participent à l'amélioration de leur sécurité

Les gens ne sont plus passifs ou défaitistes face à la violence armée, ils prennent en charge leur sécurité

Alors que la sécurité était considérée comme étant de la seule responsabilité des forces de sécurité, la sensibilisation a conduit les populations à prendre en charge leur sécurité de diverses manières. L'implication grandissante des femmes, des chefs religieux et d'autres dans les activités de sensibilisation en témoignent.

À la faveur du retour à la paix dans la sous région, les populations ont décidé de prendre leur sort en main et manifestent une profonde volonté de redémarrer une vie meilleure fondée sur le pardon, la tolérance, la paix et le réflexe d'une solidarité agissante par l'organisation d'activités de dialogue social.

A ce titre, en **Guinée-Bissau**, les populations sont devenues très vigilantes et lorsqu'elles voient une grenade ou une mine par exemple, elles la signalent, ce qui n'était pas le cas avant. Une femme disait en ce sens :

« Avant, je pouvais voir des voleurs ou des personnes commettant des délits et je n'osais rien dire. Aujourd'hui, je suis même capable de dénoncer mes propres enfants à la police, s'ils commettent des forfaits »

De même en **Guinée Conakry**, un acteur de sensibilisation témoigne que :

« Quand un chasseur se promène l'arme à l'épaule au village, il se fait interpeller par les habitant-e-s qui lui disent que cela est dangereux et lui demandent si son arme est chargée. »

La mise en place de comités chargés de la sécurité, basés sur le dialogue social

Entre le **Sénégal** et la **Guinée-Bissau**, il existe une commission transfrontalière mixte (Samine et Bigene) qui traite des problèmes de circulation d'armes, de sécurité et de paix. **En Guinée-Bissau**, on a aussi mis en place des commissions de lutte contre le vol de bétail.

En Gambie, les populations demandent aux autorités de déployer plus d'agents de sécurité dans leurs localités. Par ailleurs, les jeunes se sont organisés en comités de vigilance pour veiller à la sécurité des communautés, notamment en signalant aux forces de sécurité les comportements suspects. Ceci est illustré par le témoignage d'un habitant de Koina :

« Nous avons toujours aimé la paix et la sécurité ; mais maintenant après avoir appris les risques liés aux armes à feu, nous ne nous arrêtons pas à la sécurité passive, nous assurons la sécurité. »

L'identification et le dialogue avec les détenteurs d'armes

En Guinée Conakry, la Sous-préfecture a mis en place une commission d'enquête pour identifier discrètement les détenteurs d'armes illicites afin que les actrices et acteurs de sensibilisation les rencontrent et les incitent à rendre leurs armes. L'approche est celle du **dialogue**, pas de la contrainte ou de la menace. Dans certains cas, il s'agit de rencontrer l'épouse du détenteur d'arme, dans d'autres les parents d'un jeune, car parfois des jeunes demandent à louer une arme auprès d'un vieux prétextant que c'est pour aller chasser, alors que c'est pour voler.

Le Sénégal adopte le même type d'approche comme l'explique un membre de l'ONG locale.

*« Pour connaître les détenteurs d'armes dans les villages, nous nous y rendons et nous établissons une relation de **confiance** et d'**amitié** avec les chasseurs du village. Après quelques temps, nous demandons aux chasseurs de nous donner les noms des détenteurs d'armes. L'étape suivante consiste à réunir tout ce beau monde et à les sensibiliser sur les dangers que comporte la détention des armes. »*

L'enregistrement des armes pour régulariser leur détention

En Gambie, des gens ayant des armes sont allés les faire enregistrer au niveau des autorités habilitées à le faire afin de régulariser leur détention. Le fait d'aborder ce sujet sur les ondes de la radio et de répondre aux questions posées par les populations, a contribué à ce résultat. Selon un policier, les chiffres d'enregistrement ont augmenté depuis que le projet a commencé. En 2004, seulement 200 pistolets ont été enregistrés, puis le chiffre est passé à 300 et vers la fin de 2006, jusqu'à 500 pistolets ont été enregistrés.

La remise volontaire d'armes

Bien que le programme comportait une composante « remise volontaire d'armes en échange de développement », il n'était pas évident de demander aux gens de rendre leurs armes dans des milieux où le port d'arme est culturellement valorisé, ou dans des zones encore marquées par les stigmates des conflits armés, comme c'est le cas à Samine ou Bigene. Les gens ont toutefois compris que la sécurité n'avait pas de prix et ils ont choisi de remettre, sans pression et de leur plein gré, des armes en leur possession. Si a priori le nombre d'armes remis n'est pas très important (cf. chapitre suivant), il convient néanmoins de saluer le courage de ces communautés, car c'était un réel défi de les amener à faire ce premier pas.

En Guinée-Bissau, un citoyen de la zone estime que les armes remises ne représentent pas, et de loin, la quantité d'armes présentes dans la zone. Il dit :

« Les armes collectées viennent des mains des personnes de bien, qui n'avaient aucune intention de les utiliser sinon pour leur défense personnelle. Les malfaiteurs et ceux qui sèment l'insécurité dans la zone continuent avec leurs armes. »

Ce témoignage montre que le défi reste entier et qu'il importe de poursuivre le travail de sensibilisation et d'amélioration des conditions de vie des populations.

6.3 Les facteurs de succès et difficultés

Les facteurs de succès

Ce qui a garanti le succès de la sensibilisation, c'est avant tout l'engagement d'une grande diversité de personnes issues des communautés ciblées. Mais plusieurs autres facteurs sont à souligner.

Une stratégie adaptée à chaque pays

Bien que le programme soit régional, l'adaptabilité au contexte est un principe directeur particulièrement important quand on vise le changement d'attitude. Par exemple, la Gambie qui n'a jamais connu de conflit, a utilisé une approche plutôt préventive, alors que dans les autres pays l'approche était différente, car les communautés visées avaient déjà connu des périodes de violence armée. La participation active des autorités religieuses, coutumières et administratives a permis d'asseoir le programme, car ce sont des personnes de confiance, capables de parler aux populations et qui ont de l'ascendant sur elles. En Guinée, par exemple, les 13 présidents de districts et un agent de la sous-préfecture se sont impliqués dans la sensibilisation.

L'engagement des autorités

La forte participation des femmes

Que ce soit comme actrices de sensibilisation ou comme personnes ressources, les femmes ont beaucoup pesé dans le succès du programme (sauf en Gambie, où elles n'ont pas été très présentes). Il ne faut pas oublier qu'elles jouent un rôle d'éducation de premier plan au sein de la famille et ont une grande influence sur leurs enfants et même leurs maris.



La synergie avec les forces de sécurité

Le fait que des agents et des forces de sécurité et de défense s'impliquent dans le programme, en faisant savoir que personne ne sera arrêté s'il rend son arme, a fortement contribué à réduire la peur et rassurer les populations.

La qualité des supports et le contenu des messages

Les supports visuels ont su capter l'attention et les messages comme « *A bas les armes, oui au développement* » ou encore « *Ma force est dans la paix* » constituent des réponses originales à l'endroit des gens qui font de la détention d'armes un acte de bravoure et de force. A cet égard, les messages les plus retenus par les personnes sensibilisées, sont ceux relatifs aux conséquences néfastes de la circulation des armes légères sur la recrudescence de la violence et sur le retard économique qui en résulte.

La durée de la période de sensibilisation

La nouveauté du sujet pour les populations et le fait qu'il soit tabou exigeait que la sensibilisation s'étende sur plusieurs mois, voire plus d'une année. Cela a permis par exemple d'ajuster certaines stratégies, ce qui était par ailleurs nécessaire pour le développement de supports de sensibilisation qui collent aux réalités du milieu.

La diversité des activités

La combinaison d'activités large public et de proximité a été un atout. Cela a permis d'intéresser diverses catégories de personnes à travers des activités et messages qui étaient appropriés aux différents groupes: jeunes, femmes, artisans, commerçants, éleveurs ou autres.

Par exemple, le fait d'organiser des activités qui visaient spécialement les jeunes comme les tournois de football, a été un facteur positif. Dans l'esprit des gens ce sont les jeunes qui font le mal : organiser une activité où ils sont au premier plan, porteurs de messages relatifs aux dangers des ALPC, leur donne une image positive et les valorise, tout en les sensibilisant.

Ainsi, profiter d'événements connus et qui regroupent beaucoup de monde (soirées dansantes, baptêmes, *gamous*, *hirdés*, etc.) a été judicieux. D'une part cela est efficace car on ne demande pas aux gens de se déplacer spécialement. D'autre part, cela contribue à créer la confiance, car l'adhésion des responsables de ces événements offre une sorte de caution.

La responsabilisation de personnes issues de la communauté

Avoir recours aux fils et aux filles des villages ciblés, qui parlent les langues locales et connaissent les réalités socio-culturelles de la communauté, a facilité les actions et favorisé l'adhésion des populations

La mobilité des actrices et acteurs de sensibilisation

Quand on sait les difficultés d'accès de certaines zones, les vélos et motos étaient des outils indispensables pour joindre les populations là où elles vivent. Il faut aussi souligner que les actrices et acteurs de sensibilisation qui ont bénéficié de vélos ont de nombreuses autres occupations, aussi les déplacements dans le cadre du programme ne devaient pas devenir une contrainte par rapport à leurs propres activités.

Les difficultés

Les principales difficultés auxquelles les partenaires ont eu à faire face sont les suivantes :

La méfiance des communautés

Ce projet est une première, la thématique est nouvelle. Il était donc difficile au départ d'expliquer le bien-fondé du programme aux gens. Certains se demandaient même pourquoi des civils travaillaient dans un programme pour récupérer des armes ; c'était suspect pour eux. La collaboration entre société civile et forces de sécurité n'est pas habituelle, cela aussi paraissait douteux. Un acteur de sensibilisation de Samine se souvient de l'accueil très froid réservé par les populations lors des premières rencontres. « *Certaines personnes portaient avant la fin de la rencontre* » disait-il.

Les barrières culturelles

Dans beaucoup de ces milieux, plutôt traditionalistes, le port d'arme symbolise « la force de l'homme » et est synonyme de virilité. Les chefs de famille qui n'ont pas d'armes sont taxés de femmes. Donc, il n'a pas été facile de briser le tabou et de casser ces symboles.

Le fort taux d'analphabétisme

L'analphabétisme exige d'adapter les messages, de développer des supports visuels. Cela a parfois été un handicap dans la compréhension des messages.

La formation des actrices et acteurs de sensibilisation

Le renforcement des capacités des actrices et acteurs de sensibilisation a été inégal. Il était important de les former à la fois en technique d'animation et sur le contenu. Cela a eu des répercussions au niveau de la compréhension des contenus. Dans certains cas, les acteurs et actrices de sensibilisation ont eu du mal à livrer des messages qui font le lien entre l'impact des ALPC et les problèmes de développement. Enfin, même s'ils arrivaient à bien mener une activité, ils étaient parfois sans réponses face aux questions posées.

La collaboration avec les forces de sécurité, au début

Comme une telle expérience de partenariat n'avait jamais été tentée dans les pays du programme, cela a provoqué au départ, certaines réticences et a exigé des ajustements. La visite d'échange au Mali a positivement contribué à lever les barrières.

Le mauvais état des routes

Les difficultés liées aux routes impraticables ont rendu très difficile l'accès à certains villages qui avaient pourtant besoin d'être sensibilisés ; sans compter que cela a été très exigeant pour les déplacements du Point Focal, de la capitale vers la zone du projet.

6.4 Les leçons apprises

L'approche « programme » vs « activité »

L'approche de planification d'un programme de sensibilisation (vs des activités) amène les partenaires à développer des actions diversifiées et cohérentes et à avoir une vision globale et à long terme. Cette approche suppose que l'on dispose de ressources financières pour établir une planification conséquente. Il peut être nécessaire de renforcer les capacités de planification ; dans ce cas une approche de formation dans l'action est recommandée, i.e. travailler sur l'élaboration du programme de sensibilisation pendant la formation et fournir un accompagnement dans le suivi de la mise en oeuvre.

Les outils de sensibilisation

L'utilisation d'outils de sensibilisation adaptés au milieu suscite rapidement l'intérêt et l'engagement. Par ailleurs comme la problématique est nouvelle, il est nécessaire de développer ces outils.

La communication au niveau national

La communication au niveau national est nécessaire pour renforcer les actions de sensibilisation sur le terrain, donner de la visibilité à la problématique au niveau national et influencer les autorités nationales. En effet, comme il faut envisager des changements structurels (décentraliser l'enregistrement des armes par exemple) cela implique de travailler en direction des autorités et structures de prise de décision au niveau national.

La vulgarisation des législations nationales

Un programme de sensibilisation sur les ALPC devrait vulgariser la législation nationale afin que les populations connaissent les procédures permettant de régulariser la détention d'armes le cas échéant et évitent d'être en situation de conflit avec la loi.

Le temps de créer la confiance

Il faut se donner le temps de créer la confiance et l'ouverture. La sensibilité et la nouveauté du sujet font que les populations ont beaucoup de réticence au départ. Par ailleurs, même pour les organisations de la société civile engagées dans ce secteur, mener une telle diversité d'activités de sensibilisation est nouveau. Enfin, l'indispensable collaboration entre la société civile et les forces de sécurité est à construire.

La sensibilisation des autorités administratives au niveau local

La sensibilisation des autorités administratives au niveau local est un préalable à leur implication dans le programme ; il convient dès lors de systématiser l'approche à leur niveau. Ainsi, la jonction avec une sensibilisation au niveau national serait plus efficace, car les décisions qui se prennent à leur niveau influencent le terrain. Des questions comme l'accroissement des forces de sécurité au niveau local sont décidées au niveau national. On doit prévoir de relayer le travail de terrain avec le plaidoyer au niveau national.

Documenter les résultats

Documenter les résultats dans un domaine aussi nouveau permet de fournir des preuves quant à la pertinence de l'approche et aide à affiner les stratégies. Il est alors nécessaire de développer des outils de suivi des actions de sensibilisation pour suivre le déroulement par groupe cible et documenter les résultats en cours de processus. Dans ce cas, il convient d'élaborer les outils conjointement : équipe de programme et partenaires à tous les niveaux.

Les fabricants locaux d'armes

Aucune catégorie de personnes ne devrait être isolée ou évitée. Pensons par exemple aux fabricants locaux d'armes (forge et menuiserie). Certains se sont proposés pour devenir acteurs de sensibilisation. Et, à partir du moment où ils s'impliquent dans la sensibilisation, ils deviennent « publics » et manifestent leur désir de se reconvertir. Donc, quand on identifie ces personnes, il est important de créer des opportunités, de les sensibiliser. Cela peut paraître difficile car ils sont dans la clandestinité, l'illégalité. Néanmoins, il faut chercher des stratégies spécifiques, pour les rejoindre et les amener à changer leurs comportements.

Les ressortissants de la localité

Toucher les ressortissants comme les étudiants qui sont hors de la zone pendant l'année, mais constituent des acteurs de changement dans leur milieu quand ils reviennent pendant les vacances, peut être utile. Les sensibiliser à ce moment et les utiliser comme acteurs de sensibilisation, permettrait de démultiplier la connaissance du sujet.

Approcher les présumés détenteurs d'armes

Développer une approche individuelle et discrète en direction des détenteurs d'armes, permet d'avoir un impact au niveau de la remise volontaire. La discrétion et le dialogue évitent de créer une attitude de rejet chez ces personnes. Une telle approche exige d'avoir au préalable créé la confiance dans le milieu et établi une certaine crédibilité.

7. LA COLLECTE, L'ENREGISTREMENT, LE STOCKAGE ET LA DESTRUCTION D'ARMES, MUNITIONS ET EXPLOSIFS

7.1 La stratégie

Après une sensibilisation intense qui s'est déroulée tout au long de la première année du programme, la deuxième phase a concerné les activités de collecte/destruction d'armes. Ce processus a été une belle opportunité de collaboration entre société civile, forces de sécurité et populations. La stratégie s'est appuyée sur un certain nombre de principes qui sont les suivants :

Les Principes

La remise volontaire et anonyme de l'arme

La remise de l'arme est faite par le détenteur auprès de l'autorité ou de la personne dûment mandatée, de manière anonyme, suivant les modalités convenues au niveau de la zone du projet, tout en tenant compte de la sécurité et de la confiance.

L'enregistrement au niveau local

L'enregistrement de l'arme est effectué au niveau local en identifiant la nature, la marque, l'état, le calibre, etc., en collaboration avec les forces de sécurité.

Le stockage : sûreté et sécurité

Le stockage des armes a eu lieu dans des sites offrant des garanties de sûreté et de sécurité, en l'occurrence les camps militaires ou les brigades de gendarmerie situés dans les zones même du projet.



***La destruction
publique dans la zone***

La destruction des armes a été tenue publiquement dans les zones du projet pour éviter les suspicions sur la destination finale des armes collectées. Elle a été effectuée partout par les forces de sécurité compétentes, mises à la disposition du projet par les gouvernements des pays respectifs, comme leur contribution au programme. La destruction par incinération a été choisie partout.

***La technique de
destruction :
l'incinération avec
quelques nuances***

Les armes sont attachées les unes aux autres au dessus d'une masse de bois et de paille afin que tout le monde puisse les voir. Ensuite, le bois et la paille sont arrosés d'un liquide inflammable.

En Gambie et en Guinée Conakry les armes ont été mises dans des trous creusés à cet effet avant d'être brûlées ; c'est la méthode la moins chère et la plus pratique.

Les flammes qui montent lorsqu'on brûle les armes, marquent l'imaginaire et donnent un cachet encore plus symbolique à l'événement. Pour ce qui est des munitions et explosifs, ils ont été détruits par les militaires après les cérémonies, dans des endroits sécurisés.



***Les débris d'armes
recyclés dans le
milieu***

Les débris d'armes détruites sont recyclés en les transformant en outils de production ou autres instruments aratoires pour les travaux agricoles (Guinée Conakry) ou en monument de la paix (Guinée-Bissau, Gambie).

***La solidarité sous
régionale***

Une délégation de chaque pays, au moins un-e représentant-e du Point Focal et de la Commission Nationale, a participé à la cérémonie de destruction des autres pays. Ce principe visait à montrer que la problématique de la circulation des armes est commune aux pays, quelque soit l'histoire ou le contexte politique actuel.

Chaque pays a défini et mis en œuvre sa stratégie à partir des principes énoncés ci-dessus. La cérémonie a été appelée « cérémonie symbolique de destruction », étant donné le nombre peu élevé d'armes détruites. Les stratégies par pays sont présentées ici.

La stratégie par pays

En Guinée-Bissau

La définition des modalités au niveau local et la formation des acteurs et actrices

Les modalités de collecte, enregistrement, stockage et destruction ont été définies au niveau local lors d'un atelier auquel ont participé membres de la communauté, élus locaux, autorités et officiers du Ministère de l'Intérieur. Au cours de cet atelier, 25 hommes et 10 femmes ont été formés par deux officiers. Des fiches d'enregistrement des armes ont été élaborées et remises au comité local.

La collecte et le stockage

A la suite de la formation, une commission de collecte a été mise en place au niveau local ; elle comprend sept personnes. En général, quand une personne désire rendre son arme, elle la remet à une personne de confiance au sein de la communauté et cette dernière avertit un membre de la commission de collecte, qui va à son tour aller récupérer l'arme en compagnie des forces de sécurité. Les armes collectées sont enregistrées sur la fiche et stockées dans un local sécurisé, loin des habitations.

La cérémonie de destruction

La Guinée-Bissau a été le premier pays à organiser une cérémonie de destruction symbolique, le 18 novembre 2006. Son expérience a servi de modèle aux autres pays. L'organisation a nécessité une série de rencontres avec les acteurs intervenant dans ce domaine : forces de sécurité, ministères et autres. Sur place, les membres du comité local et le dispositif d'animation se sont occupés de l'organisation matérielle de l'évènement avec l'aide des militaires de la zone.

La cérémonie s'est déroulée sur la place du village, en présence de tous les habitants, de représentants des autorités nationales et locales, de membres du consortium, de l'équipe du programme et des représentants du Point Focal et de la Commission Nationale des trois autres pays. Après les discours et la présentation d'une pièce de théâtre jouée par les jeunes, les armes ont été détruites par incinération. C'est le Ministre des Anciens Combattants qui a mis le feu aux armes.



Soulignons que la Guinée-Bissau collabore avec le Centre d'Action Anti Mines (CAAMI) pour la destruction des mines qui ont été enfouies ça et là lors de la guerre de libération.

Au Sénégal

Un atelier au niveau national et une restitution au niveau local

Le processus a commencé par une rencontre sur la définition des modalités de collecte, enregistrement, stockage et destruction, au niveau national, laquelle a vu la participation d'une vingtaine de personnes à savoir : les représentants des Forces Armées, des Ministères de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, de la Culture, de l'Information, du consortium et d'autres autorités et personnes

ressources. A la fin de la réunion, il a été recommandé d'organiser une restitution au niveau local afin de partager les décisions arrêtées au niveau national et ensuite de choisir des acteurs et actrices et de les former.

La formation des actrices et acteurs locaux

Ainsi, 20 personnes venant du comité local, de l'ONG locale et des communautés villageoises ont été scrupuleusement choisies et formées. Le contenu de la formation comportait : des généralités et la typologie des ALPC ; la nomenclature sommaire d'une arme ; les mesures de sécurité à prendre ; les comportements à éviter ; les précautions à prendre devant les explosifs ; la conduite à tenir en cas de découverte d'armes, munitions ou mines.

La collecte, le transport et le stockage

Le mécanisme mis en place pour la collecte des armes est composé de cinq personnes dont un membre du comité local, l'animateur principal, les deux commandants de gendarmerie et la secrétaire de l'ONG locale. Le convoi des armes est fait par un groupe composé de quatre relais et 12 militaires qui devaient sécuriser la zone. Les armes collectées font ensuite l'objet d'un double enregistrement : au niveau du comité local et au niveau de la gendarmerie, laquelle est chargée de les stocker dans l'attente de leur destruction.

De nombreuses rencontres avec les autorités locales et nationales

La préparation de la cérémonie de destruction a quant à elle nécessité une série de rencontres avec les autorités locales et 19 chefs de services de l'État : entrevues avec les autorités et forces de sécurité, notamment le Ministre des Forces Armées, le Chef d'État Major des Armées, la Primature, etc. Au niveau local, les réunions préparatoires ont permis d'impliquer toutes les autorités de l'arrondissement aux préparatifs de la cérémonie et d'organiser une grande journée d'investissement humain à Samine. Un comité d'organisation a même été créé par arrêté du Sous-Préfet.

La cérémonie de destruction

La cérémonie baptisée « les étincelles de la paix » a eu lieu le 14 décembre 2006 en présence du Ministre des Forces Armées, des gouverneurs de Kolda et Ziguinchor, des Sous-Préfets, des populations, des autorités coutumières de tous les villages de la communauté rurale de Samine, avec une participation remarquable des officiels, militaires et civils de la Guinée-Bissau. Les autorités se sont bien mobilisées car la question avait été abordée par le Président de la République du Sénégal lors d'un Conseil Présidentiel sur la sécurité. Le soutien de l'État s'est illustré par la mise à disposition de l'avion de commandement militaire par le Général Chef d'État Major des Armées pour le transport des invités de Dakar à Ziguinchor.

Cette cérémonie symbolique marque une étape décisive dans le processus de paix en Casamance et constitue l'aboutissement d'une longue sensibilisation. A cet effet, le Point Focal aura ces mots : « *Pardon, car nous sommes en Casamance, à Samine, une région qui connaît depuis trop longtemps l'impact négatif de la prolifération et de la circulation illicite des armes légères. De multiples mercis, d'une gerbe de gratitude ; merci et action de grâce à Dieu qui nous a permis d'être là en ces jours où nous venons ainsi allumer une étincelle d'espoir dans ce contexte de reconstruction de la paix en Casamance. Espérance, parce que nous avons détruit quelques armes. Ce nombre peut paraître réduit mais significatif* ».

Les tout petits ont de leur côté lancé un beau message à leurs parents : «*Mon père et mes frères, rendons les armes ; c'est le souhait des tout petits que nous sommes, car ces guerres brisent nos rêves* ».



En Gambie

La définition du processus de collecte

Le processus de collecte a été développé par des membres du comité de pilotage dans le respect de l'anonymat des individus. Une commission de collecte composée du dispositif d'animation et de personnes de confiance choisies par la communauté et faisant partie du comité local, a été mise en place. Afin d'effectuer au mieux leur travail, ces personnes ont des cartes téléphoniques pour pouvoir se contacter en cas de besoin. Ainsi, la personne souhaitant rendre une arme, se rapproche d'un des membres de la commission à qui il la remet ; une fois l'arme en sa possession, le membre de la commission appelle un des animateurs qui à son tour contacte l'unité de sécurité de l'armée locale. Celle-ci détache un agent de sécurité, vêtu de son uniforme, qui accompagne l'animateur pour aller récupérer l'arme.

Le transport, l'enregistrement et le stockage

Après la collecte, l'arme est transportée à la caserne de l'armée à Bassé, et l'animateur fait un enregistrement détaillé de l'arme. Les caractéristiques de l'arme sont inscrites sur une fiche qui a été développée par le comité de pilotage avec l'aide de l'équipe du programme. Ces caractéristiques renseignent sur le type d'arme, son origine, son calibre, etc. La fiche est signée par l'animateur et par l'agent de sécurité. Pour finir, l'arme est stockée dans un local de la caserne mis à la disposition du programme par l'armée.

Un préalable à la cérémonie de destruction : L'audience avec la Vice Présidente de la République

Pour la planification de la cérémonie de destruction, les membres du comité de pilotage se sont montrés très prudents pour ne pas alarmer inutilement la population. En effet, les Gambiens sont convaincus qu'il n'y a pas d'armes chez eux, n'ayant jamais vécu de guerre ou de conflit.

Le comité de pilotage a eu une audience avec la Vice Présidente de la République de Gambie qui est aussi le chef du Conseil National de Sécurité, afin de lui exposer les objectifs du programme et de recueillir son accord et son soutien pour l'organisation d'une cérémonie de destruction d'armes. Cette rencontre a été largement médiatisée. C'est ainsi que la Vice Présidente a donné des instructions aux membres du Conseil de Sécurité afin que le programme soit accompagné dans ce processus de destruction. Elle a aussi remercié le comité de pilotage pour ce programme fort utile qui est venu selon elle, compléter les efforts du gouvernement gambien dans le domaine de la sécurité et de la prévention des conflits.

L'information des autorités locales

Au niveau local les différentes autorités ont aussi été informées par le comité de pilotage, qui s'est déplacé à cet effet. Sur place, les membres du comité local, les animateurs et les forces de sécurité ont quant à eux assuré l'organisation matérielle de la cérémonie de destruction.

La cérémonie de destruction

La flamme de la paix célébrée le 21 avril 2007 à Koina en Gambie sur le thème « Sauvegardons et consolidons la paix et la stabilité en Gambie » a été honorée de la présence des autorités gambiennes, une délégation de l'équipe du projet venue de Dakar, du représentant du Point Focal du Sénégal, de celui de la Commission Nationale du Sénégal ainsi que des populations de Koina et autres localités environnantes.

Suite aux différents discours, dont celui du Ministre de l'Intérieur, qui a réitéré l'engagement du Gouvernement gambien pour assurer la paix et la stabilité dans le pays, les groupes culturels ont joué leur partition avec une représentation théâtrale, des chants et danses et surtout l'hymne à la paix chanté par les enfants de l'école primaire de Koina.

La destruction des armes proprement dite a pu se faire après : le Ministre de l'Intérieur a allumé la flamme pour la destruction avec l'aide des forces de sécurité présentes. Les armes ont été enfouies dans un fossé, recouvertes de bûches et de paille avant d'être détruites par incinération, devant une population émue. Pour finir le Ministre a procédé à la pose de la première pierre pour l'édification d'un monument pour la paix.



En Guinée Conakry

La collecte

Le comité de pilotage a organisé un atelier sur la question de la collecte, enregistrement, stockage et destruction. Au niveau local, il existe une commission de collecte, composée d'acteurs de sensibilisation, de membres du dispositif d'animation et du comité local. Ainsi, les détenteurs d'armes peuvent remettre leurs armes aux Présidents de districts, qui à leur tour les mettent à la disposition de la commission de collecte. Parfois, certains choisissent l'anonymat et déposent leurs armes à la porte d'un des membres de la commission, à la nuit tombée.

Il y a même eu dans certaines localités des remises d'armes pendant des cérémonies solennelles, animées par les femmes et les jeunes.

L'enregistrement

Après enregistrement des armes dans un répertoire, la commission les dépose auprès des forces de sécurité qui vont effectuer un deuxième enregistrement avant d'aller les stocker dans un local de l'armée en attendant d'être détruites.

La cérémonie de destruction

C'était une grande première en Guinée. Pendant des semaines, comité local, dispositif d'animation, Point Focal, militaires, Commission Nationale, ont préparé cette manifestation, ne ménageant aucun effort pour sa réussite.

Ce fut tout simplement grandiose : la cérémonie a eu lieu le 9 juin 2007, en présence de toutes les autorités administratives de la région, de représentant-e-s de l'État, de membres de la Commission Nationale, du Point Focal, des délégations de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Sénégal, de l'équipe du programme et surtout des populations de la CRD de Koumbia.

La cérémonie a été présidée par le Président de la Commission Nationale représentant le Ministre de la Défense. Après les discours d'usage et les prestations des troupes culturelles qui ont égayé l'assistance, les armes ont été brûlées. Six grands fossés ont été creusés à cet effet par les forces de l'ordre, pour contenir la grande quantité d'armes amassée.



Koumbia a marqué sa volonté de lutter contre la prolifération des armes légères et de choisir la paix et le développement pour le bien être de ses fils et filles, comme l'illustrent si bien ces quelques vers tirés du poème du griot Keita :

*Non aux armes
Oui à la sécurité et au développement
Chers amis de l'humanité
Tous ensemble et à l'unanimité
Déposons les armes légères
Qui servent toujours à la guerre
Grâce au PSR - ALPC, CECI / OXFAM GB nous enseigne
ABC Développement nous renseigne
Détruire les armes
C'est sauver des âmes
A la place du fusil
Nous prenons l'outil
Pour bâtir la cité
Et abriter l'humanité*

7.2 Les résultats

Des armes et munitions ont été remises volontairement

Dans les quatre pays, un total de **438 armes et des milliers de munitions ont été collectées** par les différentes commissions de collecte mises en place dans les pays, puis enregistrées, stockées dans des locaux sécurisés et détruites au cours de cérémonies publiques.

Le PSR-ALPC visait la remise volontaire d'armes mais avait évité de fixer un nombre d'armes à collecter. Le caractère nouveau du programme et sa courte durée permet seulement d'amorcer ce type de processus.

En Guinée-Bissau, il y a eu 26 armes et des munitions collectées, dont 19 détruites au cours de la cérémonie de destruction organisée à Bigene en novembre 2006 ; les autres ont été collectées plus tard.

Au Sénégal : 8 fusils et 6 pistolets ont volontairement été rendus et un fût de 200 litres contenant 12 210 munitions a été signalé par les populations. Ces munitions ont été récupérées puis détruites par les militaires dans le cadre du programme, en marge de la cérémonie de destruction symbolique d'armes à Samine.

Des gestes symboliques

En Gambie, ce sont 41 armes et 18 munitions qui ont été collectées dont 39 détruites au cours de la cérémonie. Les deux autres ont été collectées par la suite.

Un fabricant local d'armes a été le premier à faire la publicité du programme et à rendre un sac de pièces détachées servant à la fabrication d'armes. Ayant entendu parler du programme et écouté les messages de sensibilisation, il a décidé d'arrêter de réparer et de fabriquer des armes. Cet acte confirmait qu'il existait des fabricants d'armes dans la région.

D'autres gestes symboliques ont été : la remise par une femme de l'arme avec des balles ayant appartenu à son défunt mari, ainsi que la remise volontaire de son arme par un jeune.

« 39 armes et munitions, c'est beaucoup parce que nous n'avions jamais pensé que nous aurions collecté même une arme, parce que les gens avaient au commencement peur d'être arrêtés » dira un habitant de Koina, **en Gambie**

Dans un autre village à Giddah, un habitant a indiqué que :

« Certaines personnes ont voulu d'abord être convaincus que rien ne leur arrivera s'ils rendent leurs armes, tandis que d'autres s'attendaient à ce que le programme les récompense en rendant leurs armes. »

Les populations pensent que les armes restantes pourraient être récupérées par les communautés si elles sont soutenues. Pour les communautés, il existe un lien fort entre les armes collectées et détruites et la sécurité et le développement du secteur. Un habitant a dit ceci pour parler du lien entre la sécurité et le développement :

« Si vous avez vingt-cinq butut⁹ aujourd'hui, en période de paix et de sécurité, ceci peut se multiplier par dix ».

En Guinée Conakry, on a collecté **357 armes** et une **certaine quantité de munitions**. Malheureusement, des armes confiées à la garde de la Communauté Rurale de Développement (CRD) ont été volées par les manifestants lors des émeutes de janvier-février 2007, consécutives à la grève générale qui a secoué la Guinée Conakry pendant cette même période. Les infrastructures de la CRD ont d'ailleurs été saccagées à ce moment. Cette situation a fait prendre conscience de l'importance de stocker les armes dans un lieu sûr et sécurisé et d'enregistrer les armes au fur et à mesure. En effet, le comité attendait d'avoir une certaine quantité d'armes avant de les enregistrer, ce qui n'a pas permis de savoir si parmi les armes collectées après les émeutes, on retrouvait certaines de celles qui avaient été volées.

Pour la communauté de Koumbia, la quantité récupérée est importante par rapport aux traditions d'utilisation des armes légères et si on se réfère au nombre d'accidents (plus de 8 par an) survenus avant le début du programme.

⁹ Butut : centime en Gambie

Malgré les résultats obtenus en matière de collecte d'armes, les populations reconnaissent que certaines catégories sociales gardent encore des armes par devers elles dans les foyers. Il s'agit des éleveurs, chasseurs et riches commerçants qui prétendent que la possession de ces armes assure la protection de leurs biens et leur procure de la viande à moindre coût. Pour récupérer ces armes, les communautés disent qu'il faut poursuivre et intensifier la sensibilisation auprès de ces groupes spécifiques, mais aussi auprès des populations des zones frontalières.

La collaboration entre les forces de sécurité et les communautés a été renforcée

Au Sénégal, un participant a dit que, quand il a vu un membre du comité local partir de chez les militaires, il a compris que les choses avaient vraiment changé

La collaboration civilo-militaire a été exceptionnelle partout. Le programme a bénéficié de l'accompagnement des forces de sécurité tout au long du processus. Dans la plupart des cas, ce sont les militaires qui ont assuré la formation sur les modalités de collecte / destruction d'armes. Ils ont accompagné les membres des commissions pour collecter les armes. Ce sont encore eux qui sont à la base de l'outil d'enregistrement utilisé aujourd'hui dans le cadre du programme. Au niveau du stockage, ils ont mis à la disposition du programme des lieux de stockage sécurisés. Et enfin, pour la cérémonie de destruction, ils ont assuré la destruction des armes et autres munitions et ont permis de sécuriser la zone.

La confiance envers les acteurs du programme a été renforcée, de même que la crédibilité du programme

La cérémonie de destruction a contribué à améliorer la visibilité du programme et de ses acteurs, Point Focal, Commission Nationale et ONG locale, au niveau national. Elle a favorisé le développement de liens entre pays et a fait comprendre que la problématique des armes légères est une problématique régionale.

D'un autre côté, elle a permis de bâtir la confiance des gens envers le programme et ses acteurs. Elle a effectivement contribué à apaiser les doutes concernant le devenir des armes collectées et à réaffirmer la sincérité et la détermination des acteurs impliqués dans le processus de sensibilisation, collecte et destruction d'armes.

Si les populations ont été unanimes à reconnaître que le nombre d'armes et de munitions remises et détruites ne représente qu'une petite partie des armes et des munitions détenues par les civils ou étant en circulation dans la zone, la cérémonie de destruction a vraiment marqué les esprits.

Les populations, surtout les femmes, assurent que cette journée a été celle de leur plus grande joie, parce que ceux qui ne croyaient pas pouvoir rendre les armes sans être dénoncés et poursuivis, ont eu la preuve qu'ils pouvaient le faire sans crainte. La remise volontaire d'armes et d'explosifs a continué après les cérémonies et il existe de plus en plus de personnes qui se renseignent sur le programme.

7.3 Les facteurs de succès et difficultés

Les facteurs de succès

L'implication des autorités

L'implication des autorités administratives, religieuses et coutumières a cautionné en quelque sorte les actions de collecte/destruction et a favorisé le climat de confiance. Dans ces types de situation les gens suivent l'autorité.

La formation des acteurs

La formation des personnes impliquées dans le processus au niveau local leur a permis de prendre conscience des risques auxquels elles pouvaient être confrontées sur le terrain, à savoir : l'incompréhension, la stigmatisation de certaines personnes, les accidents, etc.

La connaissance du milieu

Cette connaissance a été un atout pour cibler les détenteurs potentiels d'armes. Il faut dire que dans ces milieux on sait « qui est qui » et « qui possède quoi ».

L'engagement et l'ancrage dans le milieu

L'ONG locale au Sénégal est bien ancrée dans son milieu. L'influence de ses responsables auprès des autorités coutumières a été d'un apport précieux.

L'engagement des femmes

En Guinée Conakry, les femmes ont beaucoup influencé la remise des armes. Pour inciter leurs maris à rendre les armes, les femmes de Koumbia (Guinée Conakry) avaient une astuce, elles disaient à leurs maris « *Sans armes, pas de baya¹⁰ ce soir* », c'est-à-dire « Si tu ne rends pas ton arme, tu ne dormiras pas à côté de moi ce soir ».

Les difficultés

Certains facteurs expliquent le faible nombre d'armes collectées et permettent de mieux orienter le travail futur.

Les barrières culturelles

Les barrières culturelles ont constitué un handicap dans la remise volontaire d'armes, car les symboles du genre « *un homme sans armes est comme une femme* » sont véritablement tenaces.

Le lien affectif avec l'arme, surtout en Guinée-Bissau

Le lien affectif qui lie certaines personnes à leurs armes en Guinée-Bissau avait été soulevé comme difficulté dès la conception du programme. Pour les Anciens Combattants, l'arme est un cadeau d'Amilcar Cabral, Chef charismatique de la guerre de libération de la Guinée-Bissau. Ailleurs certaines personnes sont attachées à une arme dont elles ont hérité.

Le sentiment d'insécurité

Dans des zones comme Samine, base des rebelles du mouvement indépendantiste casamançais, ou Bigene où les gens ont connu la guerre de libération et sa cohorte de violence, il y a en principe beaucoup d'armes en circulation. Toutefois, les populations ne sont pas encore prêtes à les rendre. Elles gardent les armes au cas où elles auraient à se protéger.

Pour d'autres comme les bergers ou commerçants, ils gardent des armes pour se protéger des vols ou agressions. Ainsi, tant que les gens ne se sentiront pas réellement protégés et qu'ils auront toujours ce sentiment d'insécurité, il ne pourra pas y avoir une forte quantité d'armes remises.

Négliger d'enregistrer les armes au fur et à mesure et les stocker dans un endroit non sécurisé

La Guinée Conakry a appris à ses dépens qu'il faut enregistrer une arme dès qu'elle est remise volontairement afin de la retracer s'il advenait un vol, comme ce fut le cas lors de la crise. En effet, le fait d'avoir stocké les armes à la CRD, en attendant de les stocker au camp de l'armée, a eu pour conséquence le vol d'armes collectées pendant la crise.

On constate qu'il y a un travail de longue haleine à faire pour réellement amener les gens à rendre volontairement les armes, car dans des contextes de stabilité parfois précaire, il n'est pas aisé pour les populations de rendre les armes.

¹⁰ Baya : ceinture de perles que les femmes mettent autour de la taille

7.4 Les leçons apprises

La remise d'arme

La confiance des communautés envers les forces de sécurité et envers les acteurs de la société civile est déterminante dans la remise volontaire d'armes. Cette confiance se construit progressivement et est fonction du contexte et du sentiment de sécurité / insécurité de ces communautés.

La collaboration entre les acteurs

La mobilisation des communautés et la collaboration entre celles-ci, les forces de sécurité et la société civile sont à la base d'une approche efficace pour la remise volontaire d'armes. La mobilisation et la collaboration se construisent sur le dialogue et le respect des compétences spécifiques et complémentaires de chacun. Avoir l'occasion de discuter avec des pairs qui ont vécu ce genre de collaboration, par une visite d'échange par exemple, aide à convaincre de l'utilité d'une telle approche.

8. LES MICROPROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Les communautés prennent en charge leur sécurité, par la remise volontaire d'armes et d'autres initiatives ; en échange, on appuie leur développement

Il importe de rappeler que l'idée du PSR-ALPC repose sur l'approche *Armes en échange de Développement*. Celle-ci est conçue comme un programme d'incitation à la *remise volontaire d'armes en échange du financement de microprojets de développement* au bénéfice des communautés. La communauté se responsabilise vis-à-vis de sa sécurité et est appuyée en retour pour son développement. Il ne s'agit nullement de remise volontaire d'armes contre récompenses individuelles, comme cela se fait dans les programmes DDR.

Le programme a retenu de lancer cette étape après la sensibilisation et la remise volontaire d'armes. Cependant la courte durée du PSR-ALPC et le temps plus long que prévu pour réaliser les étapes précédentes laissent peu de temps pour s'assurer qu'au-delà de leur mise en place, les microprojets seraient durables. L'ACDI a accepté de prolonger le projet à cette fin. Au moment de produire le présent rapport, les microprojets sont en consolidation. L'appui est prévu jusqu'à fin décembre 2007.

8.1 La stratégie

Le processus d'identification au niveau local

L'identification et le choix des microprojets prioritaires et des bénéficiaires ont obéi aux priorités définies par les communautés respectives dans le cadre de leurs plans de développement locaux, suivant un **processus participatif et inclusif**, associant les différentes composantes de ces communautés, notamment les femmes, les jeunes et diverses catégories socioprofessionnelles. Cependant, certains microprojets non contenus dans les plans de développement locaux ont été retenus et financés, car ils apparaissaient comme une priorité au moment du processus d'identification. Dans le souci de **lutter contre la pauvreté**, les activités génératrices de revenus ont été privilégiées. Le processus a été réalisé par le comité local avec l'appui du dispositif d'animation ou de l'ONG locale, selon les pays et du Point Focal.

L'approbation par le comité de pilotage

Les microprojets retenus au niveau local ont été soumis au comité de pilotage. Ce dernier a procédé à la sélection et à l'approbation des microprojets à financer et en a informé l'équipe du programme par une note écrite et motivée. L'équipe a eu, dans certains cas, à donner des conseils et aider à clarifier certains aspects.

Le processus par pays

En **Gambie** : Plus de trois rencontres ont été organisées à Koina avec les délégués des différentes catégories d'acteurs locaux (présents dans la communauté de Koina Ward) pour recueillir leurs points de vue dans le cadre de l'identification des microprojets. Ces rencontres ont permis d'expliquer la démarche à suivre aux populations et de recadrer les choses. Les microprojets devaient être communautaires et avoir une influence en terme d'amélioration des revenus des bénéficiaires.

En **Guinée Conakry** : Plusieurs microprojets ont été identifiés suivant un processus de recensement des besoins conduit par une équipe du Point Focal complétée par le dispositif d'animation, en présence des communautés et autorités locales. Les microprojets jugés prioritaires ont été retenus du fait de leur importance dans le développement de l'économie locale ; ils sont très diversifiés, touchant l'agriculture, le secteur artisanal et le petit commerce.

En **Guinée-Bissau** : Au début, 33 microprojets ont été sélectionnés après une phase d'identification des organisations communautaires de base (OCB) et des besoins prioritaires. Cette phase a été menée à travers deux missions sur le terrain par le Point Focal et l'ONG locale dans plusieurs localités de la zone de Bigene. Malgré la pertinence des microprojets retenus et la démarche cohérente menée pour leur identification, le souci d'éviter la dispersion et d'avoir un impact a été soulevé. Après un débat sur chaque microprojet, il a été décidé de les intégrer et d'en réduire le nombre pour les exécuter dans le temps imparti.

Au **Sénégal** : Une rencontre s'est tenue à Samine pour arrêter les modalités pratiques quant au choix des microprojets, leur priorisation, ainsi que les mécanismes de gestion. 20 personnes ont pris part à cette réunion parmi lesquelles figuraient huit femmes. Les idées de projets préalablement recueillies par le comité local auprès des OCB ont été présentées à l'assemblée qui a procédé à la priorisation, ce qui a conduit au choix de microprojets retenus de manière consensuelle sur la base de critères liés aux impacts sur la sécurité et le développement local.

Le renforcement des capacités pour la prise en charge par les bénéficiaires

Un comité de gestion a été mis en place au niveau de chaque microprojet afin d'en assurer l'**appropriation** par les bénéficiaires et dans le souci de **transparence** dans l'utilisation des fonds et la gestion. Une formation en gestion et comptabilité simple a été réalisée à l'intention des responsables de chaque comité. **Des formations** techniques liées au secteur d'activité sont dispensées dans plusieurs cas, ainsi qu'une formation en développement organisationnel, même dans le cas où il s'agit de groupements existants. Ces activités de renforcement des capacités sont financées par le budget alloué pour le microprojet et constituent une condition de pérennité. Elles sont réalisées par des personnes ressources locales qui connaissent les réalités du milieu.

À Samine au **Sénégal**, les femmes impliquées dans un microprojet de transformation des fruits et légumes ont suivi une formation en la matière, dispensée par une association féminine locale (Kabonkétoor, basée à Ziguinchor). Quelques-unes ont suivi une formation de l'Institut de Technologie Alimentaire à Dakar sur le contrôle de qualité des produits transformés, afin que le groupement se dote d'un agrément qui facilitera la commercialisation des produits en dehors même de la localité. Enfin une formation en micro-entrepreneuriat féminin a été réalisée pour renforcer les capacités managériales des femmes transformatrices.

À Koina en **Gambie**, dans le cadre du microprojet relatif au centre artisanal communautaire multifonctionnel, un atelier de formation de formatrices a été organisé à l'intention de 15 femmes en teinture et fabrication de savons, et de 15 autres femmes en technique de transformation et de conservation des produits agricoles. Celles-ci, à leur tour, vont reprendre ces formations auprès de leurs groupements répartis au niveau de toute la communauté de Koina. Ces formations ont été assurées par des femmes habitant la localité et qui s'activent dans un projet de développement intervenant dans la zone de Bassé.

L'appui technique et l'accompagnement par le Point Focal, l'ONG locale et le dispositif d'animation

Les microprojets étant en phase de consolidation dans tous les pays, il est nécessaire que l'ONG locale et le dispositif d'animation assurent un suivi régulier des activités entreprises. Des exercices d'auto-évaluation sont effectués périodiquement par les bénéficiaires avec l'appui des partenaires locaux, sous la supervision de l'équipe du programme. Les résultats font à chaque fois l'objet d'une restitution au comité local et au Point Focal qui, à son tour, informe le comité de pilotage.

Aussi, il a été jugé nécessaire de sensibiliser les bénéficiaires, surtout les femmes, sur la notion de revenu net et sa répartition entre l'amortissement de l'outil de production (cas du moulin à mil et de la décortiqueuse), les parts à partager entre les bénéficiaires, les réserves pour l'entretien et l'achat de pièces de rechange, etc.

L'appui à la commercialisation des produits, avec la diversification des débouchés, est également un aspect important qui fait l'objet d'appui technique.

L'appui technique et l'accompagnement de l'équipe du programme

L'équipe a élaboré un certain nombre d'**outils** en vue d'appuyer le Point Focal, le dispositif d'animation et les ONG locales à accompagner de manière efficace et professionnelle les communautés dans leurs réflexions et leurs activités en vue d'assurer la **durabilité** de leurs microprojets. Le conseiller technique forme les partenaires à l'utilisation de ces outils et les accompagne dans l'exécution de leur travail (formation dans l'action). Les outils sont utilisés dans une dynamique d'échanges. C'est ainsi qu'un Canevas a été transmis aux Points Focaux pour la formation du comité local en gestion de projets. Un Manuel sur *La gestion et l'élaboration de stratégies de pérennisation des acquis des microprojets* et un autre sur *La planification prévisionnelle des activités de production et de commercialisation*, ont aussi été produits.

Ces outils et l'accompagnement du conseiller technique visent à s'assurer de la viabilité économique, organisationnelle et technique des microprojets.

8.2 Les résultats

Le résultat de la mise en œuvre des microprojets est :

La création et/ou le renforcement d'activités génératrices de revenus pour plus de 981 personnes dont 664 femmes et de services ou d'infrastructures au bénéfice de femmes, d'hommes et de jeunes.

30 microprojets de :

- **maraîchage**
- **élevage**
- **transformation laitière**
- **transformation de produits agricoles**
- **teinture**
- **saponification**
- **menuiserie métallique**
- **soudure**
- **petit commerce**
- **construction d'une école**
- **installation d'un puits**

Au Sénégal, 413 personnes dont 218 femmes et 195 hommes sont bénéficiaires d'activités génératrices de revenus. De ce nombre, 210 sont des jeunes. Les bénéficiaires incluent des éleveurs. Par ailleurs, 600 autres personnes sont indirectement liées aux microprojets.

En Guinée Conakry, 340 personnes dont 218 femmes et 122 hommes sont bénéficiaires d'activités génératrices de revenus. De ce nombre, 90 sont des jeunes des deux sexes et 108 dont des gens de métier, forgerons, briquetiers et soudeurs. Outre les activités génératrices de revenus, une décortiqueuse et une radio communautaire bénéficieront à un grand nombre de personnes.

▫ **radio communautaire**

En Guinée-Bissau, 228 femmes bénéficient d'activités génératrices de revenus. Par ailleurs, les nouvelles salles de classes peuvent accueillir 80 enfants et cinq équipements collectifs dont des décortiqueuses ont été implantés dans quatre localités.

En Gambie, les femmes de Koina village bénéficient d'équipements et services collectifs et les patient-e-s du centre de santé ont accès à l'eau.

Les microprojets par pays

Un tableau synthèse en annexe présente en détail chacun des microprojets.

Au Sénégal

La communauté rurale de Samine a bénéficié de **six microprojets** répartis entre quatre localités. Ce sont des activités génératrices de revenus qui ont été choisies, pour lutter contre la morosité ambiante de l'économie locale.

La transformation de fruits pour 11 femmes provenant de neuf groupements qui comptent 450 femmes de la communauté rurale de Samine.



Une ferme d'élevage semi intensif moderne et maraîchage à Fassane pour un groupement d'éleveurs de 69 personnes dont 38 hommes et 31 femmes. Un espace a été aménagé pour l'exploitation maraîchère par des femmes du village.



Deux activités de production maraîchère pour deux groupements totalisant 120 femmes et 53 jeunes.

Un fonds de crédit rotatif en appui à l'achat, au transport et à la commercialisation de produits agricoles. Le fonds placé sous la gestion de l'ONG locale profite pour le moment à cinq groupements réunissant 100 jeunes hommes et 50 jeunes femmes.

L'installation d'une laiterie à Samine village. Cette petite unité de transformation et de conditionnement du lait est opérée au bénéfice de quatre hommes et six femmes.

En Guinée

Dix microprojets ont été financés en faveur de 12 groupements (7 féminins, 4 masculins et 1 mixte) dans plusieurs districts de la Sous-préfecture de Koumbia. C'est en Guinée que les microprojets sont les plus diversifiés, tant en termes d'activités que de catégories de bénéficiaires. La plupart concernent des activités génératrices de revenus et sont menés par des groupements déjà existants. Les conditions sont en place pour contribuer à la lutte contre la pauvreté dans cette zone enclavée et pauvre.

La teinture pour un groupement de femmes comprenant 26 personnes.



Le maraîchage pour trois groupements de femmes composés de 100 femmes et 20 hommes.

Le petit commerce pour un groupement de 33 femmes.

La fourniture de **presses à briques** pour la confection de briques stabilisées à l'intention de trois groupements de jeunes dont un composé de femmes.



La saponification pour une association de 20 femmes.

La fourniture d'équipement pour un groupement de 18 forgerons, qui ont remplacé la fabrication artisanale d'armes par celle d'équipements agricoles.

L'équipement en matériel de soudure pour un groupement de 22 jeunes qui font de la menuiserie métallique.

Une décortiqueuse à riz.

Une radio communautaire qui va bientôt être installée et qui va couvrir un rayon de 80 km. Dans cette Sous-préfecture très enclavée, où parfois il n'y a ni électricité, ni eau courante, encore moins le téléphone, la radio pourrait favoriser le désenclavement.

En Guinée-Bissau

Le programme a financé **10 microprojets** pour les populations de quatre localités de la communauté de Bigene.

Construction de deux bâtiments comprenant quatre salles de classes et une salle des enseignants, pouvant accueillir chacun 80 élèves.



Le petit commerce pour six groupes de femmes, à l'aide d'un fonds de crédit rotatif

Le maraîchage pour un groupement de femmes.

L'installation d'unités de décorticage de la noix de cajou dans 3 localités pour des groupes de jeunes.



Deux décortiqueuses à riz dans deux localités.

La construction de **deux salles de classes** pour 80 élèves, à côté d'une troisième construite par UNICEF.

L'équipement pour une **radio communautaire**, en cours d'installation.

En Gambie

Des **quatre microprojets**, trois sont destinés aux femmes dont un est générateur de revenus. Contrairement aux autres pays il n'y a pas diversification des localités ; tous les microprojets sont concentrés à Koina village, ce qui tend à frustrer les habitants des autres localités qui ont été sensibilisés et ont rendu des armes.

La construction d'un centre artisanal communautaire multifonctionnel pour les femmes qui y pratiquent la teinture, la saponification, ou encore la transformation de produits agroalimentaires.



L'installation d'un **moulin à mil** avec la construction d'un abri.

L'installation d'un **moulin à pâte d'arachide** et la réhabilitation d'un abri.

La **construction d'un puits et l'installation d'une pompe manuelle** au centre de santé, pour faciliter l'accès à l'eau potable au personnel et aux patients.

8.3 Les facteurs de succès et difficultés

Les facteurs de succès

La participation des communautés à l'identification des microprojets

La participation était l'un des principes directeurs du programme. Ici, elle a permis d'avoir un large consensus autour des microprojets choisis et surtout d'avoir des activités pertinentes pour les communautés. La participation des communautés a permis qu'elles s'approprient les microprojets. On le voit sur les périmètres maraîchers où les hommes ont participé aux travaux de préparation des parcelles, même si les bénéficiaires sont des femmes.

Le renforcement d'activités déjà connues et pratiquées

Considérant la courte période pour le processus de mise en place et consolidation des microprojets, appuyer des activités déjà connues est un atout et réduit les risques de dérapage ou d'échec. Cela est particulièrement le cas en Guinée Conakry.

Par exemple en Guinée Conakry, Guinée-Bissau et au Sénégal, les femmes ont déjà une certaine expérience en matière de production agricole, comme il est de tradition en milieu rural. Pratiquement chacune d'elles, s'active dans une exploitation agricole familiale. Le programme est venu renforcer

leurs capacités de production par la mise à disposition d'outils modernes et d'un technicien horticole spécialisé pour le suivi – accompagnement des groupements, ainsi que par la formation.

La forte détermination et l'engagement des femmes

Les femmes sont très motivées par les activités génératrices de revenus afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles. Par exemple, à Fassane, au Sénégal, lorsqu'elles ont vu que le périmètre accordé aux hommes pour l'élevage était très grand, les femmes ont demandé à ce qu'on leur octroie une petite parcelle pour le maraîchage, car elles avaient « envie de s'occuper ».

Les difficultés

L'absence d'étude de faisabilité préalable

On a voulu que la fiche de présentation des microprojets soit le plus simple possible. Il aurait toutefois fallu être plus explicite concernant les facteurs de durabilité. En effet ceci a eu pour conséquence qu'aucune étude technique et financière n'a été réalisée afin d'évaluer la viabilité des activités, ni aucune analyse préalable du mode d'organisation. Lorsque l'équipe du programme a fait ce constat, elle a mis les bouchées doubles afin d'y pallier. Certains projets n'auraient pas été approuvés dans la forme actuelle si de telles études avaient été réalisées.

Le manque d'organisation

Le manque d'organisation au sein de certains groupements a posé un problème au départ quant à la gestion efficace des activités. Cela a exigé un renforcement des capacités à ce niveau.

Le manque d'expérience en gestion d'activités génératrices de revenus

Ce manque d'expérience de la part des bénéficiaires, mais également des dispositifs d'animation et de certains Points Focaux, a été un handicap technique auquel l'équipe a pallié (maîtrise des coûts de production ; commercialisation ; etc.)

Les retards et le manque de suivi

Le retard dans la réalisation de certaines formations ou encore le manque de suivi n'a pas permis à certains bénéficiaires de bien s'organiser et de gérer leurs microprojets.

L'enclavement de certaines localités

L'enclavement de localités comme Bigene ou Koumbia dans les deux Guinée, du fait de l'état défectueux des pistes, a été une contrainte pour la commercialisation des produits et demeure un défi.

La mauvaise interprétation de la notion de microprojets « communautaires »

La notion de microprojet « communautaire » a été comprise par certains comme microprojet devant appartenir à toute une communauté, au lieu de microprojets avec un impact sur la communauté. On voulait insister sur le fait que les microprojets devaient être pour des groupes par opposition à des projets individuels. Cette confusion a eu pour conséquence que, pour certains microprojets, les bénéficiaires n'ont pas été clairement identifiés ou étaient trop nombreux pour que l'activité soit rentable pour les individus, ce qui risque d'être démotivant. Par ailleurs cela complique l'organisation.

8.4 Les leçons apprises

Les visites d'échanges

Une visite d'échange à un groupement qui réalise le même type d'activité, pendant le processus de planification, peut aider les bénéficiaires à anticiper les risques, à avoir une idée de comment gérer leurs microprojets et à mieux s'organiser. Cela est particulièrement vrai dans les cas où l'activité est nouvelle pour le groupement.

Les microprojets

Les microprojets ont été déterminants dans l'engagement des communautés pour la sensibilisation et la collecte d'armes. Ainsi les microprojets doivent arriver assez tôt dans le processus, après une certaine période de sensibilisation, pour renforcer la confiance.

La connaissance des enjeux du milieu

Une bonne connaissance du milieu, conjuguée à la capacité d'analyse politique est importante, surtout quand des ressources financières sont en jeu. On prend souvent pour acquis que les communautés sont homogènes, alors qu'il faut prendre en considération les particularités sociales et les intérêts, notamment politiques, qui existent au sein des villages. En effet, on peut amener davantage de problèmes que de solutions. Il peut y avoir aussi des enjeux de pouvoir avec risque de récupération à des fins politiques et des blocages importants dans la mise en œuvre des actions.

L'engagement des forces de sécurité et autorités administratives

Les autorités, les forces de sécurité et les structures locales de développement peuvent jouer un rôle pour veiller à ce qu'il n'y ait pas une récupération de la part de certains individus et pour favoriser l'efficacité. Certaines structures techniques peuvent accompagner les comités de gestion, d'autres peuvent donner des conseils techniques, cela fait partie de leur mandat. Pour ce qui est des infrastructures, par exemple, il doit y avoir une entente entre les bénéficiaires et le conseil rural ou autre structure administrative ; si l'infrastructure est mal gérée, le conseil rural pourrait la reprendre.

Les critères de sélection des zones

On doit intégrer le critère de pauvreté à celui de sécurité dans le choix des zones ciblées, étant donné l'influence de la pauvreté sur la sécurité.

La vision commune

Il est nécessaire dès le départ de s'assurer que tous les acteurs et actrices concernés sont sur la même longueur d'onde relativement aux concepts (communautaire ; armes en échange de développement). Au début il y a eu un manque de clarté dans les messages armes en échange de développement. Les gens ont compris qu'en rendant leur arme, ils auraient un microprojet. Le concept a créé la confusion. Dans un programme régional, on a intérêt à discuter des concepts au niveau régional où l'on peut ensemble déterminer des messages clairs et ciblés. Ensuite, l'équipe peut accompagner les Points Focaux au niveau national dans la transmission des messages.

Le lien entre sécurité et développement

Le lien entre microprojet et prise en charge de sa sécurité doit être clairement expliqué et il doit y avoir des retombées pour les communautés concernées. Afin d'éviter les frustrations, on doit veiller à ce que les microprojets soient logés au sein des communautés qui ont rendu des armes d'une part, mais également celles qui ont manifesté un engagement dans la sensibilisation et en faveur de la prise en charge de leur sécurité par diverses initiatives. Par ailleurs, il importe que le choix des bénéficiaires reflète le plus largement possible les diverses catégories de populations.

9. L'IMPACT DU PROGRAMME

Après deux années et demi d'opération, les actions conjuguées de la sensibilisation, de la collecte / destruction d'armes et de la réalisation de microprojets, ainsi que l'approche participative et régionale et le respect des principes directeurs du programme, ont produit des résultats importants.

Le PSR-ALPC visait à la fois l'amélioration de la sécurité et de meilleures opportunités économiques pour les communautés. Il a largement produit ces types de changements, de même que l'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes.

9.1 L'amélioration de la sécurité

La diminution progressive des actes de violence armée

Une baisse des meurtres, agressions, braquages, viols et accidents domestiques a été notée ; ce qui a favorisé une plus libre circulation des biens et des personnes.

Au Sénégal, à Samine, une source affirme que si des étrangers osent dormir à Samine aujourd'hui, c'est parce que la paix et la sécurité existent. Même si cette situation n'est pas exclusivement attribuable au PSR-ALPC, il y a quand même contribué :

« Il y a quelques années, tous les hommes quittaient le village à la tombée de la nuit pour aller se réfugier dans les villages environnants de peur d'être tués par les assaillants ; ils ne revenaient qu'au petit matin. Actuellement, ce n'est plus le cas. La preuve c'est que vous êtes parmi nous et que vous pouvez travailler dans le calme et la sérénité. »

En Gambie, le constat est le même : un policier affirmait que depuis l'installation du programme à Koina, la police recevait moins de coups de fil la nuit pour aller intervenir sur des lieux d'accidents ou de crimes, dus à la violence armée. A l'hôpital également, même s'il n'y a pas de statistiques, on constate qu'il y a moins de personnes victimes de violence armée ou d'accidents avec des armes, qui viennent en consultation.

En Guinée-Bissau, une femme bénéficiaire disait :

« Avant, je n'osais pas envoyer mes enfants faire des courses de peur qu'ils ne soient agressés ; aujourd'hui je n'ai plus peur, je les envoie faire des commissions sans crainte ».

En Guinée, les populations prétendent qu'il y'a une réduction de la violence armée depuis l'arrivée du programme. En effet, il y a moins de coups de feu et aucun accident domestique ou sur les lieux de chasse, n'a été enregistré. De même, aucun cas de violence faite aux femmes comme le viol par exemple n'a été signalé durant cette période.

La diminution sensible du vol de bétail

Le vol de bétail est une activité très pratiquée dans certaines communautés comme à Samine et Bigene. Aujourd'hui, avec la sensibilisation et devant l'engagement des populations pour lutter contre cette pratique, les vols ont diminué même s'ils existent toujours. **Au Sénégal**, un villageois témoigne :

« Hier encore, en plein jour, les voleurs ont emmené les troupeaux jusqu'à la frontière bissau - guinéenne ; c'est notre vigilance qui nous a permis de récupérer ces troupeaux ».

De plus en plus donc, les populations ont la possibilité d'aller en Guinée-Bissau pour récupérer leurs animaux et cela grâce à la collaboration et aux échanges entre les communautés des deux côtés de la frontière.

En Guinée-Bissau, il faut dire que chez les *Balantes*¹¹, la pratique de vol était avant tout une coutume : voler du bétail était un acte de bravoure. Par la suite ce type de vol s'est multiplié avec certainement l'intrusion de malfaiteurs et se faisait de manière violente, ce qui posait pas mal de

¹¹ Balante : Ethnie vivant dans la région de Casamance au Sénégal et en Guinée Bissau

problèmes. Dans le cadre du programme, les populations, assistées par les animateurs, ont installé des commissions de lutte contre le vol de bétail dans 3 localités : à Ntum, Barro et Ingoré, et ils veulent transformer ces commissions en un vaste mouvement de lutte contre ce type de vol.

L'amélioration de la sécurité au niveau de l'axe frontalier entre le Sénégal et la Guinée-Bissau dans la zone du programme

L'un des effets de la sensibilisation est l'amélioration de la sécurité au niveau de l'axe frontalier entre Samine (Sénégal) et Bigene (Guinée-Bissau), ce qui fait que dorénavant les personnes peuvent circuler librement. Il y avait certes des initiatives avant l'arrivée du projet prises par les deux ONG locales (ACSAS et AJED) pour susciter des discussions entre les villages frontaliers en vue de l'abandon de la violence. C'est cette dynamique que le PSR-ALPC a réussi à consolider en mettant à la disposition des animateurs un appui logistique et financier.

Les personnes et biens circulent librement dans la zone à n'importe quelle heure de la journée. Les gens de Samine viennent à Bigene vendre de la glace ; les femmes de Bigene vont vendre leurs produits à Samine sans crainte ; les jeunes de Samine et Bigene se déplacent à n'importe quelle heure pour assister aux spectacles et aux fêtes d'un côté comme de l'autre de la frontière.

Grâce à la confiance qui augmente entre les autorités sénégalaises et bissauguinéennes, les barrières et la bureaucratie dans la circulation des personnes et des biens ont été supprimées. A présent, le contrôle se résume à la présentation d'une pièce d'identité. Même les militaires en poste au niveau de la frontière sont devenus plus compréhensifs ; ils reconnaissent les acteurs du programme et les laissent passer sans leur demander de pièce d'identité parfois ; ce qui était inimaginable il y a plus de 2 ans.

« Il y a deux années, la nuit tombée, personne n'osait s'aventurer en dehors du goudron (route bitumée) ; mais actuellement, nous nous rendons souvent dans les villages frontaliers de la Guinée pour des soirées dansantes et rentrons la nuit ou au petit matin sans craindre quoi que ce soit » dit un jeune de Samine.

La redynamisation de l'économie locale

Le retour à la paix et le sentiment de sécurité ont poussé les commerçants à venir se réinstaller dans ces localités. C'est le cas pour Samine au Sénégal et à Koina en Gambie. De l'appréciation des femmes, l'instauration de la sécurité et son évolution depuis plus de deux ans leur a permis de circuler librement et sans angoisse, à la recherche de sources d'approvisionnement pour le petit commerce et pour leur participation aux différents marchés hebdomadaires. Grâce aux initiatives développées par le programme en matière de sécurité des personnes et de leurs biens, les activités économiques transfrontalières ont été développées. Cela est considéré comme un acquis important, en particulier par les femmes.

9.2 L'amélioration des opportunités de développement socio-économiques

La réalisation des microprojets de développement a eu des effets au niveau du développement socio-économique des communautés. Selon les témoignages, l'appui du programme à ce niveau a contribué à améliorer

leurs conditions de travail et la productivité. Bien que les microprojets n'aient pas encore une longue durée de vie, certains ont déjà permis une amélioration des revenus.

L'accroissement des revenus

C'est le cas en **Guinée-Bissau** où les femmes qui ont reçu un financement pour le petit commerce ont, grâce à la vente de leurs produits, augmenté leurs revenus et remboursé leur emprunt auprès du groupement, lequel projette d'ouvrir un compte en banque afin de mieux gérer ce fonds et s'organise actuellement pour financer d'autres personnes membres.

« Aujourd'hui, je n'attends plus que mon mari ou quelqu'un d'autre vienne régler mes problèmes. J'arrive, avec ce que je gagne, à payer les ordonnances pour mes enfants et à les nourrir. Et si mon commerce continue à bien marcher, je vais aussi pouvoir épargner » dit une bénéficiaire.

En Guinée Conakry, l'association des forgerons explique que la production d'une charrue de labour procure au groupe une somme de 500.000 FG contre 350.000 FG pour la fabrication d'un fusil de traite. Quelque soit la quantité confectionnée, cette association obtient un bénéfice tangible de 150.000 FG sur chacun des produits.

Quant aux femmes teinturières, elles gagnent actuellement 13.500.000 FG contre 4.580.000 FG avant le microprojet, pour la même quantité de production. L'augmentation des recettes vient de l'amélioration des méthodes de travail et de la qualité des produits finis de la teinture.

L'occupation des jeunes

Le projet a contribué à l'occupation des jeunes à la fois comme acteurs du programme et bénéficiaires des microprojets, ce qui réduit les tentations de se livrer à des actes délictueux. Comme l'a souligné le Président de la Communauté rurale de Samine au **Sénégal**, avant le programme, les jeunes traînaient dans les rues et venaient souvent solliciter pour avoir un peu d'argent pour le thé ou pour un autre besoin ; aujourd'hui ceux qui participent au programme ont trouvé une occupation saine et rentable.

Toujours au **Sénégal**, les membres du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Tawaff, basé dans le plus récent quartier de Samine, le quartier *balante*, ont bénéficié d'un fonds pour se lancer dans le commerce. A en croire le président dudit GIE, le fonds de crédit a permis au quartier de régler beaucoup de problèmes sociaux, tel que l'oisiveté des jeunes filles qui représentent 85% des bénéficiaires du fonds :

« Certaines filles étaient considérées à tort comme des filles de mœurs légères, parce que toute la journée elles squattaient les rues et autres lieux suspects. Maintenant avec ce crédit, elles n'ont même plus le temps d'aller rendre visite à quelqu'un, car elles sont toutes préoccupées par la réussite de leur petit commerce entrepris grâce au fonds en question ».

Pour mieux illustrer l'apport et l'importance du PSR-ALPC (via ce fonds) dans leur vécu quotidien, il dira ceci :

« C'est comme si quelqu'un était resté dans un puits pendant trois jours avec sa faim de loup, tu le sors du puits au bout du quatrième jour et automatiquement tu lui sers un plat de riz bien garni. Cependant, comme il le dit si bien, le riz n'est pas suffisant car après avoir mangé, il faut boire ».

C'est dire tout l'espoir qu'ils placent dans le programme. Rappelons que les événements pour le moins tragiques en terme de perte en vies humaines, d'habitats détruits, de flux de personnes déplacées, durant le conflit armé en Casamance, ont mis à genoux toute l'économie rurale de cette zone pourtant très riche en ressources naturelles.

La diversification et l'accroissement de la production dans certains secteurs

Le programme a eu comme effets : l'augmentation des surfaces cultivables et de la productivité des femmes, agriculteurs, éleveurs ou autres, à travers la mise à disposition d'outils modernes de travail, la réalisation d'infrastructures ou encore l'achat de semences améliorées.

En Guinée Conakry, au niveau des deux groupements maraîchers, les femmes ont attesté avoir augmenté leurs surfaces cultivables de un à deux hectares. Dans le second cas (groupement maraîcher de Hafia Diankoye), la capacité de production qui était de une tonne avant le programme est passée à plus de sept tonnes, avec une recette saisonnière de 14.704.000 FG. Tandis que le groupement Ballal - Djama a pu produire 30 sacs d'oignons contre dix avant le programme, pour une valeur de 3.000.000 FG.

Le renforcement des communautés par une dynamique porteuse de changement social

Certains microprojets comme celui de la ferme de Fassane, au **Sénégal**, sont quelque part porteurs de changement social. Il s'agit d'une activité d'élevage semi intensif dans un vaste périmètre totalement clôturé en dur avec une partie qui sert aux femmes dans le cadre d'une activité maraîchère. Ce microprojet suscite au niveau de la communauté un réel engouement et un espoir immense en matière de sécurisation et de prémunition du bétail contre les maladies et, surtout contre les vols qui constituent la principale cause du recul de l'activité pastorale dans la localité. D'ailleurs, les bénéficiaires ne manquent pas de souligner le caractère éminemment important de ce microprojet qui consacre une volonté longtemps exprimée, sans écho favorable auprès de bailleurs et partenaires au développement. Les membres du GIE Endame de Fassane dont le vétérinaire natif du village, pensent que :

« Avec le croisement, ils peuvent améliorer la race Ndama qui est la plus fréquente dans la zone et faire de bonnes affaires en cas de vente du bétail »

De plus, un groupe de personnes a bénéficié d'un financement pour l'installation d'une laiterie. Ainsi, le lait produit par les vaches de la ferme de Fassane approvisionne la laiterie, qui à son tour transforme le lait naturel en lait caillé ou fromage.

Le renforcement des compétences en matière de planification, d'organisation, de suivi, de comptabilité et sur le plan technique et organisationnel

Au niveau de chaque microprojet diverses formations ont été réalisées à l'endroit des bénéficiaires que ce soit en comptabilité simple, en planification ou organisation avec la mise à disposition d'outils et le suivi régulier assuré par le dispositif d'animation et l'équipe du programme. Des formations techniques ont aussi été données lorsque l'activité était nouvelle pour le groupement.

Ces formations et l'expérience de conduite de l'activité et de gestion du microprojet créent des compétences locales utiles au-delà du microprojet.

L'amélioration de la dynamique associative au niveau des communautés

La mise en place des microprojets a développé ou renforcé la dynamique associative au sein des communautés, avec la forte implication des jeunes, femmes et hommes qui ont vite appris à travailler ensemble et à renforcer leur esprit d'association. Cela est un plus pour la communauté en termes de capacité d'initiatives.

La dynamisation de l'économie locale à moyen terme

La création et l'accroissement de revenus, la création et l'amélioration d'activités économiques, l'occupation des jeunes, la disponibilité de produits locaux de qualité, la transformation de produits locaux évitant les pertes, la dynamique associative, les nouvelles compétences, le sentiment qu'il y a plus de sécurité, l'allègement des tâches des femmes, la participation et l'engagement sont autant de facteurs de dynamisation de l'économie locale.

Les populations apprécient l'apport des microprojets dans le processus de développement socioéconomique de leurs communautés. S'ils sont bien gérés et suivis, ces microprojets sont porteurs de changement social, et contribuent à leur mesure à la lutte contre la pauvreté. Pour certaines localités il s'agissait d'une première expérience d'appui extérieur.

9.3 L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes

La formation Genre et ALPC a été un déclencheur en ce qui concerne la prise de conscience de l'importance et de la faisabilité de la participation des femmes. La formation montrait aussi l'engagement du programme en ce sens.

L'implication des femmes dans tous les mécanismes et activités du programme, particulièrement la sensibilisation, ainsi que la prise en compte de leurs intérêts spécifiques, ont contribué à améliorer leurs conditions de vie, de même que leur statut au sein de leurs communautés. Des changements se sont opérés à leur niveau et au niveau des hommes.

Les femmes ont plus d'assurance, elles s'expriment sans complexe et sont plus écoutées par les hommes

Elles ont acquis de nouvelles compétences, à travers les formations mais aussi en raison de leurs **responsabilités** dans la sensibilisation, au sein des groupements bénéficiaires des microprojets et dans d'autres activités. Ceci leur donne confiance et les valorise aux yeux de la communauté.

Alors qu'en phase de conception et au début du programme, la communauté (femmes comprises) considérait que la question des armes était une question d'hommes, les femmes sont devenues des actrices de sensibilisation engagées et compétentes. Elles s'expriment ainsi sur les formations :

« Grâce aux sessions de formation, on a de l'assurance car de jour en jour on retrouve la confiance et on découvre de nouvelles choses qui nous semblaient n'être que l'apanage des femmes intellectuelles. On se forme et

on travaille de mieux en mieux. Ce qui pour nous est important. On a la patience qu'il faut car on sait que seule la formation peut nous aider à sortir de l'ignorance où on était ».

« Les sessions de formation que nous avons reçues nous permettront d'être leaders dans le terroir et d'aider aussi nos soeurs à se former pour vaincre l'ignorance qui est notre premier handicap. Nous avons beaucoup de volonté et sommes pleines d'initiatives, mais on était très limitées en matière de capacités d'organisation et de gestion »

En Guinée Conakry pendant la crise, une actrice de sensibilisation, est sortie, nouant son foulard autour de la taille (signe qu'elle était prête à se battre pour ses idées) pour empêcher les jeunes de saccager les infrastructures publiques, de vandaliser les commerces, etc. en leur disant « *Tout à Koumbia nous appartient, ce sont nos impôts qui ont payé ces bâtiments, il ne faut pas tout gâcher* ». Alors, les jeunes ont baissé les bras devant cette femme pour qui ils avaient du respect.

Au Sénégal, pour les femmes de Samine, par exemple, leur unité de transformation de fruits et légumes et le renforcement de leurs capacités, sont le gage de leur positionnement futur comme locomotive du développement de la localité. Elles veulent montrer leur leadership dans le Balantacounda et aider les autres femmes du terroir à retrouver leur fierté et leur sens des responsabilités dans une zone longtemps éprouvée par des années de guerre.

En Gambie, les femmes teinturières avaient tellement envie de mettre en application les compétences acquises à la suite de la formation reçue, qu'elles n'ont pas attendu le matériel fourni dans le cadre du microprojet pour démarrer le travail ; elles se sont cotisées et ont commencé à produire.

L'allègement de la charge de travail des femmes

En **Guinée, en Guinée-Bissau et en Gambie**, les communautés ont choisi d'installer des décortiqueuses de riz et moulins à mil ou à pâte d'arachide. Ces équipements contribuent à l'allègement de la charge de travail des femmes.

La création ou l'accroissement des revenus des femmes

Les femmes représentent les 2/3 des bénéficiaires des microprojets relatifs à des activités génératrices de revenus. Ces revenus leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille.

Le changement de comportement des hommes à l'égard des femmes

Les responsabilités assumées par les femmes dans le cadre du programme, ainsi que les revenus qu'elles gagent grâce aux microprojets, leur procurent un certain statut au sein de leurs communautés et amènent un changement de comportement des hommes à leur égard. Ils acceptent par exemple que leurs épouses aient plus de liberté et prennent des initiatives.

Par exemple, **au Sénégal**, à Samine, les hommes acceptent maintenant que leurs femmes aillent suivre des formations dans la capitale, à Dakar. Cela est complètement nouveau, car ils considéraient avant, qu'une femme n'avait pas le droit de dormir ailleurs que chez ses parents ou chez son mari.

En Guinée-Bissau aussi, à Bigene, au début du programme, il était difficile que les hommes laissent leurs femmes assister à des réunions, même dans la localité. Aujourd'hui la situation a changé, ils acceptent facilement que leurs femmes participent aux activités du programme et les y encouragent.

CONCLUSION

Comme programme pilote, le PSR-ALPC aura réussi son pari.

Ses résultats confirment la pertinence de l'approche et les leçons apprises dégagent des lignes directrices pour qui veut intervenir en faveur de la sécurité et du développement.

Le PSR-ALPC a montré la réalité régionale de la problématique des armes légères et sa similitude entre les pays. Les armes n'ont pas de frontières et le fait pour plusieurs pays de travailler dans le même sens, avec une approche **harmonisée**, tout en tenant compte des **spécificités** des contextes, est une force.

La **participation et l'inclusion** d'une diversité d'acteurs et d'actrices aux activités du programme ont suscité l'intérêt et l'engagement sur la problématique, du niveau local au niveau national. L'approche participative et la prise en charge de l'ensemble des activités par des acteurs et actrices nationaux et locaux ont favorisé l'appropriation du programme.

La problématique elle-même est mieux connue et comprise, surtout dans ses réalités terrain, et ce même de la part des organisations ou structures qui y sont engagées.

L'expérience montre que la société civile et l'État peuvent travailler ensemble dans ce domaine et que leur **partenariat** contribue à l'efficacité des stratégies. La collaboration a été effective autant au niveau national que local.

On remarque un intérêt plus marqué des autorités étatiques concernant la problématique de la sécurité et des armes légères. Elles y font de plus en plus référence dans leurs discours politiques. Au niveau national, le partenariat a facilité l'accès des Points Focaux aux autorités politiques et administratives. Alors que le domaine de la sécurité, notamment des armes légères, était jusqu'ici la chasse gardée des États, dans les pays du programme ils acceptent que la société civile s'y engage et ils soutiennent leurs actions. Les Points Focaux de Guinée-Bissau et de Gambie siègent à la Commission Nationale de leurs pays respectifs. Le Point Focal du Sénégal a reçu une lettre de félicitations du Président de la République pour la cérémonie de destruction d'armes. Au niveau local, la collaboration s'est élargie aux populations et a contribué à bâtir la **confiance** qui est au cœur de toute intervention en matière de sécurité. La dynamisation des rapports entre la société civile et l'État et avec les populations, est là pour rester.

Le PSR-ALPC a montré que malgré les réticences de départ, voire la négation de la circulation des armes légères, il a été possible de susciter une **prise de conscience** des communautés quant au danger que représentent les armes. Les populations se sont largement mobilisées autour de la sensibilisation ; le sujet n'est plus tabou, on en parle ouvertement. Les communautés en sont aussi venues à **prendre en charge leur sécurité** par diverses initiatives : enregistrement des armes, dialogue, comités de vigilance, approche discrète des détenteurs d'armes, remise volontaire d'armes, etc. C'est là un résultat très important du programme qui montre que la sécurité est une question vaste et est l'affaire de tous et toutes.

L'amélioration tangible et « perçue » de la sécurité, aura eu pour effet de dynamiser les communautés et d'améliorer les relations transfrontalières entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. La crise que la Guinée a traversée en début 2007 et les conflits qu'ont connus le Sénégal et la Guinée-Bissau, font que les populations savent que la sécurité a un impact sur leur développement.

L'approche *Armes en échange de développement* se révèle pertinente. Dans des zones enclavées et pauvres, supporter le développement d'activités génératrices de revenu ou d'infrastructures sociales, suscite l'intérêt et l'engagement des communautés et crée la confiance envers les acteurs et actrices du programme. L'espoir suscité par l'amélioration de la sécurité doit se traduire concrètement par une amélioration des conditions de vie des populations.

Le PSR-ALPC a eu un effet marquant en ce qui concerne l'éveil des populations et des partenaires sur la **dimension genre**, en faisant des femmes des alliées de premier plan dans le déroulement du programme et en sensibilisant les hommes sur cette question. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, de même que le changement de comportement des hommes à leur égard, montrent l'importance d'avoir une stratégie spécifique à cet égard. Hommes et femmes ont travaillé ensemble pour assurer la paix, la sécurité et le développement de leurs communautés, en vue d'un meilleur futur.

Le PSR-ALPC aura exercé son influence au-delà des zones d'intervention. En effet, il aura eu une certaine influence dans la conception du plan d'action de l'ECOSAP, qui s'inspire du PSR-ALPC dans son approche, notamment grâce à l'action du consortium CECI-OXFAM GB, à la participation des Points Focaux et du directeur du PSR-ALPC à des rencontres initiées par ECOSAP et enfin par la participation de la CEDEAO au comité directeur du programme.

Enfin, outre les résultats obtenus, un certain nombre d'acquis permettent de croire que la dynamique amorcée sera durable. Pensons aux relations de partenariat développées entre la société civile, les forces de sécurité, les populations ; aux compétences et aux outils de sensibilisation qui permettent de poursuivre le travail à ce niveau, notamment à travers les radios communautaires ; à l'ancrage des ONG locales et comités locaux qui continueront de se mobiliser. On peut penser aussi, qu'à l'instar de l'ACSAS (ONG locale du Sénégal) qui intégrera la problématique à son programme d'éducation pour la paix dans les écoles, d'autres feront de même. Enfin, les comités de gestion mis en place et formés dans le cadre de chaque microprojet et les résultats encourageants pour les bénéficiaires, sont autant de conditions pour assurer la durabilité des activités.

Bâtir la confiance

La méfiance et la peur sont le nœud de la problématique.

Bâtir la confiance est au cœur de toute intervention en matière de lutte contre les armes légères et plus généralement en matière de sécurité et développement.

Le dialogue, le partenariat, la participation, l'inclusion, la prise en compte du genre, la transparence, la bonne connaissance du milieu y contribuent. Cela exige que l'on « donne le temps au temps »

ANNEXE : TABLEAU SYNTHÈSE DES MICROPROJETS

SÉNÉGAL	
BENEFICIAIRES ET NATURE DES MICROPROJETS	RETOMBÉES POUR LES BÉNÉFICIAIRES ET LE MILIEU
<p style="text-align: center;"><u>TRANSFORMATION DES FRUITS ET LÉGUMES</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - 11 femmes comme bénéficiaires directes, provenant de 9 groupements totalisant 450 femmes de la Communauté rurale de Samine</p> <p><u>Description</u> - Acquisition d'équipements de transformation, congélateur, matériel de conditionnement - Achat de fruits et légumes - Transformation en sirop (tamarin, gingembre, cocktail de bissap/mangue, etc.), boisson, caramel, macédoine de légumes, etc. - Commercialisation directe des produits transformés et vente de certains produits à des boutiquiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Création de compétences locales pour 11 femmes : transformation de fruits, gestion d'une micro -entreprise, comptabilité, gestion d'un groupement - Création de compétences locales pour 3 femmes : contrôle de qualité des produits transformés; ces femmes pourront en former d'autres et être rémunérées pour le faire - Valorisation des produits locaux et réduction des pertes - Ouverture d'un compte bancaire pour le groupe - Création de revenus pour 11 femmes et amélioration de leur contribution à la satisfaction des besoins de la famille - Pour ces femmes traumatisées par le conflit qui ont perdu des membres de leur famille, l'activité est signe qu'il y a la paix - Regain de confiance des femmes en elles-mêmes et contribution à la redynamisation de l'économie locale - Consommation des produits locaux transformés (boisson, sirop) qui sont préférés aux boissons gazeuses - Ecoulement de 150 sachets de boisson / 2 jours ; prix à la portée des consommateurs (¼ litre à 100 FCFA).
<p style="text-align: center;"><u>ELEVAGE SEMI INTENSIF A FASSANE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement EINDAM des éleveurs de Fassane : 69 personnes dont 38 hommes et 31 femmes</p> <p><u>Description</u> - Acquisition d'un terrain clôturé, équipé d'un puits et d'une pompe manuelle ; construction d'un magasin de 4 pièces pour garder les outils, le foin, et une loge pour le gardien. - Acquisition collective de 8 vaches et 3 taureaux (2 pour la traction animale) ; - Production laitière démarrée ; - Suivi vétérinaire pour 6 mois ; - Mise en exploitation d'un champ collectif de 1,5 ha avec la culture d'arachide d'hivernage dont les fanes récoltées serviront à l'alimentation du bétail ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation du bétail (enclos) qui réduira les vols de bétail et contribuera au sentiment de sécurité ; - Renouvellement du cheptel décimé pendant la crise, rendu possible par l'amélioration de la sécurité notamment grâce aux meilleures relations transfrontalières ; - Espace aménagé pour la production maraîchère par les femmes en attendant que l'enclos atteigne sa capacité d'accueil, ce qui leur permet de diversifier leurs activités ; - Contribution à la production de lait frais qui sera transformé à la nouvelle laiterie de Samine (voir plus bas); - Création d'emplois et amélioration des revenus pour les bénéficiaires. - Perspectives : embouche bovine et banque céréalière à partir des revenus issus de la ferme.

SÉNÉGAL	
BENEFICIAIRES ET NATURE DES MICROPROJETS	RETOMBÉES POUR LES BÉNÉFICIAIRES ET LE MILIEU
<p style="text-align: center;"><u>PRODUCTION MARAÎCHÈRE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement « Badiya Kafo » de Djidadji : 70 femmes et 50 jeunes de 9 villages dont 6 en territoire sénégalais et 3 en territoire bissau- guinéen</p> <p><u>Description</u> - Acquisition d'une parcelle de 1,2 ha, clôturée, qui a été attribuée par le chef de village, avec droit de propriété accordé par la communauté rurale ; - Acquisition de matériel moderne (puits équipés, motopompe, bassins, système d'irrigation) ; - Culture et commercialisation de légumes : gombo, piment, tomate, salade, oseille...</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les hommes et femmes qui produisaient individuellement se retrouvent sur une parcelle qui leur appartient et vivent leur 1ère expérience dans un cadre formel, ce qui renforce l'esprit associatif ; - Accroissement des revenus ; - Allègement des travaux (équipement) ; - Contribution à l'autonomie des femmes ; - Caractère intégrateur du projet qui est commun à des communautés du Sénégal et de la Guinée Bissau, contribuant à la consolidation de la paix et au renforcement de la sécurité dans cette zone ; - Contribution à la redynamisation du secteur agricole local ; - Mise à disposition sur le marché local de produits maraîchers en quantité et en qualité
<p style="text-align: center;"><u>PRODUCTION MARAÎCHÈRE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement de 50 femmes et 3 jeunes de Faradjanto</p> <p><u>Description</u> - Installation d'une micro laiterie : acquisition d'équipements, d'un congélateur (capacité 700 litres), de matériel d'exploitation et d'intrants ; - Transformation de lait en lait caillé, mis en sachet, conservé et vendu sur place ; - Acquisition d'une parcelle de 1 ha, clôturée, attribuée par le chef de village, avec droit de propriété accordé par la communauté rurale ; - Acquisition de matériel moderne (puits équipés, motopompe, bassins, système d'irrigation). - Culture et commercialisation de légumes : gombo, piment, tomate, salade, oseille...</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les femmes qui produisaient individuellement se retrouvent sur une parcelle qui leur appartient et vivent leur 1ère expérience dans un cadre formel ce qui renforce leurs liens et l'esprit communautaire ; elles se sont données un mode d'organisation de la production pour éviter de se concurrencer ; - Accroissement des revenus ; - Allègement des travaux (équipement) ; - Contribution à l'autonomie des femmes rurales ; - renforcement de la position économique des femmes rurales ; - Contribution des femmes à la redynamisation du secteur agricole local ; - Mise à disposition sur le marché local de produits maraîchers en quantité et en qualité
<p style="text-align: center;"><u>FONDS DE COLLECTE ET COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - 5 groupements de jeunes de la Communauté Rurale de Samine : 100 garçons et 50 filles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution des jeunes en groupements structurés - Les jeunes ont fait des bénéfices qui leur procurent un statut social car ils sont devenus autonomes financièrement et aident les parents dans la prise en charge des besoins de la famille;

SÉNÉGAL

BENEFICIAIRES ET NATURE DES MICROPROJETS

Description

- Mise en place d'un fonds de crédit rotatif de 500 000 FCFA par groupement, remboursable en 3 mois
- Le fonds est géré par l'ACSAS, une ONG locale d'appui à ces groupements
- Le fonds permet l'achat, le transport et la vente de produits agricoles locaux au profit des jeunes réunis autour des associations sportives et culturelles et autres groupements d'intérêt économique.
- Certains groupements mettent en place en leur sein un fonds de crédit rotatif à l'aide de ce financement, avec à cet effet un certain taux d'intérêt qu'ils font verser à leurs membres pour renflouer leur propre caisse.

RETOMBÉES POUR LES BÉNÉFICIAIRES ET LE MILIEU

- Le fait d'être occupés est jugé positif par la communauté car l'oisiveté incitait à la recherche de moyens faciles d'obtenir des revenus (vols à main armée, braquage, prostitution, etc.) ;
- L'activité a raffermi les liens au sein de la communauté ;
- A travers les intérêts perçus sur les prêts accordés aux membres, chaque groupement trouve une autre source de revenus pour sa caisse d'épargne;
- Contribution des jeunes aux échanges commerciaux agricoles avec la Guinée Bissau.

TRANSFORMATION ET CONDITIONNEMENT DU LAIT

Bénéficiaires

- Groupement mixte de 10 personnes : 4 hommes et 6 femmes (dont 1 jeune fille)

Description

- Installation d'une micro laiterie : acquisition d'équipements, d'un congélateur (capacité 700 litres), de matériel d'exploitation et d'intrants ;
- Transformation de lait en lait caillé, mis en sachet, conservé et vendu sur place ;

- Création de compétences locales pour 10 personnes en matière de : transformation et conditionnement du lait, gestion financière et gestion d'un groupement ; ces personnes pourront en former d'autres et être rémunérées pour le faire
- Amélioration de la qualité de la transformation laitière qui était artisanale, en lien avec l'amélioration de l'élevage en général (cf. projet ferme de Fassane) et des produits laitiers en particulier, qui étaient des activités importantes dans la zone ;
- Création de débouchés pour les éleveurs : achat de 30 litres de lait frais/jour (parfois plus), pour le moment ;
- Capacité d'exploitation quotidienne actuelle : 50 litres, mais peut être améliorée par un renforcement de la logistique (prévu dans le court ou moyen terme) ;
- Production journalière de lait transformé : 70 à 100 sachets de ¼ litre; tout dépend de la quantité de lait frais disponible et collecté ;
- Vente à 175 FCFA le sachet aux consommateurs et à 165 FCFA aux boutiquiers. Le produit est très prisé, les sachets s'écoulent rapidement, la demande est supérieure à l'offre ;
- Accroissement des revenus des membres du groupement et des éleveurs qui fournissent le lait (notamment les femmes) de la communauté rurale de Samine ;
- Création de 10 emplois ;
- Ouverture d'un compte bancaire à Samine, contribuant au développement de l'épargne en milieu rural;
- Mise à disposition sur le marché local de produit laitier de qualité, contribuant à la diversification des produits alimentaires et à une alimentation saine et nourrissante à la portée des consommateurs.

GUINÉE CONAKRY	
BENEFICIAIRES ET NATURE DES MICROPROJETS	RETOMBÉES POUR LES BENEFICIAIRES ET POUR LE MILIEU
<p style="text-align: center;"><u>TEINTURE ARTISANALE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement des femmes Haldi Fotti : 26 personnes : 20 F et 6 H</p> <p><u>Description</u> - Achat de matériel de teinture (tissus, tampons, colorants, seaux bassines gants, etc.) pour la production et la commercialisation de tissus teints.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des compétences en technique de teinture - Le groupement gagne actuellement 13.500.000 FG contre 4.580.000 FG avant le projet, pour la même quantité de production ; - Amélioration de la productivité, des méthodes de travail et de la qualité des produits finis ; - Mise en place d'une meilleure organisation au sein du groupement avec répartition des rôles et tâches pour la production et commercialisation ; - Contribution des femmes à la redynamisation de l'économie locale ; - Mise à disposition sur le marché local de produits vestimentaires de qualité (avec les tissus teints) ; - Valorisation des femmes.
<p style="text-align: center;"><u>PRODUCTION MARAICHÈRE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - 3 Groupements féminins maraîchers : Bhantal Diama, Hafia Diankoye et Kénéba 120 personnes : 100 F et 20 H</p> <p><u>Description</u> - Acquisition d'intrants de qualité, de petit matériel agricole, sécurisation des parcelles par le renforcement de la clôture ; - Production et commercialisation d'oignons, tomates, piments, gombo et autres spéculations ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des surfaces cultivables de 1 à 2 ha, selon les groupements ; - Augmentation de la production et des revenus : <ul style="list-style-type: none"> - Groupement Hafia Diankoye : la production d'oignons est passée de 1 tonne par campagne à 7 tonnes 352 kg pour cette campagne, avec des revenus de 14.704.000 FG ; - Groupement Bhantal Djama : la production est passée de 10 à 30 sacs d'oignons, pour une valeur de 3.000.000 FG ; - Renforcement de la position économique des femmes rurales ; - Mise en place d'une meilleure organisation au sein des groupements avec répartition des rôles et tâches pour la production et commercialisation ; - Contribution des femmes à la redynamisation du secteur agricole local ; - Mise à disposition sur le marché local de produits maraîchers en quantité et en qualité, contribuant à la satisfaction de la demande des populations en denrées alimentaires ; - Valorisation des femmes.
<p style="text-align: center;"><u>PETIT COMMERCE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement « Seneyah » des femmes de Koumbia - centre : 33 femmes</p> <p><u>Description</u> - Mise en place d'un fonds de crédit rotatif qui est géré par le groupement ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification des sources de revenus des femmes, renforçant leur contribution à la satisfaction des besoins de la famille ; - Renforcement de la position économique des femmes ; - Contribution à la diversification des denrées agroalimentaires sur le marché local ; - Contribution des femmes à la redynamisation de l'économie locale ; - Valorisation des femmes.

GUINÉE CONAKRY

BENEFICIAIRES ET NATURE DES MICROPROJETS

- Achat /vente de produits agroalimentaires et de sous-produits forestiers par les femmes individuellement ou en sous-groupes de 5 membres : riz, arachide, maïs, huile de palme, néré, miel, etc.

FABRICATION ET COMMERCIALISATION D'OUTILS

AGRICOLES ET MENAGERS

Bénéficiaires

- Association «**Nafaya**» des forgerons de Woupirdé 17 hommes et 1 femme (18 à 55 ans)

Description

- Acquisition d'outillage moderne de soudure, plus un groupe électrogène ;
- Acquisition d'un poste de soudure de 7 KVA ;
- Fabrication et commercialisation de petits équipements agricoles et ustensiles de cuisine.

RETOMBÉES POUR LES BENEFICIAIRES ET POUR LE MILIEU

- Abandon de la fabrication d'armes au profit d'outils agricoles par certains forgerons et reconversion pour d'autres qui ne fabriquaient que des armes ;
- Constitution d'un groupement par les forgerons issus de divers villages pour accéder à une meilleure technologie ;
- Production et commercialisation individuelle d'outils agricoles et ménagers ;
- Renforcement des capacités techniques qui se traduit par la diversification de la production (ex. : houes, charrettes, charrue, décortiqueuse, etc.), ainsi que la réduction du temps de production et du délai de livraison ;
- Accroissement des revenus :
 - la production d'une charrue de labour procure au groupement une somme de 500.000 FG contre 350.000 pour la fabrication d'un fusil de traite. Quelle que soit la quantité, le groupement obtient un bénéfice de 150.000 FG sur chaque produit, et par sa notoriété il l'apprête à signer d'importants contrats avec des entrepreneurs de Boké, Koumbia et du Sénégal ;
- Accessibilité sur le marché local de certains outils agricoles qui, auparavant, étaient achetés en Guinée Bissau.

FABRICATION ET COMMERCIALISATION DE BRIQUES STABILISEES

Bénéficiaires

- 4 Groupements de jeunes de Sarébagui, Madina Guiléjji, Koumbia II et Dara Bowé : 56 hommes et 12 femmes (15 à 40 ans)

Description

- Equipement en presse à briques pour chaque groupement pour la fabrication de briques stabilisées de meilleure qualité.
- Vente des briques aux entrepreneurs.

- Renforcement de la capacité technique des fabricants ;
- Pratiques moins nocives pour l'environnement car réduisant l'utilisation de bois pour la cuisson des briques et la dégradation des couches de terre arables (pour l'agriculture) ;
- Contribution à la préservation d'une forêt occupant plusieurs milliers d'hectares, et ce dans le souci de réaliser une intégration harmonieuse de la fabrication de briques au cadre naturel ;
- Les presses à briques assurent aux groupements des performances accrues au plan économique; ce choix témoigne d'une stratégie de développement durable conciliant la croissance économique et la protection de l'environnement dans la zone de Koumbia ;
- Amélioration de la qualité et de la résistance des briques produites (en comparaison aux briques cuites généralement produites dans la zone) ;
- Amélioration des revenus des membres de groupements ;
- Mise à disposition sur le marché de briques stabilisées en quantité et en qualité face à une demande en croissance dans des localités (Sous-préfecture de Koumbia, Gaoual) en expansion (émergence de nouvelles constructions).

GUINÉE CONAKRY

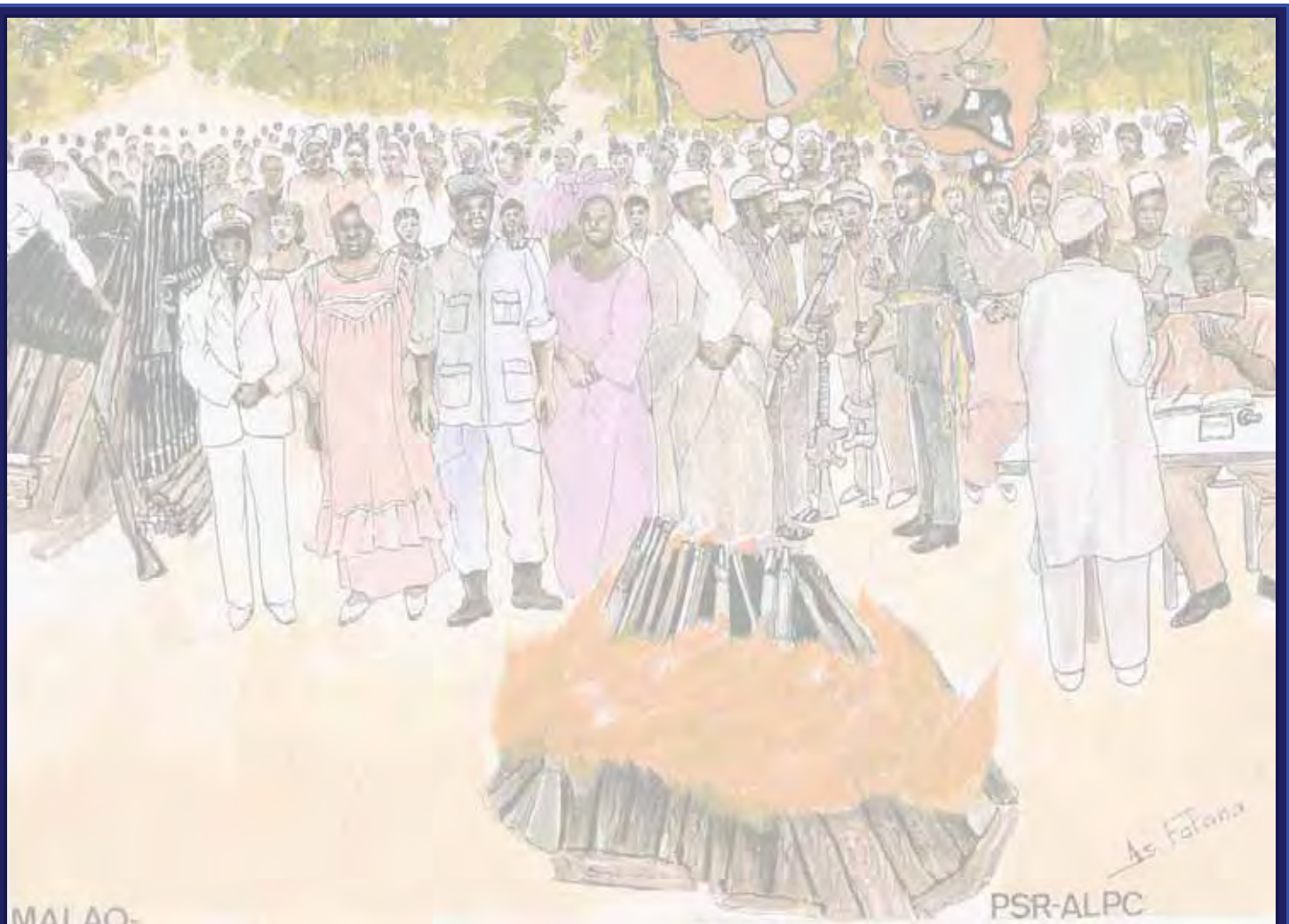
BENEFICIAIRES ET NATURE DES MICROPROJETS		RETOMBÉES POUR LES BENEFICIAIRES ET POUR LE MILIEU
<p><u>IMPLANTATION D'UNE DÉCORTIQUEUSE DE CÉRÉALES</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement « Ballal Diama » des femmes du District de Guidaly : 32 femmes et 1 homme</p> <p><u>Description</u> - Installation d'une décortiqueuse à riz, maïs, etc. ; - Opération de la décortiqueuse par un jeune formé à cet effet ; - Gestion de la décortiqueuse par le groupement.</p> <p><u>PRODUCTION ARTISANALE ET COMMERCIALISATION DE SAVON</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement des femmes de Labhal : 20 femmes (de 15 à 50 ans)</p> <p><u>Description</u> - Acquisition de matériel (fûts, seaux, bassines, gobelet, etc.) et de matières premières consommables (soude caustique, silicate, parfum, etc.) ; - Fabrication et commercialisation de savon local</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emploi pour un jeune (entretien de la machine) - Amélioration de la capacité de gestion des femmes - Allègement des tâches des femmes <ul style="list-style-type: none"> - Constitution des femmes en groupement ; celles-ci travaillaient auparavant de façon individuelle dans la production et commercialisation de savon ; - Renforcement des capacités de production des membres ; - Amélioration et diversification des revenus des femmes ; - Constitution d'un fonds de crédit rotatif à partir des recettes réalisées ; - Amélioration de la capacité de gestion des femmes ; - Mise à disposition sur le marché de savons en quantité et en qualité à Koumbia et dans les localités environnantes ; - Valorisation des femmes. 	
<p><u>MENUISERIE METALLIQUE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Groupement de jeunes « Lopotiya » : 22 jeunes</p> <p><u>Description</u> - Acquisition d'équipements de soudure collectifs (moteur combiné de 7 KVA), petit outillage ; - Fabrication / vente de portes et fenêtres métalliques ; - Travaux de petite soudure et autres...</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution des jeunes en groupements ; ils travaillaient auparavant de façon individuelle, certains ont une longue expérience en la matière ; - Création d'emplois pour des jeunes qui avaient une formation technique mais aucun moyen de production ; - Production et vente individuelle qui favorise la création de revenus, surtout que la Sous-préfecture de Koumbia est en expansion avec l'émergence de nouvelles constructions, et constitue un marché pour l'écoulement des produits de la menuiserie métallique (fenêtres, portes, etc.) ; - Contribution au développement du secteur de l'immobilier local. 	
<p><u>MISE EN PLACE D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Populations de la Sous-préfecture Koumbia, et de la Préfecture Gaoual (rayon de 80 km)</p> <p><u>Description</u> - Installation d'équipement radiophonique ; - Allocation par la Sous-préfecture d'un local</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accès des populations à l'information (réduit l'isolement) ; - Poursuite de la sensibilisation sur les dangers des ALPC ; - Accès à la radio comme canal d'information et de sensibilisation pour la société civile et les services techniques ; - Gestion de la radio par la communauté ; - Création de compétences locales en communication radio : technique radiophonique et marketing et diffusion d'émissions; - Création d'emplois /occupation des jeunes. 	

GUINÉE-BISSAU	
bénéficiaires et nature des microprojets	retombées pour les bénéficiaires et pour le milieu
<p style="text-align: center;"><u>PETIT COMMERCE BIGENE</u></p> <p>Bénéficiaires - 5 groupements de 35 à 40 femmes à Bigène : 175 à 200 femmes bénéficiaires directes</p> <p><u>Description</u> - Accès à un fonds de crédit rotatif de 500 000 FCFA par groupement, avec intérêt - Gestion du fonds par chaque groupement ; - Prêts accordés pour l'achat et la vente de produits agroalimentaires et de sous-produits forestiers par les femmes individuellement ou en sous-groupes (4 à 5 membres) : riz, maïs, huile de palme, poisson séché, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration des groupements et amélioration du fonctionnement; - Contribution à la diversification des sources de revenus des femmes et de leurs ménages. En effet, avec un petit prêt (de 10 000 à 50 000 F CFA selon les groupements pour 3 mois, avec intérêt variable), les femmes réalisent des bénéfices individuels de 2 000 à 3 500 F CFA par semaine. - Les femmes écoulent leurs produits vers les marchés de Bigène et Ingoré, ainsi qu'au niveau des <i>loumas</i> (marchés hebdomadaires situés en zone frontalière avec le Sénégal (cas du village de Yarang à Samine) ; - Investissement des femmes dans de nouvelles activités à partir des bénéfices réalisés (exemple : préparation /vente de beignets) ; - Le taux de remboursement de 100% des prêts atteste du sérieux des femmes en matière de crédit et de leur compétence en matière d'organisation; cela leur donne de la crédibilité ; - Avec les intérêts perçus, chaque groupement a une autre source de revenus pour renflouer sa caisse d'épargne; - Contribution des femmes aux échanges commerciaux entre avec le Sénégal, ceci améliore davantage la sécurité et la paix entre ces communautés transfrontalières
<p style="text-align: center;"><u>MARAICHAGE A BIGENE</u></p> <p>Bénéficiaires - Groupement de femmes de Baixada</p> <p><u>Description</u> - Acquisition de matériel d'exploitation et d'intrants ; renforcement de la clôture du périmètre maraîcher - Production de légumes et commercialisation au marché local et marchés hebdomadaires des localités voisines (Sénégal).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration et meilleur fonctionnement du groupement ; - Meilleure organisation du travail sur le périmètre : chaque membre cultive et s'occupe de l'entretien du lopin de parcelle qui lui est affecté par le groupement. ; - Les produits récoltés trouvent des débouchés, même en dehors de Bigène : Samine, Ziguinchor et Kolda ; ceci constitue un facteur d'intégration transfrontalière entre le Sénégal et la Guinée Bissau, contribuant au renforcement de la sécurité et de la paix dans cette zone ; - Amélioration des revenus : les femmes ont des bénéfices de 2 500 à 6 000 F CFA par opération de vente (2 à 3 par spéculation) à travers le petit commerce qu'elles mènent individuellement, ce qui leur permet de contribuer aux besoins de leur famille et de réinvestir dans leur parcelle ; - Valorisation des femmes.
<p style="text-align: center;"><u>CONSTRUCTION DE 2 BATIMENTS SCOLAIRES A BARRO</u></p> <p>Bénéficiaires - Environ 80 élèves et leurs parents du village de Barro et de ses environs</p> <p><u>Description</u> - Construction de 4 salles de classe et d'une salle des enseignant-e-s</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la capacité d'accueil de l'établissement scolaire de Barro - L'achat de mobilier à Témanto (village frontalier sénégalais) renforce et atteste l'existence d'un certain climat d'entente et de paix entre les communautés situées de part et d'autre de la frontière Sénégal- Bissau- guinéenne.

GUINÉE-BISSAU	
bénéficiaires et nature des microprojets	retombées pour les bénéficiaires et pour le milieu
<p>Bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupement féminin « Ndulo – Ndulo » de Sambouya : 53 femmes issues des 12 villages de la section de Sambouya <p><u>Description</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès à un fonds de crédit rotatif de 248 500 FCFA, ce qui permet de faire des prêts individuels de 25 000 FCFA pour 3 mois avec intérêt de 10%; - Gestion du fonds par le groupement ; - Achat /vente de produits agroalimentaires et de sous-produits forestiers par les femmes individuellement : riz, maïs, huile de palme, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration du groupement et amélioration de son fonctionnement ; - Diversification des sources de revenus des femmes et de leurs ménages : des femmes réalisent des bénéfices individuels de 1 500 à 2 000 à F CFA par semaine par le petit commerce (généralement au marché hebdomadaire de Yarang, dans la communauté rurale de Samineau Sénégal) et à Bigène ; - Investissement des femmes dans de nouvelles activités à partir des bénéfices (exemple : acquisition de chèvres pour l'élevage familial) - Le taux de remboursement de 100% des prêts par les femmes montre le sérieux des femmes et leur donne de la crédibilité ; - A travers les intérêts perçus, le groupement féminin a une autre source de revenus pour sa caisse d'épargne; - Contribution des femmes au renforcement des échanges commerciaux entre le Sénégal et la Guinée Bissau,; ceci améliore la sécurité et la paix entre ces communautés; - Valorisation des femmes.
<p style="text-align: center;"><u>DECORTIQUEUSE DE CEREALES A SAMBOUYA</u></p> <p>Bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupement féminin « Famakoy » de Sambouya : 60 femmes issues des 12 villages de la section de Sambouya <p><u>Description</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et fonctionnement d'une décortiqueuse. 	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration et meilleur fonctionnement du groupement ; - service bénéficiant aux populations de 12 villages de la section de Sambouya (demande importante) ; - Mobilisation des populations autour de l'implantation de la décortiqueuse dans la localité ; - Création d'emplois dans le village pour 4 jeunes recrutés et formés pour l'entretien - Allègement des travaux de la femme
<p style="text-align: center;"><u>INSTALLATION D'UN MOULIN A NTUM</u></p> <p>Bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupement mixte « Fatekeya » de Ntum et villages environnants <p><u>Description</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une décortiqueuse. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mêmes retombées que le micro projet précédent, inclus création d'emplois pour 4 jeunes du village
<p style="text-align: center;"><u>INSTALLATION D'UNITES DE TRANSFORMATION DE LA NOIX DE CAJOU A BARRO, SAMBOUYA ET BIGENE</u></p> <p>Bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les communautés (hommes, femmes et jeunes) des 3 localités <p><u>Description</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition d'équipements collectifs de transformation de noix de cajou dans chacune de ces 3 localités ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de compétences locales : formation de formateurs en écorçage, emballage et stockage, suivi d'une démultiplication dans chaque localité ; - Valorisation de la noix de cajou des 3 localités qui ont un important parc anacardier; - Création d'emplois pour la gestion et entretien des outils de transformation ; - Une collaboration avec l'ACSAS (Samine, Sénégal) est établie pour aider la recherche de débouchés au Sénégal. Ceci contribue au renforcement de l'intégration et de la paix entre communautés frontalières ;

GUINÉE-BISSAU	
bénéficiaires et nature des microprojets	retombées pour les bénéficiaires et pour le milieu
<p>- Début de commercialisation des noix décortiquées.</p> <p>Bénéficiaires</p> <p>- <u>INSTALLATION D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE</u></p> <p>- Populations de Bigene et environs (rayon 80 km) + localités des aires frontalières avec le Sénégal (Communauté rurale de Samine)</p> <p><u>Description</u></p> <p>- Installation d'équipement radiophonique</p>	<p>- Contribution à l'amélioration de l'organisation au sein de ces communautés ;</p> <p>- Création de compétences locales en communication radio et en gestion de la radio. Quand la radio sera en opération, on peut s'attendre aux résultats suivants :</p> <p>- Accès des populations à l'information (réduit l'isolement) ;</p> <p>- Poursuite de la sensibilisation sur les dangers des ALPC ;</p> <p>- Accès à la radio comme canal d'information et de sensibilisation pour la société civile et les services techniques ;</p> <p>- Création d'emploi /occupation de jeunes.</p>

GAMBIE	
BENEFICIAIRES ET NATURE DES MICROPROJETS	RETOMBÉES POUR LES BENEFICIAIRES ET POUR LE MILIEU
<p><u>Bénéficiaires</u> - Femmes de Koina Ward (village de Koina et environs) et éventuellement les communautés des villages situés dans l'aire frontalière avec le Sénégal</p> <p><u>Description</u> - Construction d'abri pour les moulins et installation d'un moulin à mil et d'un moulin à pâte d'arachide à Koina centre ; - Transformation de l'arachide en pâte et du mil en semoule ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un comité de gestion de 15 membres (5 femmes, 10 hommes) pour prendre en charge la gestion et le suivi de tous les microprojets installés à Koina Ward (moulins, centre multifonctionnel, pompe à eau manuelle) ; cooptation de représentant de l'autorité locale et des forces de sécurité et de défense de la localité à titre d'observateurs et de conseillers dans ce comité de gestion pour un meilleur suivi et contrôle des activités des microprojets (surtout pour des soucis de transparence dans l'utilisation des ressources financières générées par ces microprojets, notamment les moulins et le centre multifonctionnel) ; - Ouverture d'un compte à la Trust Bank Ltd à Bassé pour la conservation des recettes générées par ces microprojets ; - Forte implication des femmes qui souhaitent depuis longtemps un moulin en vue de l'allègement de leurs tâches domestiques ; - Création de 4 nouveaux emplois pour la gestion et entretien des 2 moulins;
<p><u>ÉQUIPEMENT DU CENTRE DE SANTE DE KOINA EN POMPE A EAU MANUELLE</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Populations de Koina Ward (village de Koina et environs) et éventuellement celles de villages frontaliers du Sénégal</p> <p><u>Description</u> - Construction d'un puits et équipement en pompe à eau manuelle ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès à l'eau potable pour les patients du centre de santé et le personnel ; - Amélioration des conditions de séjour des patients dans le centre de santé.
<p><u>CENTRE ARTISANAL COMMUNAUTAIRE MULTIFONCTIONNEL</u></p> <p><u>Bénéficiaires</u> - Femmes de Koina Ward (village de Koina et environs)</p> <p><u>Description</u> - Construction d'un bâtiment de 3 salles équipées de tables de travail et d'étagères ; - Dotation en matériel de travail pour la transformation de produits alimentaires comme les céréales en couscous mis en sachet et produits alimentaires à transformer ; - Dotation en matériel de teinture et pour la fabrication de savon local ; - Commercialisation de la production.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Création de compétences locales pour 25 femmes en matière de : transformation des céréales, teinture et fabrication de savon ; - Valorisation des produits locaux et réduction des pertes (céréales) ; - Mise à disposition au sein de la communauté et sur les marchés environnants de produits fabriqués localement comme les habits teints très prisés et le savon ; - Création de sources de revenus pour les 25 femmes et à moyen terme pour d'autres souhaitant profiter du centre ; - Regain de confiance des femmes en elles-mêmes et développement de l'esprit associatif ; - Renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat féminin (organisation, petite comptabilité, vente..) ; - Valorisation des femmes.



CONTACTS

CECI

suzanned@ceci.ca

www.ceci.ca

Oxfam GB

mocoulibaly@oxfam.org.uk

www.oxfam.org.uk

MALAO

malao_senegal@yahoo.fr

www.malao.org

Alternag

alternag@hotmail.com

ABC Développement

abcinguinea@yahoo.co.uk

WANEP

wanepgambia@yahoo.co.uk

Le PSR-ALPC a été mis en œuvre grâce au financement du Fonds Canadien pour l'Afrique de l'ACDI



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency